













# EUROPE

## Chypre

### Les propositions d'Ankara tendent à assurer l'indépendance économique de l'« Etat fédéré turc »

Ankara. — En proposant avec insistance à M. Caramanlis une rencontre en mars, M. Ecevit ne s'attendait pas à un développement spectaculaire des négociations gréco-turques, mais il entendait préparer un accord sur des principes essentiels. Il a donné deux signes de ses dispositions conciliantes : en rappelant cinquante soldats anatoliens stationnés à Chypre, puis en désignant comme enquêteur pour préparer les propositions de règlement le professeur Murtas Soyas, vice-président d'Amnesty International, spécialiste du droit international. Cette nomination devait fournir la preuve qu'Ankara n'entendait nullement imposer ses thèses.

Les propositions turques se fonderaient sur le principe d'une « fédération par évolution » d'un « Etat bicommunautaire et bilingue » sur la base de l'égalité des droits. Sinon « la communauté la moins nombreuse serait en situation de minorité opprimée ».

Les Turcs veulent à la fois l'égalité des droits et aussi une fédération où les pouvoirs de l'autorité centrale ne seraient pas trop étendus. Ils proposeraient par exemple que les fonctions de chef de l'Etat chypriote soient assurées à tour de rôle par les deux communautés, pour deux ans. Au gouvernement fédéral, le nombre des ministres turcs devrait être égal à celui des grecs.

Pendant le temps nécessaire à l'instauration d'une confiance mutuelle, l'autorité fédérale se bornerait à la gestion des relations diplomatiques, à la création d'une banque centrale, éventuellement à l'organisation d'une armée. Mais des sujets considérés comme « délicats », tels que l'obtention et l'utilisation de l'aide étrangère, les relations commerciales extérieures, la maîtrise d'un budget propre distinct du budget fédéral, demeureraient réservés à

De notre correspondant

chacun des deux Etats de la fédération. Cette approche seule éviterait que la communauté la moins nombreuse et la moins prospère ne se sente écrasée par l'autre.

#### La peur des Chypriotes turcs

En ce qui concerne les droits de l'homme, le professeur Murtas Soyas estime que « la Constitution fédérale pour fournir toutes les garanties de l'ordre interne des deux Etats ». Il n'aurait pas qu'à la longue les libertés de circulation et de propriété soient rétablies.

Il n'en demeure pas moins que la peur risque de subsister chez les Chypriotes turcs. La plupart d'entre eux passent du très fragile état de l'économie de leur zone.

Pour l'immediat, ils invoquent non seulement le fait que les Grecs chypriotes sont « de bons commerçants » mais aussi que les pays européens menacent l'ensemble de la communauté hellénique et par conséquent les Chypriotes grecs dont les autorités imposent un blocus. Les capitaines des navires étrangers qui ont utilisé les ports de Kyrenia et de Famagouste, sous contrôle turc, ont les pilotes d'avions qui se sont posés à Enxan, en zone turque, sont, dit-on, placés sur une liste noire. Enfin, les compagnies européennes de tourisme sont menacées de représailles si elles prétendent envoyer des clients dans les hôtels de la partie du nord de l'île, qui ont cependant un équipement de première classe.

An blocus économique de fait s'ajoute la « contrebande ». Alors qu'une minorité chypriote-turque réussit à élever le volume de ses opérations commerciales, grâce aux visiteurs venus d'Anatolie, le petit peuple a peur de l'inflation galopante, de l'incapacité

de ses dirigeants à assurer le plein emploi, à organiser l'économie. Pour davantage encore de devoir à nouveau travailler pour les Grecs, plus entrepreneurs que par le passé au sein d'un Etat fédéral créé à la hâte.

Quant à la métropole, qui accorde une aide financière — entre l'assistance en nature — d'environ 450 millions de livres turques (soit 115 millions de francs français) elle ne peut s'empêcher de tout Ankara souhaite donc également une véritable indépendance de l'économie de la zone nord de Chypre, évidemment liée à la répartition territoriale.

En ce qui concerne Famagouste, et surtout Varosha, sa partie neuve, Ankara souhaite d'abord entendre les propositions grecques. Selon certaines rumeurs, la partie turque envisage trois formules : soit en faire la capitale du futur Etat fédéral avec un statut analogue à celui de Washington, soit la maintenir sous l'autorité de l'Etat fédéré turc en autorisant les réfugiés grecs à y revenir ; soit diviser la ville entre les deux communautés.

On s'attendait à ce que les Chypriotes grecs maintiennent le « même comportement négatif » et se contentent de mener d'habiles campagnes auprès de l'opinion internationale. Mais on estime aussi qu'à la longue, les propositions turques susciteront une attention plus grande que par le passé.

ARTUN UNSAL.

## Grande-Bretagne

### LE GOUVERNEMENT TRAVAILLISTE SUBIT DEUX ÉCHECS AUX COMMUNES SUR LA DÉVOLUTION DE POUVOIRS EN ÉCOSSE.

(De notre correspondant.)

Londres. — Le gouvernement a subi deux échecs sévères mercredi soir 15 février aux Communes dans la discussion du projet de loi sur la dévolution de pouvoirs en Ecosse. Par 288 voix contre 243, les conservateurs et un certain nombre de députés travaillistes ont refusé d'annuler l'amendement Cunningham, établissant un « seuil » de 40 % des inscrits pour le référendum consultatif prévu à l'automne sur l'établissement d'une Assemblée écossaise (le Monde du 15 février). Le gouvernement aurait souhaité qu'il suffise de prendre en compte au référendum la simple majorité des votants. Il a alors proposé un « seuil » plus accessible de 33,3 % des inscrits. Mais il a été battu une seconde fois par 285 voix contre 240.

La législation écossaise, déjà sérieusement compromise, risque maintenant d'échouer une troisième fois, si les nationalistes écossais décident de voter également contre le projet, pour montrer qu'ils sont mécontents de l'attitude des Communes et de la politique du gouvernement, qui à leur avis, n'a pas défendu la législation envisagée avec assez d'énergie. Même si le texte était définitivement voté, la semaine prochaine, il faudra ensuite surmonter l'épreuve de la Chambre des lords, où les adversaires de la dévolution sont encore plus déterminés qu'aux Communes.

H. P.

## Espagne

### La ratification par le parlement de l'accord de pêche avec le Maroc risque d'envenimer les relations avec l'Algérie

De notre correspondant

Madrid. — Après un débat souvent houleux, la Chambre des députés espagnole a ratifié, le mercredi 15 février, le traité de pêche signé avec le Maroc pour un an, en presque jour pour jour (le Monde du 15 février 1977). Comme le traité intéresse les eaux territoriales de l'ancien Sahara espagnol, l'opposition de gauche a eu beau jeu de démontrer qu'il consacrait l'abandon du territoire sahraoui au royaume d'I Hassan II, en dépit des dénégations du gouvernement madrilène. Mais les 142 voix réunies par les socialistes et les communistes d'outre-mer ne suffisaient pas à empêcher la ratification de la loi.

La tension a été grande dans l'hémicycle. Le Psoas, a, en effet, annoncé que, si le traité était ratifié, il déclarerait la guerre aux bateaux espagnols qui pêcheraient dans les eaux riveraines du Sahara. En outre, la décision plus corréla risquerait d'envenimer les relations avec l'Algérie à un moment où les efforts tentés de part et d'autre ont conduit à une impasse : absent de son poste depuis près de deux mois, l'ambassadeur espagnol à Alger est revenu bredouille, la semaine dernière, d'une mission de conciliation auprès du gouvernement algérien.

Les socialistes ont critiqué vivement le contenu et la signification de l'accord. Ils ont affirmé que celui-ci favorisait

avantage les intérêts des grands armateurs que ceux du pays, et s'en sont pris notamment à M. Calvo Sotelo, ministre chargé des relations avec les Communautés européennes qui était ministre du commerce quand Madrid a commencé à négocier avec Rabat un traité de pêche.

Un des points les plus controversés du traité concerne le droit accordé aux bateaux espagnols de pêcher la sardine et les mollusques dans les eaux riveraines du Sahara, condition de passer sous pavillon marocain dans une proportion de 40 % à 50 % en un délai de cinq ans. L'opération doit se faire par l'intermédiaire des sociétés mixtes, et doit être financée par des crédits espagnols. Autrement dit, affirme l'opposition, « la marocomanie se fera à nos frais ».

#### Une opération chirurgicale

Les milieux gouvernementaux reconnaissent qu'il s'agit là d'une opération chirurgicale douloureuse, mais inévitable. Sans un accord avec le Maroc, disent-ils, une partie de la flotte risque d'être paralysée. Depuis que la plupart des pays ont étendu leurs eaux territoriales à 200 milles marins, l'Espagne a perdu de nombreuses zones de pêche traditionnelles.

Les deux tiers de ses prises sont faites hors de ses eaux. Sa flotte, la troisième du monde avec plus de seize mille embarcations, capture, chaque année, 1 million et demi de tonnes de poissons (1 % du produit national brut).

Gouvernement et opposition se sont affrontés sur le bénéfice que l'accord pouvait apporter, ou non, aux entreprises espagnoles, et à quelque quinze mille salariés de la pêche. La gauche affirme que la marine espagnole de la flotte perdrait rapidement de leur emploi de nombreux pêcheurs espagnols, notamment aux Canaries, et que seuls les grands armateurs pourraient incorporer aux sociétés mixtes hispano-marocaines, alors que la majorité des embarcations sont de taille artisanale.

Elle soutient également que les crédits accordés aux sociétés mixtes pour moderniser leurs infrastructures portuaires et leurs conserveries leur permettraient de concurrencer dangereusement l'industrie espagnole de la pêche.

D'autres questions ont été posées au cours du débat. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il jamais publié les annexes à la déclaration tripartite de Madrid du 14 novembre 1975 qui a partagé le Sahara espagnol entre le Maroc et la Mauritanie ? L'une de ces annexes ne prévoyait-elle pas des conditions de pêche bien plus avantageuses pour l'Espagne que le traité signé un an plus tard ? Et comment le gouvernement de Madrid peut-il affirmer qu'il n'a pas cédé au Maroc la souveraineté sur l'ex-Sahara espagnol, et qu'il lui en a confié seulement l'administration à titre temporaire, alors que le traité de pêche signé le 17 février 1977 implique le contraire ? Sur ce point, le ministre des Affaires étrangères, M. Marcelino Oreja, a indiqué que le Maroc pouvait exercer une juridiction sur le Sahara, et les eaux limitrophes sans qu'il s'agisse de souveraineté. Mais cette distinction n'a évidemment pas convaincu la gauche, qui continue de parler d'« indignité » à propos de l'abandon du Sahara, lequel n'a pas fini d'empoisonner la politique étrangère espagnole.

CHARLES VANHECKE.

## Italie

### Un historien communiste affirme que dès 1953 Molotov avait informé le P.C.I. des fautes de Staline

De notre correspondant

Rome. — Dans son numéro daté du 19 février, l'hebdomadaire *l'Espresso* publie une interview du professeur Giorgio Napolitano, spécialiste d'histoire de l'Église et communiste. Celui-ci fait « deux révélations ».

D'abord, affirme-t-il, Pietro Secchia, ancien secrétaire général adjoint du P.C.I. mort il y a cinq ans, fit un discret voyage à Moscou, en décembre 1947, pour exprimer ses « graves préoccupations » aux dirigeants du Kremlin. Il s'agissait de la « contrebande » d'informations, en 1953, Molotov ne lui donna « aucune information concernant les procès » ni aucune autre permettant de soupçonner « ce qui fut connu par la suite ».

Lors d'un autre voyage dans la capitale soviétique en 1953, le même Secchia se serait vu prêter, par Molotov, « d'informer les camarades italiens » de la découverte de grandes illégalités commises pendant les dernières années de la vie de Staline. C'est-à-dire que, trois ans avant le XX<sup>e</sup> Congrès à Togliatti d'être élu secrétaire du P.C.I., il était déjà mis au courant par les Soviétiques, se serait-il.

M. Napolitano révèle ses sources : les propos notés de Pietro Secchia, légendes, la fondation Feltrinelli et non aux archives du parti, comme le font généralement les dirigeants communistes.

Un livre d'un millier de pages

paraîtra, du reste, l'année prochaine, sur ce sujet. Les démentis ne se sont pas fait attendre. Le Ciano Carlo Fajetta, membre de la direction du P.C.I., a publié une longue déclaration dans laquelle il affirme que ces informations « ne répondent pas, même de loin, à la vérité ». Le voyage de Secchia à Moscou, en décembre 1947, aurait été fait « sur mandat du secrétariat du P.C.I. » et, à son retour, le vice-secrétaire n'aurait fait état d'aucun motif de divergence. De même, en 1953, Molotov ne lui donna « aucune information concernant les procès » ni aucune autre permettant de soupçonner « ce qui fut connu par la suite ».

Pietro Secchia fut un homme très intéressant. Les années mêmes où il préconisait une ligne politique totalement opposée à celle de Togliatti. Devenu secrétaire général adjoint du P.C.I. en janvier 1948, il fut responsable de l'organisation, du contrôle des finances du parti et organisateur des formations combattantes clandestines. Sa mise à l'écart en 1953 permit à Togliatti d'entamer une nouvelle phase de déstabilisation du P.C.I. La relance de la politique autour de cette figure doit évidemment s'interpréter comme un débat autour de la ligne soviétique.

## LES RELATIONS ENTRE LA HONGRIE ET LA ROUMANIE

### Bucarest contre-attaque dans la polémique sur la minorité magyare de Transylvanie

De notre correspondant en Europe centrale

Vienna. — Les relations entre la Hongrie et la Roumanie ne paraissent pas actuellement être au beau fixe. Les critiques hongroises au sujet de la minorité magyare de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (le Monde du 25 janvier). Mais, alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques était revenue aux journaux de Bucarest, la presse roumaine vient, le vendredi 10 février, de passer à la contre-attaque.

La réaction de Bucarest parue dans l'hebdomadaire politico-littéraire *Contemporanul* est vive. Tout en restant sur le plan d'une discussion scientifique, elle indique que le ton monte entre les deux capitales. Le périodique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Bucarest contre la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berchi et C. Preda, s'en prennent à une étude parue le 26 décembre dernier dans le journal *Magyar Hírlap*, dans laquelle les thèses officielles de Bucarest sur l'origine du peuple roumain et sa continuité historique dans l'espace carpatodanubien étaient mises en question.

La querelle n'est pas nouvelle, mais c'est un point sensible pour Bucarest, les historiens roumains ayant dépensé beaucoup d'énergie depuis une dizaine d'années pour rassembler les témoignages de toutes sortes — littéraires, archéologiques, numismatiques — attestant la continuité du peuplement roumain sur le territoire actuel de ce pays depuis les temps les plus reculés.

Aussi n'est-il guère surprenant que les deux historiens de Bucarest reprochent à leur collègue hongrois son « élitisme » et son « ignorance crasse ». Non seulement, affirment-ils, les Roumains ont toujours habité la terre où ils ont aujourd'hui, mais encore ils ont empêché au début du dixième siècle « la pénétration » (non pas l'établissement) des Hongrois en Transylvanie. Ainsi clairement présentés comme des envahisseurs, les Magyars se voient en outre indirectement reprocher leurs origines asiatiques lointaines.

MANUEL LUCBERT.

**MONDIAL MOQUETTE**

LE PLUS GRAND SOLDEUR DE MOQUETTE DE PARIS

**LE CHOIX LE STOCK**

**MOQUETTE DECORÉE**

VELOURS OU BOUCLÉE

STOCK LIMITÉ

**27<sup>e</sup>**

GRANDE LARGEUR

**A UN SEUL PRIX**

**ET TOUJOURS LES PRIX LA QUALITÉ**

**POSE ASSURÉE APPORTEZ VOS DIMENSIONS**

**ouvert du lundi au samedi de 9h à 20h**

PARIS 13<sup>e</sup> : 40, quai d'Austerlitz  
Face gare d'Austerlitz  
Tél : 584-72-38

PARIS 14<sup>e</sup> : 90, bd Jourdan  
50 m Porte d'Orléans  
Tél : 533-38-62

PARIS 15<sup>e</sup> : 144, bd de La Villette - M. Colonel-Fabien et J. Jaurès - Tél : 203-00-79

BOULOGNE : 82 Bis, rue Gallieni - Tél : 905-45-12

FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fossés, Pres gare S.N.C.F. - Tél : 471-03-44

SAINT-DENIS : 73, rue de la République - Tél : 520-82-93

PARIS 18<sup>e</sup> : 114, rue Darnaud  
Tél : 606-05-73

BAGNOLET : 191-193, avenue Pasteur - 5 min Pte des Lilles  
Tél : 361-16-46

COIGNIERES (N 10) : près Trappes route du Pont d'Asnières  
Tél : 461-70-12

MAISON-ALFORT : 129, rue Jean Jaurès, RN 5  
Tél : 375-44-70

SARCELLES : 25, av. Division Leclerc, RN 16 route de Chantilly  
Tél : 990-00-77

**pièds larges**

**grands**

**38 au 50**

Un choix unique de chaussures exclusives pour hommes, de 38 au 50, par demi-pairure de la 6<sup>e</sup> à la 11<sup>e</sup> largeur

**PALEIS DE LA CHAUSSURE**  
38, av. de la République  
75011 Paris Tél : 357.45.92  
Catalogue gratuit - Paroing

MANUEL LUCBERT.

**OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudications**

VENTE sur licitation, au plus offrant et dernier enchérisseur, au Palais de Justice à VERSAILLES le Mercredi 1<sup>er</sup> Mars 1978, à 10 h., de

**UN TERRAIN à CONFLANS-SAINT-HONORINE**  
(Yvelines), 16 bis, rue du Bepos, figurant au cadastre rénové, section A.E. numéro 441, pour 40 m<sup>2</sup>.

MISE A PRIX : 25.000 FRANCS

S'ad. à M<sup>rs</sup> J.-M. BESNAUD, avocat, 28, bd de la Reine, VERSAILLES, tél. 930-51-38 ; M<sup>rs</sup> AUBERT, tél. 951-10-74 ; M<sup>rs</sup> DUBOIS, tél. 945-65-23, avec l'assistance par le Tribunal de Gde Inst. de VERSAILLES, au greffe du Tribunal, et sur les lieux pour visiter.

VENTE sur Salete Immo. au Palais de Justice d'EVRY, rue des Maréchaux le MARDI 28 FÉVRIER 1978 à 14 h.

**UN PAVILLON**  
SITUÉ A BOUTIGNY-SUR-ESSONNE

(91), Les Prévanches - LOT N° 34 (sur un terrain d'environ 730 m<sup>2</sup>).

MISE A PRIX : 30.000 FRANCS

Consommation préalable indispensable pour visiter. S'adresser à M<sup>rs</sup> TRUILLON et ACOU, avocats à CORBEIL-ESSONNES, si, r. Champ-Louis, tél. : 496-30-28 et 496-14-14.

LE JOURNAL

200.000 vendus en 1977

Connaissez-vous le livre qui vous simplifie la vie ?

181 pages, 320 pages...

VENTE EN LIBRAIRIE

**LA DOCUMENTAIRE**

29-31, quai Voltaire - 75340 PARIS  
Tél : 261.50.13 - Telex : 20.400  
169, rue Garibaldi - 93401 PANTIN  
Tél : 61.23.00

مكتبة من الأصل



# ASIE

## Chine

### Le journal de l'armée estime qu'une épuration reste nécessaire

De notre correspondant

Succédant à M. Saikudin, M. Wang Feng vient d'être nommé secrétaire du comité de parti du Sinkiang (« le Monde » du 1<sup>er</sup> février). Les nouvelles autorités de cette région stratégique, sur la frontière avec l'URSS, ont appelé, récemment, à la « vigilance » et à une purge des partisans de l'ancien régime. Le journal de l'armée demande lui aussi une purge nationale parmi les militaires.

Pékin. — Des « partisans fanatiques de la bande des quatre » qui refusent de s'amender » subsistent actuellement dans les forces armées chinoises, affirme le quotidien de l'A.P.L. dans un commentaire daté du 12 février et publié le lundi 13 par le Quotidien du peuple. L'auteur de l'article affirme vouloir mettre l'accent sur le travail de rectification idéologique et politique, mais insiste avec beaucoup plus de vigueur en fait sur les questions de personnes.

« L'impureté des cadres de notre armée », écrit-il, constitue un grave danger, et nous ne pouvons y être indifférents. « Cela d'autant plus que l'armée est un instrument important aussi bien dans la lutte de classes internationale que dans la lutte de classes à l'intérieur du pays. Dans cette optique, mener à bien les enquêtes sur les faits et les gens impliqués dans l'affaire de la « bande des quatre » constitue une tâche importante et présente qui ne doit pas s'achever n'importe comment. Pas question, en d'autres termes, de laisser ces enquêtes se terminer plus ou moins en queue de poisson. Il faut donc « isoler et concentrer nos attaques contre les partisans fanatiques de la bande des quatre qui refusent de s'amender ». Jamais, depuis des mois, l'existence de ces derniers n'avait été dénoncée aussi clairement.

« Tirer au clair les problèmes », poursuit le journal de l'A.P.L., doit permettre de distinguer « qui doit être attaqué et qui doit être rééduqué », « qui prend une position ferme dans la lutte contre la bande des quatre et qui a des problèmes ».

Le journal des militaires décrit avec mordant et précisions les personnages qu'il faut dénoncer. « Il existe, dit-il, des gens de ce genre : ils ont déjà commis des erreurs dans la dernière lutte de ligne

(affaire Lin Biao) mais se sont retrouvés du côté du peuple sans avoir été critiqués, sans avoir tiré les leçons de leurs fautes... Dans le système Lénin, ils ont de nouveau commis des erreurs... Les gens de cette sorte se sont retrouvés tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, ils ont commis des erreurs répétées, ne les ont pas complètement corrigées, mais estiment qu'elles relèvent des contradictions au sein du peuple (c'est-à-dire « non antagonistes ») et que personne en conséquence ne peut s'en prendre à eux ».

Cela est dangereux, poursuit le journal des militaires, car, si de tels gens ne sont pas dénoncés, si on ne les aide pas pour qu'ils fassent leur autocritique et confessent clairement leurs erreurs devant les masses, ils deviendront inévitablement des ténentiers de secousses (politiques) lorsque le climat propice se présentera.

D'une manière générale « si l'on ne distingue pas ce qui est bon de ce qui est mauvais, les mauvais éléments conserveront les honneurs et les honnêtes gens seront découragés, l'ordre des masses populaires ne pourra être mobilisé ».

#### Une situation grave

L'article du journal de l'A.P.L. et la place qui lui est donnée par le Quotidien du peuple résument une situation plus grave qu'aucun texte ne l'avait jusqu'à présent laissé supposer. On en retiendra principalement les trois points suivants :

— Des personnages considérés comme directement liés aux dirigeants déchués en octobre 1976 occupent encore des positions de commandement et doivent être éliminés. Ceux-ci, si l'on comprend bien la situation soulignée par le commentaire, ne seraient même être rééduqués.

— Des dirigeants toujours en fonctions à l'heure actuelle restent obstinément aux pressions exercées sur eux pour qu'ils fassent amende honorable et qu'ils renient tout ou partie de leurs actes et propos des dix dernières années.

● Trente universitaires et scientifiques français ont, à Peking, le 11 février, au Collège de France, lancé un appel contre la violation des droits de l'homme en Corée du Sud, pour le retrait des troupes américaines et pour la réunification indépendante et pacifique de la Corée. Ce colloque a été organisé à l'initiative du secteur scientifique et universitaire de l'Union des gauchistes de France et de soutien pour la réunification indépendante et pacifique de la Corée. Parmi les participants, on notait la présence de M. André Aubry, conseiller général communiste, maire d'Antony; Machefer, sénateur, membre du comité directeur du P.S.; Oppetit, membre du bureau politique de l'Union des gauchistes de France; Charvin, doyen de la faculté de droit de Nice; de Mme Hélène Langevin-Joliot-Curie, directrice de recherche au C.N.R.S. Le colloque a également vivement souhaité qu'une délégation d'universitaires et de scientifiques français puisse se rendre cette année en Corée du Nord.

après inventaire  
prix exceptionnels  
sur tous nos  
tapis  
**20 %**  
ORIENTS  
d'origine  
**15 %**  
CHINOIS  
ROUMAINS  
d'origine  
Les Lisses de France  
98 bd haussmann Paris 8<sup>e</sup>  
tél. 522 88 25 / 88 68  
VELIZY 2-tél. 946 28 36  
Ouvert lundi après-midi

ALAIN JACOB.

## Espagne

Libération par le parlement  
ord de pêche avec le Maroc  
nimer les relations avec l'Algérie

### LES ETATS-UNIS ET LA FRANCE SONT EN TÊTE DES PAYS DONNANT ASILE AUX REFUGIES INDOCHINOIS

(De notre correspondant.)

Genève. — Les porte-parole du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) et du comité intergouvernemental pour les migrations européennes (C.I.M.E.) ont confirmé récemment au cours d'une conférence de presse sur la situation des réfugiés indochinois que la France arrive, juste derrière les Etats-Unis, en tête des pays d'asile. Elle en a recueilli, depuis avril 1975, 30 000, à raison d'environ 1 000 par mois. Le C.I.M.E., qui se charge du transport vers les pays de réinstallation des réfugiés, a recensé 100 000 réfugiés indochinois en Asie du Sud-Est, compte tenu de la même rythme en 1978 leur acheminement vers la France.

En outre, 500 de ces réfugiés sont en cours d'installation en Guyane française.

Les Etats-Unis, qui ont recueilli depuis avril 1975 34 120 Indochinois, accordent une attention particulière aux « naufragés volontaires » ayant fui leur pays par des embarcations de fortune. Le Congrès a autorisé en janvier dernier l'accueil d'un nouveau contingent de 7 000 de ceux-ci. Un groupe de la même importance est arrivé aux Etats-Unis l'an passé.

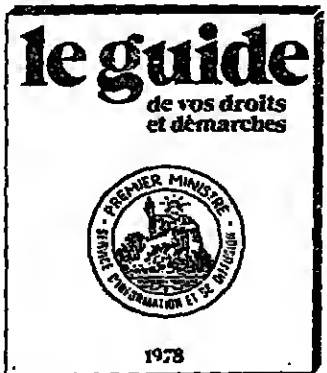
L'Allemagne fédérale, la Belgique, les Pays-Bas, les pays scandinaves et la Suisse accueillent régulièrement des petits groupes de réfugiés. L'Australie en a reçu 1 500 environ et met actuellement au point un programme concernant un million de « naufragés volontaires ». Enfin, le Canada s'est engagé à recevoir chaque mois à partir de janvier 1978, cinquante familles indochinoises ayant fui par mer.

Les réfugiés transportés par le C.I.M.E. dans les pays d'accueil permanent, ont bénéficié auparavant d'un asile provisoire — et le plus souvent précaire en dépit de l'aide du H.C.R. — en Malaisie, Thaïlande, au Japon, aux Philippines, à Hongkong, en Indonésie et à Singapour. Selon les dernières statistiques, en octobre dernier, 2 707 « naufragés volontaires » sont arrivés dans les pays d'Asie du Sud-Est, en novembre 1976, en décembre 926 et 1 358 en janvier 1978. Certains pays de la région offrent aux réfugiés d'Indochine la possibilité de s'installer sur leur territoire. Hongkong en a recueilli 23, Singapour 109 et la Malaisie a donné asile à 1 400 Cambodgiens musulmans.

ISABELLE VICHNIAC.

**200.000 ex.**  
vendus en 2 mois

Connaissiez vos droits  
gagnez du temps  
dans vos formalités  
administratives



le livre  
qui vous simplifie  
la vie  
181 réponses, 320 pages ..... 20 F

VENTE EN LIBRAIRIE ET A  
**LA DOCUMENTATION  
FRANÇAISE**

29-31, quai Voltaire - 75340 PARIS Cedex 07  
Tél : 261.50.10 - Téléc : 204826 Docfran Paris  
165, rue Garibaldi - 69401 LYON Cedex 03  
Tél : 63.23.02

derniers jours  
**FERRIN**  
luminaires de France  
39 Boulevard Raspail, Paris 7<sup>e</sup>  
AVANT TRAVAUX D'EMBELLISSEMENT  
met en  
**LIQUIDATION**  
LA TOTALITE DE SON STOCK  
**LUMINAIRES** tous styles  
**PETITS MEUBLES, VERRERIES**  
**ABAT-JOURS etc.**  
**ENORME REMISE**  
OUVERT TOUTS LES JOURS de 9 h. à 19 h.  
Métro : Sèvres-Babylone - Tous les bus  
AUTORISATION PREFECTORALE

COLLECTION DE POCHE  
**POINTS**

Jean Ziegler  
Les vivants et la mort  
Jean Ziegler  
Les vivants et la mort  
David Cooper  
Psychiatrie et anti-psychiatrie  
Edward T. Hall  
La dimension cachée

**POINTS**  
HISTOIRE  
Jean Touchard  
Le gaullisme 1940-1969  
Jean Touchard  
Le gaullisme 1940-1969  
La gauche en France depuis 1900  
Philippe Ariès  
Essais sur l'histoire de la mort en Occident du Moyen Age à nos jours

**POINTS**  
POLITIQUE  
André Gorz/Michel Bosquet  
Ecologie et politique  
André Gorz/Michel Bosquet  
Ecologie et politique  
François Feito  
Chine URSS et de l'alliance au conflit  
Pierre-François Moreau  
Les racines du libéralisme ANTHOLOGIE

**POINTS**  
SAGESSES  
Walpola Rahula  
L'enseignement du Bouddha d'après les textes les plus anciens  
Récits d'un pèlerin russe Traduits par Jean Lalou  
Walpola Rahula  
L'enseignement du Bouddha d'après les textes les plus anciens

**POINTS**  
SCIENCES  
Alfred Tomatis  
L'oreille et le langage  
Alfred Tomatis  
L'oreille et le langage  
Volume simple (s) 9,50 F  
double (d) 10,50 F  
triple (t) 13 F  
quadruple (q) 16 F  
quintuple (qu) 19 F

des larges  
rands  
38 au 50



# AMÉRIQUES

## Etats-Unis

Election partielle à la Chambre des représentants

### Un républicain l'emporte dans un fief démocrate de New York

M. William Green, ancien membre du Parlement de l'Etat de New-York (républicain), a été élu, mardi 14 février, pour représenter au Congrès Manhattan, un des cinq «quartiers» de la ville de New-York. Il a obtenu 30 240 voix contre 28 970 à Mme Bella Abzug, candidate démocrate, qui était pourtant la favorite de cette élection partielle. La dix-septième circonscription électorale de la Chambre des représentants (celle de Manhattan), était traditionnellement acquise aux démocrates.

La victoire de M. Green, un protégé de M. Nelson Rockefeller, ancien gouverneur de l'Etat de New-York et ancien vice-président des Etats-Unis, peut inquiéter certains candidats démocrates, même dans les circonscriptions jugées «sûres», dans la perspective des élections de novembre prochain, où un tiers du Sénat et la totalité de la Chambre des représentants doivent être renouvelés. Ces scrutins «intermédiaires» entre deux élections présidentielles valent souvent une remontée du parti qui a perdu la présidence.

#### Une voix de plus que son adversaire

Batue mardi, Mme Bella Abzug est une forte personnalité, parfois même un peu extravagante, de l'aile gauche du parti démocrate. Elle avait, en septembre 1977, renoncé à son siège à la Chambre des représentants pour se présenter aux primaires démocrates pour le siège de sénateur.

de l'Etat de New-York. Elle fut alors battue par M. Patrick Moynihan, ancien ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU et porte-parole d'un courant plus conservateur au sein du parti démocrate.

Elle essaya un nouvel échec à la fin de 1977 dans les primaires démocrates pour la mairie de New-York, face à M. Edward Koch. Sa désignation par son parti pour défendre les couleurs démocrates contre M. Green ne fut elle-même acquise, le 20 janvier, qu'après une épuisante vérification des suffrages. Elle n'avait obtenu qu'une voix de plus que son concurrent, celle d'un homme de soixante ans, qui n'était plus, après coup, très sûr de son vote.

L'élection de mardi indique également qu'une frange de l'électorat démocrate new-yorkais a préféré voter pour un républicain plutôt que pour une candidate démocrate connue autant pour ses généreuses prises de position sociales et féministes que par la taille de ses chapeaux.

D. Dh.

## Canada

### CONSCRÉE AUX PROBLÈMES ÉCONOMIQUES La conférence des premiers ministres s'est achevée sans résultats

De notre correspondant

Montréal. — Le premier ministre fédéral, M. Pierre Elliott Trudeau, et les dix premiers ministres des provinces du Canada, se sont séparés le mercredi 15 février après un «sommet économique» de trois jours à Ottawa. Le premier ministre de la province de Québec, M. René Lévesque, avait quitté la conférence quelques heures avant la fin de la réunion pour protester contre l'absence de résultat concret. Préparée de longue date par le gouvernement d'Ottawa, cette conférence n'a pas répondu aux espoirs qu'elle avait suscités.

M. Trudeau cherche le plus souvent une synthèse des différentes opinions émanées par les premiers ministres provinciaux, mais les points à l'ordre du jour de la réunion — intégralement télévisés — ont été abordés en termes et généraux qu'aucun progrès précis n'a pu être accompli. Dans son discours d'ouverture, M. Trudeau a présenté de façon optimiste l'état de l'économie canadienne, en reconnaissant pourtant la gravité du chômage (plus de 8 %) et de l'inflation (près de 8 % également).

Les experts fédéraux étaient venus, semble-t-il, avec quelques suggestions techniques pour lutter contre la crise. La seule dont on ait entendu parler consistait à demander aux provinces un effort particulier — en augmentant par exemple leur déficit budgétaire — pour soutenir la croissance. Devant les réticences des premiers ministres provinciaux, cette option a été laissée dans l'ombre.

Les premiers ministres des provinces ont obtenu l'assurance que le fédéralisme qui succédait à la loi-avril à la commission de contrôle des prix et des salaires (en fonction depuis 1975), n'aurait pas de pouvoir coercitif, mais seulement un pouvoir d'enquête et d'information. Dans la plupart des provinces, cette commission était considérée comme incompatible avec les règles de l'économie libérale.

Cette concession, si c'en est une, le gouvernement fédéral n'aurait pas précisée jusqu'à la nature de l'urgence qui succéderait à la commission de contrôle, est peut-être le seul résultat concret de ces trois jours de débats.

Les dix premiers ministres provinciaux ont dû se contenter d'énumérer une fois de plus pour les caméras de la télévision, la liste de leurs préoccupations respectives. On a vu ainsi les représentants des provinces maritimes de l'Est se plaindre des coûts de transport à l'intérieur du pays et mettre leurs espoirs dans l'amélioration des exportations. Le Québec a protesté contre ce qu'il tient pour des carences fédérales en matière de construction de logements sociaux. L'Ontario et l'Alberta se sont exprimés avec ce détachement confiant que donne la richesse commerciale ou pétrolière.

La Colombie britannique est restée, conformément à sa tradition, la province «originale» de la confédération, régulièrement en désaccord avec le pouvoir fédéral et les prétentions de cette confédération. Les jalousies entre les provinces et leurs velléités d'autonomie vis-à-vis du pouvoir central étaient sensibles. On n'a eu à aucun moment l'impression d'un dialogue constructif.

La plupart des observateurs canadiens ont mis l'accent sur le caractère pré-électoral de cette réunion et tiennent pour acquis que le gouvernement fédéral annoncera prochainement la tenue d'élections fédérales, au printemps ou pendant l'été.

ALAIN-MARIE CARRON.

«Les Journées» du Venezuela, organisées par l'UNESCO et la délégation permanente de ce pays auprès de l'Organisation internationale, auront lieu du 20 février au 3 mars au siège de cette agence des Nations unies, 125, avenue de Suffren, à Paris. Figurent notamment au programme : des expositions d'arts plastiques, de livres et d'artisanat vénézuéliens ; des manifestations musicales ; la projection de films culturels ; des conférences et des danses contemporaines.

# DIPLOMATIE

## RÉUNIE A CARACAS

### L'Union mondiale de la démocratie chrétienne se préoccupe de la question des droits de l'homme

Correspondance

Caracas. — Le comité politique de l'Union mondiale de la démocratie chrétienne (U.M.D.C.), vient de se réunir à Caracas. M. Rafael Caldera, ancien président du Venezuela, dirigeant du COPEI (démocrate chrétien), accompagné de M. Mariano Rumor, ex-Farfalli (Italie), M. Von Hassel et Geissler (C.D.U. R.F.A.), Vandekerkhove (président du Sénat belge), André Colin (France) et une quinzaine d'autres personnalités.

Vingt-deux ans après la première rencontre inter-continentale de cette famille politique, les participants ont dressé un bilan qui n'est pas négatif : cinquante partis d'inspiration démocratique chrétienne représentent aujourd'hui plus de 100 millions de militants à travers le monde. L'expérience gouvernementale européenne de l'après-guerre a eu son pendant en Amérique latine (au Chili et au Venezuela), tant que des coups d'Etat ont empêché d'autres expériences de se développer (comme ce fut le cas au Guatemala et au Salvador). Le récent succès du Costa Rica de M. Rodrigo Carazo sous l'étiquette social-chrétienne est encourageant. Les perspectives électorales de l'année ne sont pas non plus défavorables à la D.C. au Venezuela et au Guatemala.

Pour le développement démocratique de l'Amérique latine, tel était la préoccupation majeure des intervenants. La démocratie chrétienne, comme les autres forces politiques, ne peut, en effet, demeurer insensible au fait que

des élections doivent avoir lieu, cette année, dans onze pays d'Amérique latine. Le choix de Caracas comme siège de la réunion était donc significatif.

Parmi les sujets à l'ordre du jour figurait la question des droits de l'homme. M. Mariano Rumor, président de l'U.M.D.C., a lancé un appel «pour une action mondiale en faveur des droits de l'homme». Un commencement de réponse y a rapidement été donné. Quelques jours plus tard, à Washington, se réuniront les secrétaires exécutifs des trois internationales démocratiques : socialiste, libérale et D.C. — ainsi que des parlementaires américains. Ils ont décidé, en principe, d'envoyer des groupes «pluripartites» d'observateurs dans les pays d'Amérique latine où des élections sont annoncées.

Le cas chilien a fait l'objet, à Caracas, d'une attention particulière. Le secrétaire général adjoint de l'U.M.D.C., M. Angelo Bernasola, a été chargé de se rendre à Santiago. Il y a protesté auprès des autorités militaires contre la déportation à Arica, dans l'extrême nord du pays, de douze personnalités démocratiques-chrétiennes. M. Bernasola, après une intervention de l'ambassade d'Italie au Chili, a pu s'entretenir avec les détenus.

MILOS ALCALAY.

## LE DÉPART DE L'AMBAassadeur D'IRAN

Au terme d'une mission de plus de quatre ans, qui a été marquée par un échange de visites officielles entre les chefs d'Etat des deux pays et par une importante intensification des échanges franco-iraniens, M. Amir Chahryar, ambassadeur d'Iran, a quitté Paris mercredi 15 février. Il avait été reçu avant son départ par le président de la République et par le premier ministre, et le ministre des Affaires étrangères avait offert en son honneur un déjeuner d'adieu.

Les relations franco-anglaises. — Le groupe communiste à l'Assemblée nationale ayant fait une demande auprès du Quai d'Orsay pour «exiger» l'établissement de relations diplomatiques avec l'Angola, le porte-parole du ministère a déclaré mercredi 15 février que ces relations existent depuis le 31 janvier 1977 et qu'un chargé d'affaires français (M. J.-J. Peyronnet) réside à Luanda. L'Angola n'ayant pas répondu à une demande d'agrément pour la nomination d'un ambassadeur, présentée le 23 mars 1977, la France n'a pas donné suite à la demande angolaise d'agréer à Paris son ambassadeur à Bruxelles.

Le prix Robert-Schumann 1978 de la fondation hambourgeoise Friedrich von Steier a été décerné mercredi 15 février, au président de la section française du Mouvement européen, le professeur Louis Leprieux-Ringuet. C'est la récompense, dotée de 30 000 marks (environ 62 000 F) est attribuée chaque année à une personnalité ayant particulièrement contribué à l'unification de l'Europe (A.F.P.).

A deux pas du bois de Boulogne et de la porte d'Auteuil

## Les jardins Victor Hugo

11/13 avenue Robert Schuman 92 Boulogne

A cette prestigieuse adresse, 3 luxueux petits immeubles dans un parc; quelques appartements de 2 à 6 pièces, livrables en été 1978; tous disposeront de vastes balcons-loggias, terrasses ou jardins d'agrément.

Les prix sont fermes et définitifs à la réservation.

Documentation sur demande.

755 8210

PROMEX

45 RUE RENNEQUIN PARIS 17

## Chaque jour, un vol pour Montréal.



Air Canada, en collaboration avec Air France, vous offre chaque jour un vol pour Montréal. Chaque vol part à 11 h et vous fait atterrir à Montréal à 12 h 30.

Avec Air Canada, vous voyagez dans des 747 spacieux et confortables. A bord, les Air Canadiens, qui parlent français, vous font profiter d'un service de haute qualité, en première classe comme en classe économique. Ils sont à votre disposition pour vous donner tous les renseignements dont vous avez besoin.

Un seul appel aux Air Canadiens suffit pour réserver votre billet, votre chambre à l'hôtel ou pour louer une voiture. Appelez-nous maintenant au 273.84.00. Ou contactez votre agent de voyages.

Une compagnie de bonne compagnie.

AIR CANADA



## A TRAVERS LE MONDE

### Argentine

LE CARDINAL MARTY, archevêque de Paris, vient de s'opposer à la célébration religieuse du bicentenaire de la naissance, à Paris, du général José de San-Martin, libérateur de l'Argentine. Sa décision a été motivée au gouvernement de Buenos-Aires. La disparition, en décembre dernier, de deux religieux français, enlevés dans la capitale argentine, a influencé la décision du cardinal Marty, admet-on à son secrétariat. L'ambassade d'Argentine à Paris avait fait une démarche auprès du curé de Saint-Germain-l'Auxerrois pour la célébration d'une messe commémorative. Sur le refus du prêtre, elle s'était adressée directement à l'archevêché.

### Etats-Unis

LA VENUE DE L'EQUIPE SUD-AFRICAINNE DE COUPE DAVIS, en mars prochain à Nashville (Tennessee) provoque des protestations anti-apartheid aux Etats-Unis. En réaction à ce mouvement de protestations, le président du «comité américain pour l'égalité dans les sports et la société», a été attaqué dans son bureau de Virginia Beach, mardi 14 février, par deux inconnus masqués, à la suite desquels les membres du Ku-Klux-Klan.

### Finlande

M. UREO KEKKONEN a été réélu président de la République de Finlande pour un

### Portugal

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR A DEMISSIONNE pour raison de santé, a annoncé, le mercredi 15 février, M. Mario Soares, chef du gouvernement. M. Alberto de Oliveira Silva, socialiste, avait été hospitalisé peu après la formation du nouveau cabinet. En attendant la nomination d'un successeur, la semaine prochaine, l'intérieur sera assuré par M. Antonio Almeida Santos, vice-premier ministre. (Reuter.)

### Sao-Tomé et Principe

DES MARCHANDISES en service de l'étranger, préparant une invasion de la République démocratique de Sao-Tomé-et-Principe, affirme, dans un télégramme adressé mardi au président du Conseil de sécurité de l'ONU, le président de cet Etat, M. Manuel Pinto da Costa. Il ajoute que des «navires et avions de reconnaissance non identifiés violent systématiquement depuis quelque temps les eaux territoriales et l'espace aérien» de son pays. — (A.F.P.)

مكتبة من الأصل



OMATIE

RELÈVE A CAPACAS  
médiale de la démocratie  
de la question des droits de

Le Monde

# politique

## LE DÉSACCORD AU SEIN DE LA GAUCHE

M. Mitterrand : pour le parti communiste l'heure de vérité viendra

M. François Mitterrand, qui était mercredi 15 février l'invité d'Antenne 2 de l'émission « Charles sur table », est revenu sur le chiffre du programme commun actualisé par le P.S. Il a indiqué que l'indemnisation des actionnaires des sociétés qui seront nationalisées coûtera à peu près 3 milliards de F si l'on s'en réfère à la procédure qui consistait à racheter les actions sur le marché. Il a précisé que cette dépense ne sera pas connue en 1978 et ne se traduira en éléments budgétaires que l'année suivante. En ce qui concerne la Sécurité sociale, M. Mitterrand a rappelé que le P.S. est hostile à tout « maintien du ticket modérateur » mais que les décisions qui seront prises dans ce domaine ne peuvent pas être chiffrées sur l'année 1978. Il a également noté que les mesures concernant les retraites ne pourront être prises dès 1978 et que le cas des handicapés adultes et leur financement sont toujours associés, dans nos comptes, au total des crédits prévus pour l'allocation vieillesse.

Le premier secrétaire du P.S. a ajouté : « Je suis très loquace, je pense à la façon dont M. Barre, par exemple, M. Chirac, d'autres encore, méprisent les Français car ils croient que les Français pensent tout savoir. Nous faisons une proposition de programme commun, nous sommes socialistes. Cette proposition est critiquée des deux côtés. Les partis de droite trouvent que ce chiffre est trop cher. Le parti communiste estime sans doute que cela ne coûte pas assez cher. Quand on se trouve ainsi pris comme en sandwich, c'est peut-être parce que l'on a assez raison étant donné que les uns et les autres veulent à tout prix démontrer que nous avons tort et cherchent l'impasse quel argument dans l'arsenal de la mauvaise foi ».

Répondant à M. Barre, qui a estimé que les propositions du P.S. nécessiteraient le doublement des

impôts, M. Mitterrand a expliqué : « Si l'on double l'ensemble des impôts français, cela veut dire 400 milliards (...). Si l'on double l'impôt sur le revenu ce serait de 70 à 80 milliards d'impôts nouveaux. M. Barre dit : 227 milliards (...). Ou bien il s'agit de 400 milliards de francs d'impôts généraux, ou bien de 70 milliards de francs d'impôts sur le revenu, mais 227 milliards cela ne veut rien dire. Ou bien M. Barre ne connaît pas son budget, ou bien, tout simplement, il a inventé, comme il a tendance à le faire depuis quelque temps, ».

M. Mitterrand a également répondu à l'argument — utilisé notamment par M. Boulin et par le P.C.F. — selon lequel les projets du P.S. porteraient le prix du litre d'essence à 2,80 F. Il a déclaré : « Notre proposition se limite — cela a été dit et écrit, les critiques ne sont donc pas accusables s'ils ne disent pas la vérité — à l'utilisation industrielle de l'énergie. Il ne s'agit donc pas de l'essence. ».

En ce qui concerne l'impasse budgétaire de 40 milliards prévue par le P.S., M. Mitterrand a déclaré : « Nous demandons un effort moindre, une impasse ou un déficit moindre que la tiers — entre le tiers et la moitié — de ce que font les États-Unis d'Amérique et l'Allemagne de l'Ouest et à peu près autant que le Japon. Et cette politique est recommandée par l'O.C.D.E., l'organisme officiel des économies occidentales ».

Le premier secrétaire du P.S. a également évoqué les critiques contre la politique économique du P.S. qui figurent dans la revue du P.C.F. Économie et Politique (le Monde du 15 février) : « Cet article qui critique nos propositions est paru avant que nos propositions soient publiées », a-t-il noté.

M. Mitterrand a ajouté : « Je demande précisément aux communistes, et particulièrement à tous ceux qui sont les électeurs, d'imposer l'union nécessaire. Pour cela, il faut retourner à la sagesse et au bon sens dans le respect du contrat sur lequel on s'est engagé. Pour le parti communiste,

je pense que le moment viendra où l'heure de vérité se produira. » Il appartient maintenant aux Français et aux Français de gauche de choisir entre la proposition socialiste. Bien entendu, à compter du moment où ils se seront prononcés, la discipline, la fameuse discipline républicaine, la discipline de gauche, il faudra la sortir du grenier où le parti communiste voudrait la rejeter. »

Si le P.C.F. refuse de se désister en faveur des candidats socialistes, M. Mitterrand a estimé que la gauche ne pourrait l'emporter,

et il a ajouté : « Georges Marchais dans ce cas-là prendra la responsabilité de la défaite de la gauche. (...) L'électorat communiste, dans une très forte majorité, appuiera la discipline. Mais bien entendu, il ne faut pas qu'il y ait une hémorragie de suffrages. Or je dis que refuser l'union, refuser la discipline, c'est mettre en cause pour le mois d'avril l'ensemble des mesures sociales. (...) Je ne doute pas que le parti communiste, conscient de son devoir, ne se range finalement à ces arguments qui sont ceux du bon sens et de l'intérêt des Français. »

### Le président de la République

ne pourra pas peser sur la composition du gouvernement

Dans l'hypothèse d'une victoire électorale de la gauche, M. Mitterrand a précisé : « Le président de la République ne pourra pas peser sur la composition interne du gouvernement de la gauche, il ne pourra pas faire que tel parti, qui devrait s'y trouver représenté, s'y trouve absent. (...) J'ai simplement admis depuis 1973, officiellement,



(Dessin de KONK.)

M. BOULIN : le P.S. fait la démonstration de son incompetence.

M. Robert Boulin, ministre délégué à l'économie et aux finances, a publié, mardi 14 février, le communiqué suivant :

« Le parti socialiste vient de faire une nouvelle démonstration, chiffres à l'appui, de son incompetence en matière économique et financière. »

« Le parti socialiste a écrit qu'avant même qu'il ait pu gérer notre pays pendant un an, le déficit du budget atteindrait 10 milliards de francs, alors que la loi de finances pour 1978 ne prévoit qu'un déficit de 5 milliards de francs. Cette multiplication par plus de quatre en quelques mois de gestion socialiste de toutes les données à l'encontre de toute politique de redressement. L'élément le plus révélateur de ce programme est sa volonté d'abandonner à l'appréhension complète de nos entreprises. »

« Il prévoit ainsi une augmentation de l'impôt de l'actif des sociétés de 5 milliards de francs et une augmentation des salaires et des charges sociales évaluée à 132 milliards. Malgré les 27 milliards d'allègements prévus, cela représente une surcharge nette de 110 milliards de francs. »

M. CHIRAC : des Trissotins de l'économie.

M. Jacques Chirac a demandé mercredi 15 février à Reims la suppression des permissions aux délinquants emprisonnés pour cause de violence.

Le président du R.P.R. venu soutenir les candidats de son mouvement en Champagne-Ardenne, a réclaté devant cinq mille personnes « le rétablissement des règles de la sécurité des biens et des personnes », en disant : « Rendre la justice au nom du peuple français, c'est appliquer les lois que ce peuple a choisies et non se jeter à l'interprétation qu'en donne le ne sais quel syndicat de la magistrature. »

M. Chirac a ensuite indiqué que, selon lui, « le chiffre du programme socialiste ne correspondait à aucune réalité : il n'est pas sérieux, il montre une rare virtuosité à mensonger et à comploter ». « Voilà ce que nous proposent tous ces Trissotins de l'économie. »

WEEK-END  
A LONDRES  
470F.

Renseignements : République Tour 1  
2 Boulevard de la République  
75001 Paris. Tél. 263.30.50  
ou l'agent de voyage.

Si l'Eglise dégringole,  
nous tombons tous.

Plon

M. Marchais : le programme commun n'a été pour le P.S. qu'un moyen de retrouver des forces

Le comité central du parti communiste, qui a siégé mercredi 15 février, a adopté, à l'unanimité, une résolution concernant les décisions prises lors de la conférence nationale du P.C.F. qui a siégé en janvier. Il a également confirmé l'appel de M. Georges Marchais à Gentilly, invitant le P.S. et le M.R.C. à reprendre les négociations sur l'actualisation du programme commun.

M. Georges Marchais, qui était jeudi 16 février l'invité du « petit déjeuner » de France-Inter, a répondu à M. Mitterrand, qui s'était exprimé la veille sur Antenne 2. Il a estimé que le premier secrétaire du P.S. s'est livré à « un renversement des responsabilités » en expliquant que le P.C.F. pouvait provoquer l'échec de la gauche en refusant de se désister lors du second tour de scrutin. « M. Mitterrand, a-t-il ajouté, m'a donné l'impression d'avoir peur de son ombre. (...) Ce que Mitterrand veut, c'est un « chèque en blanc », il veut rester libre de ses mouvements. Il a peur de son ombre, car il sait qu'il ne peut pas abuser les Français plus longtemps. (...) Le chiffrage du programme socialiste n'a plus rien à voir avec le programme commun. Il n'en prévoit ni les objectifs ni les moyens. (...) »

Si je suis un menteur, Mitterrand n'a pas hésité à faire immédiatement la démonstration. Résumons-nous et on verra bien de quel côté sont ceux qui veulent un accord (...). Le programme commun n'a été pour Mitterrand que le moyen de redonner à son parti la force qu'il n'avait plus. Au moment d'aller au pouvoir il veut se décharger de toute obligation aux électeurs, mener une politique d'insécurité (...).

« Nous voulons l'unité, l'accord. La gauche n'a progressé qu'à partir du moment où nous avons un programme commun. La victoire en 1978 passe par un programme clair. Nous avons devant nous des expériences malheureuses. Au Portugal (...) Le P.S. propose de donner des subventions aux sociétés capitalistes, comme si les patrons n'avaient pas reçu assez de cadeaux depuis vingt ans. Le P.S. ménage le grand capital et les grandes fortunes et fait cadeau de 27 milliards aux patrons. Vous suez du mal à me convaincre qu'en 1971 est né un nouveau P.S. Un singulier parti des travailleurs qui s'engage dans la voie de l'austérité. »

M. Marchais a dénoncé la « manipulation scabieuse des sondages » et il a affirmé que les décisions prises par le P.C.F. « sont comprises et acceptées ». Il a insisté sur la « vieille tradition social-démocrate, qui consiste à se faire élire à gauche pour faire une politique de droite ». M. Marchais a reproché à M. Mitterrand de parler de l'« appareil » communiste, en reprenant ainsi le langage « de nos vieux adversaires », de « la vieille droite réactionnaire », et de lancer des appels aux électeurs communistes.

Le secrétaire général du P.C.F. a conclu : « A l'époque des guerres coloniales nous étions à contre-courant, nous avons perdu des voix. Et à l'arrivée nous avions raison. » Il a estimé que changer de position pour conserver des voix relève de la « politique politicienne ». Il a expliqué que si la gauche emporte les élections il y aura des ministres communistes et qu'il pourra y en avoir aussi aux affaires étrangères, à la défense nationale qu'à l'intérieur.

Après les élections cantonales du Val-de-Marne

Le secrétaire général du P.C.F. reproche à Europe 1 d'avoir mis en cause l'intégrité de son parti

M. Georges Marchais a fait connaître jeudi 16 février, à la direction d'Europe 1, qu'il ne participerait pas, comme prévu, vendredi matin, à la première des émissions au cours de laquelle Denise Fabre doit recevoir les responsables politiques dans le cadre de la pré-campagne électorale. Le secrétaire général du P.C.F. a adressé à M. Jean-Luc Lagardère, directeur général de la station, une lettre dans laquelle il écrit notamment : « Je ne participerai pas vendredi matin 17 février, de 10 à 11 heures, à l'émission prévue sur votre antenne. Vous en connaissez les raisons. »

Mardi dernier, Europe 1 s'est livrée à une véritable provocation à l'égard du parti communiste français, provocation d'autant plus indigne qu'elle mettait en cause l'honnêteté, l'intégrité de mon parti et de ses militants au lendemain des élections partielles.

Les de Fontenay-sous-Bois et de Chennay-sur-Loire (1).

Certes, le coup bas auquel s'est livrée votre station s'est rapidement retourné contre elle. Les démentis se sont accumulés. Il n'en reste pas moins qu'il faut là de méchantes gens, qui nous ont fait l'insupportable. »

[Ce différend entre le parti communiste et Europe 1 n'est pas le premier. Le 29 juin 1976, le bureau politique du P.C.F. avait appelé les « travailleurs à signifier leur indignation » à cette station « en désignant de l'écriteau de sa porte dans la période du 5 au 15 juillet. Il entendait par là protester contre la manière dont Europe 1 et certains organes de presse, en particulier l'A.F.P., avaient rendu compte des pourparlers et de l'accord conclu, le 23 juin, au terme d'une rencontre « au sommet » des dirigeants de la gauche, en vue des élections municipales.]

(1) Le Monde des 14 et 16 février.

## Les communistes font dix propositions pour l'agriculture

« Il n'y a que M. Glacard d'Estahg qui ose affirmer que la situation de la masse des agriculteurs s'améliore. (...) L'endettement croissant, le retard dans la modernisation de l'habitat et des exploitations, l'ampleur du déficit payant attestent de l'appauvrissement réel de la paysannerie », a déclaré en début de semaine M. Lajoinie, membre du bureau politique du P.C.F., responsable des questions agricoles, en présentant « dix propositions pour l'agriculture » qu'appliquerait « un gouvernement de gauche avec des ministres communistes ».

Ces propositions, qui sont tirées de la partie du programme commun sur laquelle les partis de gauche s'étaient accordés avant de rompre les négociations, ont pour objet :

- La garantie d'un revenu paysan en progression grâce à des prix correspondant au coût de la production et à une organisation des marchés ;
- La création d'un comité spécial de contrôle des charges de production des agriculteurs, qui siègerait auprès du conseil des ministres ;
- La suppression des montants compensatoires monétaires européens qui pénalisent les agriculteurs français en freinant les exportations ;
- La réjet de l'étalement du Marché commun à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal ;
- La création d'une véritable caisse de calamités agricoles ;
- L'aide par des prêts à bas taux d'intérêt en faveur de l'installation des jeunes, de la modernisation des exploitations et du développement de la coopération entre les exploitants ;
- La lutte efficace contre la spéculation foncière par une réglementation

rigoureuse des cumuls et la démocratisation des SAFER (sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural), qui seraient placées sous le contrôle d'agriculteurs élus ;

- L'amélioration de la protection sociale en portant le retraité au niveau minimum de 1 300 F par mois ;
- Le développement des équipements collectifs et individuels ruraux ;
- La création de nouveaux emplois en milieu rural, notamment en agriculture, par une production « de qualité ».

Le financement de ces mesures — certaines ne coûtent rien — serait assuré par « l'accroissement des débouchés résultant d'une relance de la consommation populaire prévue par le programme commun actualisé » et par une augmentation de 3 milliards de francs en 1978 des crédits pour le soutien des marchés et pour les productions agricoles.

En réponse à une question, M. Lajoinie a indiqué que les positions de M. Edgard Pisani dans le domaine foncier, contenues notamment dans son livre l'Utopie foncière, témoignaient d'un « virage à droite » du parti socialiste. Qualifiant l'ancien ministre de l'Agriculture du général de Gaulle de « revenant », le responsable communiste a regretté que M. Pisani n'ait fait aucune autocritique sur la loi d'orientation de 1960-1962, qui a contribué, à son avis, à accélérer l'exode rural. M. Lajoinie a également noté qu'en élargissant le programme européen des partis socialistes, le P.S. français a pris en matière agricole des options contraires à celles du programme commun en matière d'organisation des marchés et des prix agricoles.



## POLITIQUE

### LA TOURNÉE DU PREMIER MINISTRE EN PROVINCE

#### M. Barre : les Français sont habitués à ne pas être gouvernés par des irresponsables

De notre envoyé spécial

Vannes. — Tout au long du voyage qu'il a fait mercredi après-midi 15 février dans le Morbihan pour y soutenir les candidats de la majorité, M. Raymond Barre s'est employé à convaincre ses auditeurs que sa tournée électorale en province ne répondait à aucun souci électoraliste. Usant à cet effet de toutes les subtilités de la dialectique, le premier ministre a assuré qu'il s'exprimait autant à titre personnel — « comme Français parlant à d'autres Français » — qu'à titre de chef du gouvernement. Il n'en a pas moins exposé longuement les raisons qui, selon lui, doivent faire prendre conscience aux électeurs de la nécessité d'opérer le bon choix pour la France.

Le premier ministre s'est successivement rendu à Plouay, dont le maire, M. Yves Le Cabeclec (C.D.S.), est candidat unique de la majorité dans la 6<sup>e</sup> circonscription, puis à Auray (2<sup>e</sup> circonscription) où se représente M. Christian Bonnet (P.R.), ministre de l'Intérieur, et à Vannes où M. Raymond Marcelin, ancien ministre de l'Intérieur, président du conseil général, élu sénateur en septembre dernier, a désigné pour lui succéder le nouveau maire de la ville, M. Paul Chapel (P.R.).

Au cours de l'allocution qu'il a prononcée à Vannes, M. Raymond Barre a critiqué une nouvelle fois de façon virulente les programmes des socialistes et des communistes en reprenant les arguments qu'il avait utilisés la veille dans l'Indre (« le Monde » du 16 février).

M. Raymond Barre devait continuer sa tournée en se rendant dans la soirée du 16 février à Roonne (Loire).

Près d'un millier de personnes avaient répondu mardi soir, à Vannes, aux invitations qui leur avaient été adressées par les responsables régionaux de la majorité. M. Raymond Barre a affirmé qu'il souhaitait s'adresser aux Français « indépendamment de toute considération partisane ou idéologique ». Évoquant l'éventualité d'un accord de gouvernement entre le P.S. et le P.C., le premier ministre a posé à son auditoire les questions suivantes : « Accepteriez-vous que soit nommé à un poste de premier ministre le ministre de l'Intérieur ou celui des collectivités locales, le ministre de la justice, celui de l'éducation ou des universités ? Comment serions-nous gouvernés ? Quelle serait l'homogénéité et la cohérence de l'équipe qui serait chargée de conduire la France dans une période particulièrement difficile ? »

Estimant que l'opposition « raconte des histoires » quand elle promet l'augmentation du SMIC, le premier ministre a déclaré : « Il est facile de faire la démagogie avec le SMIC mais, en fin de compte, contre qui se retourne une politique apparemment généreuse, mais économiquement mal fondée ? Contre ceux

#### M. Servan-Schreiber maintient sa formule : « le P.C. traite les Français comme des bougnoules »

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, a confirmé, mercredi 15 février à Nancy la formule qu'il avait employée la veille au cours de l'émission « L'événement », et selon laquelle « le parti communiste traite les Français comme des bougnoules » (1). Il a déclaré : « Cela signifie que l'État communiste, que fut en horreur, est un système colonialiste. C'est à la fois la bureaucratie, le mensonge, le mépris. Les colons appellent bougnoules les gens qu'ils traitent de la sorte, comme les communistes traitent les habitants des pays où ils sont les maîtres et comme les chefs communistes, ici, traitent les Français ».

(1) M. Mustapha Ouazzani, ethnologue marocain, nous apporte les précisions suivantes : « Le mot « bougnoule » s'adresse plutôt aux Arabes, il vient de « noule » qui désigne la mandale primitive que les Berbères du Maroc fabriquent à partir d'une peau de chèvre et d'une fiole de chanvre, pour se protéger surtout contre les neiges éternelles. Quand les Berbères descendent dans les vallées « civilisées », le regard des citadins se tourne vers cette sorte de sandales et on traite de « bou noule » (littéralement : ceux qui produisent des sandales).

le journal mensuel de documentation politique

### après-demain

(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :

### L'ÉDUCATION SANITAIRE

Envoyez 10 francs (timbres ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Datet, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 40 F pour l'abonnement annuel (60% d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LES BUREAUX que vous recherchez.

« Les maîtres du centre de Paris sont ouvertement transformés en officiers politiques », affirme M. Claude Quin, conseiller de Paris, candidat du parti communiste dans le deuxième secteur de la capitale, dans un communiqué à la presse. « Certains officiers municipaux, pré-cise-t-il, nommés par M. Chirac viennent de prendre l'initiative de lancer des journaux d'arrondissement. Celui qui est édité dans la deuxième et troisième arrondissements s'en prend en termes injurieux aux élus de la population ».

Le R.P.R. pourra conserver son emblème composé d'un bonnet phrygien et d'une croix de Lorraine.

La chambre du tribunal civil de Paris a rendu, mercredi 15 février, un jugement déboutant le Front progressiste (gaullistes de gauche), qui réclamait la saisie et la destruction de tout support de cet emblème en affirmant être le seul à pouvoir utiliser ce symbole.

## Mme d'Harcourt candidate à Neuilly

### « Un incident sur une trajectoire »

Jusqu'au mois de décembre dernier, Mme Florence d'Harcourt n'était qu'une dame tout fait respectable, épouse d'un homme non moins respectable, directeur général d'un groupe d'assurances, une mère de cinq enfants, qui, volla dix ans, était entrée sans bruit en politique en créant un mouvement de femmes gaullistes, Femme-venir. Suppléante de M. Achille Peretti dans la 6<sup>e</sup> circonscription des Hauts-de-Seine en 1973, elle l'a remplacé à l'Assemblée nationale, en février 1977, lorsque celui-ci est entré au Conseil constitutionnel. C'est donc un député sortant, membre du comité central du R.P.R., qui, très naturellement, sollicite à l'automne 1977, l'investiture de son parti pour les prochaines élections législatives.

Vint M. Harsant, et tout bascula. Ce patron de presse, considérant qu'il lui est indispensable d'être

parlementaire et n'étant pas très sûr de conserver son siège de député de l'Oise, s'est mis depuis plusieurs mois en quête d'un nouveau lieu. La 6<sup>e</sup> circonscription des Hauts-de-Seine (Neuilly-Puteaux) est, pour la majorité, une « bonne » circonscription, c'est-à-dire, comme le définissait récemment Mme Françoise Giroud (le Monde du 21 décembre 1977) « celle où, présenterait-on un manché à balai, il l'emporterait sur la représentant de la tendance opposée ».

Le 10 décembre 1977, le comité central du R.P.R. (le Monde du 13 décembre 1977) annonce que le parti gaulliste soutiendra M. Harsant comme « candidat unique de la majorité dans la 6<sup>e</sup> circonscription des Hauts-de-Seine ». Mme d'Harcourt proteste. « Je suis président d'un mouvement, lui répond M. Jacques Chirac, et je dois tenir compte de

l'intérêt général. Entre une candidate que j'apprécie et que j'aime beaucoup et un homme qui, par ses journaux, soutient plus de trente de nos candidats, j'ai dû faire un choix dont je prends la responsabilité. » Sous les applaudissements, Mme d'Harcourt décide de se maintenir en candidature dans la circonscription comme « candidate libre de la majorité. Pour une majorité renouvelée ».

« Contre Gollath », écrit-elle sur ses tracts.

On sourit un peu dans les états-majors devant cette « pauvre Florence », qui paraît en croisée contre « la dégradation des mœurs politiques ». On m'a proposé, explique Mme d'Harcourt, le dixième arrondissement, qui était « acquis au premier tour et pour vingt ans ». Mon mandat n'est pas là, ai-je répondu, je me bats dans ma circonscription.

L'ironie a fait place à une certaine irritation face à l'abandon de la trajectoire de sympathie qui paraissait à Mme d'Harcourt. Des comités de soutien se sont créés dans plusieurs villes de France. « Rien ne me rapproche d'elle, écrit Mme Giroud (le Monde du 21 décembre 1977), mais on imagine mal que l'on puisse se conduire de façon plus indécise à l'égard d'une ardente et dévouée militante ».

#### Exclue d'elle-même du R.P.R.

« J'ai trouvé scandaleux ce que les hommes lui faisaient. Je suis venue lui proposer mon aide », explique cette femme gaulliste de Nanterre qui arbore une bague à croix de Lorraine et qui vient plusieurs demi-journées par semaine assurer la permanence — une petite boutique que Mme d'Harcourt avait ouverte depuis qu'elle est députée — parce qu'on y entre plus facilement que dans une mairie. C'est moins solennel. Là, toute la journée, des gens viennent annoncer « leur député », demander s'ils peuvent être utiles ; « En tant qu'habitant de Neuilly, dit l'un d'eux, je ne veux pas du mouvement d'Assemblée nationale comme député », allusion à l'absentéisme quasi total du député de l'Oise.

On apporte des chèques. En chèques de 25 à 50 F, elle a reçu en un mois plus de 20 000 F ; auxquels s'ajoutent, dit Mme d'Harcourt, « quelques gros chèques et le montant de mes indemnités parlementaires que j'avais économisées depuis février, car je sentais l'air de venir ». Face à la guerre qui a été déclenchée contre elle, c'est d'ailleurs, M. Pasqua, secrétaire général adjoint du R.P.R. et sénateur des Hauts-de-Seine, à écrit aux militants R.P.R. pour dire que « Mme d'Harcourt s'était elle-même exclue du parti ». Ses rares effluves, qui proclament « oui au service des autres, non à

la politique politicienne », sont un peu perdus sur des murs recouverts de portraits géants, en couleur, de M. Harsant et de sa suppléante. En outre, le 6 février dernier, l'actuel député de l'Oise, directeur du Figaro et copropriétaire de France-Soir, a présenté son manifeste électoral à la une d'un Figaro spécialement imprimé pour être vendu dans cette circonscription.

Mais, en proclamant « Je tiens bon. Je suis toujours là », Mme d'Harcourt est devenue une sorte de symbole. Elle a décidé de peindre son manque de moyens financiers — par une énergie qui ne se démonte pas — « Je n'envie-se même pas de perdre, dit-elle. Certains sondages me donnent en tête au premier tour (le Monde du 14 février) et je ne me désolerais pas. Harsant, ce n'est qu'un incident sur une trajectoire. » M. Harsant invite ses électeurs à des soirées au pavillon d'Armenonville, dans le bois de Boulogne ; Mme d'Harcourt, elle, va chez eux. Elle tient chaque soir des « mini-réunions », « comme le faisaient trois fois par semaine depuis que j'étais députée. Parce que les gens ne se déplacent plus pour aller sous les préaux publics, à Neuilly surtout ».

M. Harsant a tenu à prévenir par lettre les électeurs qu'il recouvrait chez eux, une candidate de division, qui — dans le Monde du 6 octobre 1975, apparaît avec l'inconscience son soutien à la candidature socialiste-communiste de Châteaufort, Mme Edith Cresson, et qui « vient de prendre comme suppléant M. Yves Guéhen, un des principaux dirigeants du Mouvement des démocrates (qui) combat et dénonce la majorité ».

#### « Non, je ne suis pas de gauche »

Pourtant, si M. Harsant venait quelque soir à une réunion, il pourrait difficilement reconnaître en son adversaire un supposé du dénominateur commun, le tout en effet la voir, debout entre les bords et les bleus de mètres, flûter le « coléctisme », affirmer qu'elle veut s'appuyer sur la presse de droite, même si, hier, elle a écrit dans le Figaro, elle est obligée d'écrire dans le Monde — car si la profession de foi : « Je ne me bats pas contre l'argent, mais contre l'effortisme et les puissances d'argent, contre la corruption en politique, contre les pratiques qui ressemblent à celles du collectivisme — car si l'on généralise ce mode de désignation des candidats, c'est Moscou, — contre une presse indigne de notre pays démocratique — où l'on a nommé mon nom de la liste des candidats, — enfin, pour que cette circonscription ait un député, à temps complet ».

« Non, je ne suis pas de gauche », dit Mme d'Harcourt. Ce combat, seule une femme pouvait le mener. Les hommes se seraient arrangés entre eux. Ils ont tous moultés dans les copinages. « Si elle est droite, elle tire », se groupe des non-féministes, ne peuvent plus cautionner un parti qui s'est conduit de cette façon... »

M. Harsant paraît bien être le seul à croire que les révoltes de la gauche engendrent des militants de gauche. Certes, Mme d'Harcourt parle un peu haut parce qu'elle « n'avait jamais pu imaginer » que les gens de son monde renonceraient à leurs derniers efforts — le bon ton et l'élégance. — pour devenir des « megalomaneurs » sans grandeur. Mais tout cela reste de bon aloi. Et si elle a eu, selon une électricité socialiste de Neuilly — un accord couvrant qui lui vaudra peut-être, au second tour, des voix de gauche, pour élargir à éliminer un personnage détestable — il serait plus que téméraire de faire de l'ancienne présidente de Femme-venir une héroïne de la remise en cause idéologique. Non, Mme Florence d'Harcourt n'aurait pas « s'encroûter » du côté des communistes ou autres crypto-collectivistes. Elle reste à droite. Avec une belle constance.

JOSIANE SAVIGNEAU.

« Les candidatures d'appelés du contingent, grades ou non, soutenues en particulier par l'information et droit du soldat, avec les concours d'autres organismes du même ordre et de partis d'extrême gauche, ne sont qu'un prétexte pour relancer la campagne antiautoritaire. Car, me le comité national de Liaison Défense - Armée - Nation (D.A.N.), que préside le général François Maurin, ancien chef d'état-major des armées, « il est à espérer que les grands partis politiques ne se laisseront pas prendre à ce piège et que la presse ne donnera pas à cette tentative « plus d'importance qu'elle ne saurait en avoir ».

— (D.A.N., 242 bis, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.)

### Un Aveyronnais dans les rues de Paris

M. Robert Fabre s'est promené mercredi 15 février, en fin d'après-midi, rue Montorgueil. Il était venu soutenir M. François Luchaire, membre du bureau national du M.O.U.V.E.M. et des radicaux de gauche, candidat dans la 2<sup>e</sup> circonscription (avec l'investiture du P.S.) et M. Maurice Banassy, membre du comité directeur du P.S., candidat dans la 1<sup>re</sup> circonscription. Accompagné par les deux candidats et quelques rares militants, le président du Mouvement des radicaux de gauche ne troublait pas la vie de cette étroite commerçante.

A l'inverse de M. François Luchaire, qui ne peut effectuer de telles visites sans être escorté par de nombreux photographes et caméraman, M. Robert Fabre passe inaperçu, se fond dans la foule.

Pourtant quand il s'avance, main tendue, entraînant M. Luchaire — « Permettez-moi de vous présenter notre candidat, M. Luchaire. Il est professeur à la Sorbonne. Voter pour lui, c'est voter pour moi », — la réaction est toujours la même :

« Ah ! M. Fabre, je vous en ai vu à la télévision. » Et la conversation d'engage immédiatement, sans difficulté, d'égal à égal. M. Luchaire intimide. Il puis le bousculade qui l'entoure ne favorise pas le contact. M. Fabre semble, à l'inverse, disponible. Il joue avec les chiens. Signe un tract de son candidat comme une vedette appose son perephère sur le programme.

Dès qu'il a été identifié,

M. Robert Fabre voit venir vers lui les femmes d'un certain âge, qui tiennent à lui manifester leur sympathie. Ce sentiment est souvent exprimé à l'homme lui-même plutôt qu'au leader du M.R.G. Le titre de député de l'Aveyron lui facilite la prise de contact. Tel commerçant demande des nouvelles de la pharmacie que M. Fabre possède à Villeneuve-de-Rouergue. Tel autre évoque l'accueil du président du M.R.G. Sur le trottoir on rencontre parfois un « pays » et bien sûr, on s'embrasse, trois fois comme les bas.

La politique dans tout cela ? Elle est rarement abordée de front. Elle surgit parfois à travers une plaisanterie. « Avec vous, on parlait trois fois par an en vacances », demande un poisonnisme. « Non, mais vous aurez l'air libre », répond M. Fabre. Une marchande des quatre-saisons refuse le tract qui lui tend le président du M.R.G., en maugréant : « Trop petit, je ne peux pas m'en servir pour emballer et, pourtant, ils n'achètent plus que par 100 grammes ».

Un cafetier, d'origine roumaine, explique qu'il aime bien M. Fabre, mais qu'il ne pourra jamais voter pour un parti qui amène les communistes au pouvoir. M. Fabre explique que si les radicaux de gauche et le P.S. recueillent un maximum de voix dès le premier tour, le problème sera résolu, puisque les candidats du P.C.F. seront éliminés. L'heure n'est plus de plecter, au fond, en faveur de l'édile d'hier. — T. P.

### Souscription nationale

# POUR LA VICTOIRE

Aidez-nous à réaliser pour vous et avec vous l'avenir que vous souhaitez. Envoyez vos dons ou apportez-les au siège du Parti Républicain en remplissant ce bon si vous le désirez.

Mme, Mlle, M.  
Adresse  
Soutient l'action du Parti Républicain.

Chèque bancaire à l'ordre du Parti Républicain - Chèque postal C.C.P. Paris n° 19 989 31 C. - Dons en espèces à remettre au siège du Parti Républicain - Un reçu vous sera adressé dès réception de votre souscription.

## PARTI REPUBLICAIN

Siège : 41, Rue de la Bienfaisance 75008 Paris. Tél. (1) 522.77.20

### Actions législatives

### ILE-DE-FRANCE

Le conseil municipal de Neuilly-sur-Seine a élu M. Harsant député de l'Oise.

Le conseil municipal de Neuilly-sur-Seine a élu M. Harsant député de l'Oise.

### Quen, Epinay-sur-Seine

Le conseil municipal de Quen a élu M. Harsant député de l'Oise.

### Denis

Le conseil municipal de Denis a élu M. Harsant député de l'Oise.

### Bervilliers, La Courneuve

Le conseil municipal de Bervilliers a élu M. Harsant député de l'Oise.

### Bagny, Le Bourget

Le conseil municipal de Bagny a élu M. Harsant député de l'Oise.

### Levallois-Perret, Noisy-le-Sec

Le conseil municipal de Levallois-Perret a élu M. Harsant député de l'Oise.

### Stains, Villeneuve

Le conseil municipal de Stains a élu M. Harsant député de l'Oise.







# POLITIQUE

## LES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DES MINISTRES

M. Giscard d'Estaing a réuni le conseil des ministres mercredi 15 février.

A l'issue des délibérations, le président de la République a déclaré :  
« Je félicite le premier ministre de la rapidité et de l'efficacité des mesures qu'il a prises pour assurer la défense du franc. Le franc n'est pas malade de l'économie. Je demande qu'on ne le rende pas malade de la politique ».

Le conseil a délibéré les questions suivantes :

### ● L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION AGRICOLE (Lire page 21)

### ● LES OFFRES PUBLICS D'ACHAT

Le ministre délégué à l'économie et aux finances a dressé un bilan du fonctionnement de la procédure des O.P.A. à partir des travaux d'un groupe de travail réuni par la direction du Trésor, avec la participation de la Chambre syndicale des agents de change et de la Commission des opérations de Bourse.

La procédure des offres publiques a été une phase importante dans la vie financière du pays ; elle constitue, en effet, un stimulant pour une gestion plus dynamique des entreprises, une incitation à un plus grand respect des actionnaires et à des politiques plus réalistes de distribution de dividendes, un facteur enfin de rationalisation des ressources vers les secteurs les plus productifs.

Quelles réussites en ont-elles été, les offres publiques obligent les sociétés visées à une réflexion profonde de leur choix et provoquent une amélioration de leur gestion.

Il est toutefois apparu, à l'expérience, que la procédure existante pouvait être améliorée en divers points et, dans cet esprit, le gouvernement a décidé de :

— Créer des procédures d'O.P.A. simplifiées pour les offres portant sur une faible fraction du capital, sur des sociétés à cotation boursière dans les listes de l'Initiateur la totalité d'un capital dont il détient au départ plus des deux tiers ;

— Améliorer l'information sur la consolidation des comptes et la répartition du capital des entreprises ;

— Réduire les possibilités d'auto-contrôle ;

— Préciser les règles applicables en cas de bataille en Bourse provoquée par une O.P.A. contestée ;

— Harmoniser les procédures d'autorisation gouvernementales en matière d'O.P.A. et de contrôle des concentrations ;

— Créer une procédure d'offre publique de vente ;

— Créer un comité de surveillance des offres publiques qui réunisse, sous la présidence du ministre du COB, les trois autorités concernées : direction du Trésor, COB et Chambre syndicale des agents de change.

Le gouvernement a chargé le ministre délégué à l'économie et aux finances de prendre, dans un délai rapide, les dispositions réglementaires pour mettre en œuvre cette réforme.

Il a, d'autre part, décidé de présenter à l'Assemblée nationale, à la fin de l'année, un projet de loi sur la mise en œuvre des mesures impliquant une intervention législative, de telle sorte que l'ensemble de la réforme soit applicable à compter du 1<sup>er</sup> juillet prochain.

### ● LE COLLEGE UNIQUE

Malgré les consignes syndicales de boycottage, les dispositions essentielles de la réforme sont entrées dans les faits :

— Le système des filières est définitivement aboli : les élèves sont scolarisés indistinctement dans les classes de 6<sup>e</sup> ;

— Le soutien aux élèves en difficulté, auquel les parents sont attachés, est maintenant réalisé à 60 % au moins et devrait être généralisé rapidement ;

— L'éducation manuelle et technique est assurée de façon satisfaisante grâce à un effort important d'équipement des maîtres ; dès maintenant, 75 % de l'horaire est appliqué par des professeurs formés à cet effet ;

— La gratuité des livres scolaires, effective en 6<sup>e</sup>, sera étendue à la rentrée à la rentrée de toutes les classes des collèges ;

— En dépit des tentatives diverses d'obstruction ou de détournement, les élections aux comités de parents ont eu lieu, avec une bonne participation, de nombreuses réunions de conseils d'école se sont déjà tenues et tous les conseils d'école se seront réunis avant les vacances de février. (.)

Le ministre de l'éducation a ensuite rappelé la nécessité, reconnue dans le programme de Blois, de tirer les pleines conséquences de cette réforme en ce qui concerne la formation des enseignants et de prendre les mesures nécessaires pour redresser la situation des chefs d'établissement et directeurs d'école. (.)

Concernant sa communication sur l'action syndicale depuis la rentrée, le ministre de l'éducation a observé que, malgré les actions de blocage et une intense propagande, la réforme du collège unique est largement entrée dans les faits et bien admise par l'opinion publique.

(Lire page 21)

### ● LA DÉCENTRALISATION DES ACTIVITÉS TERTIAIRES

Le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire a dressé le bilan des actions de décentrali-

sation des activités tertiaires des dernières années et fait approuver les nouvelles orientations proposées pour cette politique.

Il a souligné l'importance des résultats déjà obtenus dans trois secteurs qui ont fait l'objet d'un effort particulier : enseignement et recherche, banque et assurance, administrations publiques.

— Le développement de l'enseignement supérieur au cours des dernières années a été largement orienté vers la province. Sur les 4 millions de mètres carrés de locaux nouveaux, plus des trois quarts ont été construits en province. Lille, Marseille, Nancy, Strasbourg, Reims et Limoges ont été particulièrement particulièrement importants. Neuf centres universitaires nouveaux ont été, en outre, entièrement équipés au cours des dix dernières années : Chambéry, Compiègne, Le Mans, Metz, Mulhouse, Saint-Etienne, Pau, Perpignan et Toulon. Enfin, 85 % de l'effort d'équipement intéressant les instituts universitaires de technologie s'est effectué hors de la région parisienne.

Dans le domaine de la recherche les résultats qualitatifs de la décentralisation ont été bons, parfois excellents. Contrairement à ce que l'on pouvait s'attendre, vingt ans, des équipes de niveau et de renom international sont maintenant implantées dans toutes les régions. Leur rayonnement est particulièrement important à Lyon pour la médecine, à Toulouse pour la biologie, à Grenoble pour la physique, à Dijon et à Nancy pour la nutrition, à Rennes pour l'information, à Nancy et Toulouse pour les sciences de l'ingénieur, à Caen pour l'électronique et la recherche océanique.

En ce qui concerne la banque et l'assurance, qui ont connu dans les années récentes une croissance exceptionnellement forte, l'effort de décentralisation a été également couronné de succès. A ce jour, 21 programmes de localisation ont été approuvés, concernant la quasi-totalité des entreprises concernées. La Banque nationale de Paris, la Société générale, le Groupe des assurances nationales et les Assurances générales de France doivent être cités en raison de l'importance de leur contribution.

Parallèlement un effort a été amorcé pour qualifier les activités financières exercées en province par exemple par relèvement des plafonds de responsabilité dans l'octroi des crédits. La création sur Lyon, capitale de la deuxième région industrielle française, d'une place bancaire et financière disposant de moyens de crédit et d'un pouvoir de décision autonome pour le financement du commerce extérieur, l'attribution de crédits intéressants, l'appui de fonds propres aux entreprises, a été lancée.

Dans le secteur des administrations centrales, avec l'aide du fonds de décentralisation qui a apporté près de 800 millions de francs à cette politique, quarante-et-un établissements ont été créés ou transférés en province, apportant ainsi dix sept mille emplois. L'effort des ministères de la défense, de l'agriculture et de l'équipement, des postes et télécommunications a été particulièrement important.

Grâce à cet effort, la vocation électronique de la Bretagne s'est trouvée confirmée par l'implantation de plusieurs services P et T. A Lannion, de cinq établissements de recherches et d'enseignement, de deux centres de gestion et d'un centre d'information à Rennes. Ce regroupement a permis de centraliser la décentralisation à Lannion du service des pensions des postes et télécommunications.

Le rôle de Toulouse dans le domaine spatial s'est traduit par l'implantation de six centres et centres de formation par les ministères de la défense, des postes et télécommunications, de l'équipement et de l'industrie.

Nantes est devenue un centre de gestion nationale important avec l'installation des services de l'INSEE, des affaires étrangères, de la justice et du travail.

En ce qui concerne l'avenir, le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire a fait approuver deux orientations nouvelles :

— Les moyens de la politique de décentralisation tertiaire mis en place depuis 1970 et très largement améliorés au cours des deux dernières années avec la création d'un système d'aide très incitatif seront complétés. La décentralisation du tertiaire repose d'abord sur des hommes dans les problèmes doivent être traités en profondeur, et notamment ceux du logement et de l'activité professionnelle du conjoint. Un pas important dans la prise en compte de ces problèmes va être franchi avec l'institution sous quelques jours d'une indemnité spéciale de décentralisation comprise, selon la situation de famille, entre 600 et 13 000 francs non imposables.

De nouvelles mesures seront mises en place par un groupe de travail dont la création est décidée.

— La politique de décentralisation tertiaire jusqu'ici principalement centrée sur le transfert d'emplois doit désormais s'orienter plus activement vers un objectif plus ambitieux, celui du réajustement géographique des fonctions de conception et de décision excessivement concentrées sur Paris.

Dans cet esprit le conseil a approuvé notamment :

— Le principe de l'extension, à la

lumière de l'expérience lyonnaise, de la formule des places bancaires dans d'autres métropoles régionales.

— La création d'un groupe de travail finances, intérieur, DATAF, chargé d'étudier le recensement des circuits financiers des investissements publics et privés.

### ● LA QUALITÉ DE LA VIE

Un décret relatif à la coordination interministérielle en matière de qualité de la vie a été adopté.

Afin de conserver et de mettre en œuvre une politique de la qualité de la vie conforme aux objectifs définis par le gouvernement, un nouveau dispositif de coordination interministérielle et d'intervention financière est mis en place avec des compétences élargies, en même temps qu'est créée la délégation à la qualité de la vie et désigné son titulaire.

Le Comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement (CIANE) et le Fonds d'intervention correspondant sont remplacés par un comité interministériel de la qualité de la vie et par un fonds d'intervention de la qualité de la vie.

Préside par le premier ministre, le comité est composé des ministères intéressés à la définition de la politique au gouvernement en matière de qualité de la vie. Le délégué à la qualité de la vie, qui participe aux réunions du comité, prépare ses délibérations et veille à leur exécution. Le comité décide de l'emploi des ressources du fonds auquel sont transférées les ressources précédemment attribuées au FIANE.

Aux actions désormais bien engagées de lutte contre les pollutions et les nuisances et de protection de la nature, le comité ajoutera les actions destinées à redonner plus d'agrément au cadre de vie urbain et rural, à réduire les inégalités d'accès aux loisirs, à protéger la patrimoine et à développer les loisirs quotidiens, à améliorer le temps, à développer la vie associative.

(Lire page 30)

### ● UN NOUVEAU PROGRAMME DE SIMPLIFICATIONS ADMINISTRATIVES

Le premier ministre a dressé le bilan de l'application du premier programme de simplifications administratives. La quasi-totalité des mesures réglementaires sont entrées en vigueur.

Un nouveau programme de simplifications a été adopté par le conseil des ministres ; il comporte une quarantaine de mesures nouvelles. Parmi celles-ci, le premier ministre a distingué celles qui ont été déjà prises et celles qui sont nouvelles.

Les nouvelles mesures sont : la collectivité à la réduction du nombre de questionnaires statistiques imposés aux entreprises, l'institution de déclarations uniques d'ouverture de chantier pour les entreprises de bâtiment et travaux publics, ainsi que des simplifications importantes relatives aux accords de participation ; aux conditions d'importation par voie postale ; à la procédure de déclassification des biens de guerre et des travailleurs handicapés ; à la procédure de classement des stations thermiques et au régime de révision des prix des marchés publics.

Plus de vingt mesures intéressent les usagers : la simplification des certificats de gage et de non-gage pour les véhicules automobiles ; l'amélioration de la condition des malades hospitalisés (amélioration des procédures de sortie des malades de l'hôpital et assouplissement des horaires de visite, notamment pendant les week-ends) ; la création d'un lieu unique de dépôt des demandes d'allocations aux handicapés ; l'allégement de la procédure de constitution des dossiers d'aide judiciaire (notamment en appel).

Deux autres mesures sont relatives à la procédure de paiement des indemnités en cas d'accidents scolaires et aux conditions d'attribution de l'aide ménagère aux personnes âgées.

Deux autres mesures seront prises par la S.N.C.F. : la suppression du contrôle des billets sur les gares de grandes lignes et la possibilité de faire contrôler les billets par une commission qui vient de déposer ses conclusions. Cette réforme, qui a pour objectif une décentralisation, consiste notamment à transférer un certain nombre de compétences des commissions régionales sur commissions départementales.

Après avoir souligné l'importance de l'effort de simplification entrepris, le premier ministre a pris acte de cent cinquante mesures sont intervenues pour améliorer les relations entre les Français et leur administration, le premier ministre a rappelé que, parallèlement, une action d'information du public a été menée par le Service d'information et de diffusion, notamment par l'édition de « Guide des droits et des démarches », et par chaque ministre dans son domaine.

(Lire en première page.)

### ● LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS (AGRICULTURE)

Le ministre de l'agriculture a rendu compte des travaux du conseil des ministres de la C.E.E. des 13 et 14 février, au cours duquel la Commission de Bruxelles a présenté des propositions de réforme du règlement communautaire concernant le vin.

Ces propositions présentent trois éléments positifs : elles reconnaissent l'importance des interprètes

sions dans la gestion du marché du vin, elles introduisent la notion de prix minimum dans les transactions conformément à la demande de la France, elles prévoient enfin le blocage de la récolte lorsque les excédents sont prévisibles.

Ces mesures nouvelles s'ajoutent aux propositions déjà en cours de négociation avec la Communauté de la réforme du vignoble méditerranéen et de l'installation des programmes d'équipement en zone méditerranéenne.

La délégation française, tout en saluant ces éléments positifs, a insisté sur trois modifications de ces propositions qui lui paraissent indispensables :

— Le niveau du prix minimum à instaurer dans les transactions au sein de la Communauté doit être égal et non inférieur au prix de déclenchement du vin (93 % du prix d'orientation) déjà prévu par la réglementation communautaire ;

— En revanche, le prix des distillations qui seraient mises en œuvre par la Communauté en cas d'application de ce régime de prix minimum ne doit pas être élevé, conformément à l'objectif de promotion de la qualité et de lutte contre la course aux rendements élevés défini par le gouvernement lors du conseil des ministres du 19 janvier 1977 ;

— Enfin la zone dans laquelle la Communauté accordera des aides à la rénovation du vignoble doit s'étendre à toutes nos régions méditerranéennes.

### ● LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte de la réunion de coopération politique des Neuf, qui s'est tenue à Copenhague le 14 février, et au cours de laquelle ont été évoqués la situation en Afrique et au Proche-Orient ainsi que les travaux de la conférence de Belgrade, où la délégation française a reçu instruction de faire des propositions en vue d'une conclusion positive de cette conférence.

Il a également rendu compte de la réunion à New-York des 11 et 12 février des ministres des affaires étrangères des cinq pays occidentaux membres du Conseil de sécurité des Nations unies à propos de la Namibie.

### ● LA POSITION FRANÇAISE SUR LE DÉSARMEMENT ET LES RELATIONS AVEC L'ALGÉRIE

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte de l'accueil positif qui avait été fait au récent entretien

télévisé du président de la République.

Il a, en particulier, souligné l'intérêt suscité par les idées françaises sur le désarmement.

En ce qui concerne les relations franco-algériennes, il a noté qu'il était trop tôt pour que des réactions officielles aient pu se manifester, mais que les premiers échos paraissent montrer que l'initiative française faisait l'objet à Alger d'un examen attentif.

Le président de la République a indiqué qu'il demandait le 16 février au conseil restreint en vue de poursuivre la mise au point de la contribution française sur le désarmement.

Au sujet de l'Algérie, il a demandé au ministre des affaires étrangères d'élaborer le contenu des propositions dont il a fait les grandes lignes afin d'être prêt à prendre, le moment venu, les contacts nécessaires.

### LE GÉNÉRAL SAINT-CRICO EST MAINTENU DANS SES FONCTIONS DE CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE DE L'AIR

Sur la proposition de M. Yvon Bourges, ministre de la Défense, le conseil des ministres du mercredi 15 février a approuvé les promotions et nominations suivantes :

— Air. — Est maintenu en activité, jusqu'au 15 juillet 1979, dans ses fonctions actuelles de chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée aérienne Maurice Saint-Cric, qui atteint la limite d'âge de son rang le 8 novembre 1978.

Est nommé chef d'état-major de la force aérienne tactique et de la 1<sup>re</sup> région aérienne (Méditerranée), le général de brigade aérienne Jean Charton.

— Armement. — Est nommé chargé de mission à l'atome auprès du délégué général pour l'armement et conseiller pour les affaires nucléaires auprès du ministre de la Défense, l'ingénieur général de deuxième classe Victor Marçais.

— Contrôle général des armées. — Est promu contrôleur général des armées, le contrôleur des armées Philippe Dureuil.

## LE VOTE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

### Les syndicats dénoncent l'utilisation « partisane » de l'ambassade à Mexico

Les syndicats C.R.D.T. et C.G.T. du ministère des affaires étrangères affirment, dans un communiqué publié mercredi 15 février, qu'un télégramme du 17 novembre dernier, portant le numéro 545, adressé par M. de Polin, directeur d'Amérique, à l'ambassadeur de France à Mexico, M. J.-R. Bernard, a servi à « transcrire un message de M. P. Durand à M. Durand-Chastel, président d'une association de Français de l'étranger, lui indiquant les modalités de répartition des inscriptions dans la circulaire de l'Yonne, en prévision de l'élection de l'Assemblée nationale à l'automne 1978 ».

Le communiqué poursuit : « Les syndicats demandent la mise sous scellés immédiats de cette correspondance pour éviter sa destruction ou sa falsification. Ils exigent la destruction du document et le service public à des fins partisanes et en demandant, publiquement, au ministre de s'expliquer sur ces faits. (1) font savoir que l'ambassadeur de France à Mexico, M. de Polin, a été informé de leur volonté de défendre l'éthique de la fonction publique ».

Les deux syndicats se disent conscients de faire connaître ce fait parce que M. de Guiringaud :

(1) A ce jour, sur les 108 inscriptions de Français de l'étranger, 33 proviennent du Mexique, 35 d'Algérie et 108 du Vietnam, parmi lesquels 29 avaient été cotisés. Censurables ont été validés par le tribunal administratif.

n'a reconnu qu'une seule « faute », celle de Libreville, après laquelle eut été rendue publique par la presse. Le vote des Français de l'étranger, ajoutent-ils, n'était pas une affaire de politique étrangère, « M. de Guiringaud abuse du secret diplomatique » en refusant toute enquête extérieure.

M. François Mitterrand a adressé au premier ministre une question écrite sur les démarches entreprises par diverses administrations concernant l'inscription des Français de l'étranger sur les listes électorales. Citant notamment diverses circulaires émanant des services du ministère des affaires étrangères, le premier secrétaire du P.S. évoque une réunion qui se serait tenue au quai d'Orsay ainsi que des démarches entreprises auprès de vingt ambassadeurs en poste dans des pays où résident de nombreux Français.

Après avoir cité des circulations où des irrégularités ont été commises, il interroge le premier ministre sur le rôle joué par l'ambassadeur de France à Mexico, M. de Polin, dans l'affaire de la liste électorale de l'Yonne, et sur les chapitres budgétaires auxquels sont imputées les dépenses nécessaires pour toutes ces démarches. M. Mitterrand conclut en affirmant qu'il est urgent de mettre au clair cette affaire afin de ne pas risquer de se trouver engagés la responsabilité morale, politique et pénale des personnes qui, dans le cadre de leurs fonctions, se seraient rendues coupables d'agissements frauduleux ».

# CENT

Une sélection de l'outillage

de 13.000

de 15.000

de 10.000

de 12.000

de 14.000

de 16.000

de 18.000

de 20.000

de 22.000

de 24.000

de 26.000

de 28.000

de 30.000

de 32.000

de 34.000

de 36.000

de 38.000

de 40.000

de 42.000

de 44.000

de 46.000

de 48.000

de 50.000

de 52.000

de 54.000

de 56.000

de 58.000

de 60.000

de 62.000

de 64.000

de 66.000

de 68.000

de 70.000

de 72.000

de 74.000

de 76.000

de 78.000

de 80.000

de 82.000

de 84.000

de 86.000

de 88.000

de 90.000

de 92.000

de 94.000

de 96.000

de 98.000

de 100.000

de 102.000

de 104.000

de 106.000

de 108.000

de 110.000

de 112.000

de 114.000

de 116.000

de 118.000

de 120.000

de 122.000

de 124.000

de 126.000

de 128.000

de 130.000

de 132.000

de 134.000

de 136.000

de 138.000

de 140.000

de 142.000

de 144.000

de 146.000

de 148.000

de 150.000

de 152.000

de 154.000

de 156.000

de 158.000

de 160.000

de 162.000

de 164.000

de 166.000

de 168.000

de 170.000

de 172.000

de 174.000

de 176.000

de 178.000

de 180.000

de 182.000

de 184.000

de 186.000

de 188.000

de 190.000

de 192.000

de 194.000

de 196.000

de 198.000

de 200.000

de 202.000

de 204.000

de 206.000

de 208.000

de 210.000

de 212.000

de 214.000

de 216.000

de 218.000

de 220.000

de 222.000

de 224.000

de 226.000

de 228.000

de 230.000

de 232.000

de 234.000

de 236.000

de 238.000

de 240.000

de 242.000

de 244.000

de 246.000

de 248.000

de 250.000

de 252.000

de 254.000

de 256.000

de 258.000

de 260.000

de 262.000

de 264.000

de 266.000

de 268.000

de 270.000

de 272.000

de 274.000

de 276.000

de 278.000

de 280.000

de 282.000

de 284.000

de 286.000

de 288.000

de 290.000

de 292.000

de 294.000

de 296.000

de 298.000

de 300.000

de 302.000

de 304.000

de 306.000

de 308.000

de 310.000

de 312.000

de 314.000

de 316.000

de 318.000

de 320.000

de 322.000

de 324.000

de 326.000

de 328.000

de 330.000

de 332.000

de 334.000

de 336.000

de 338.000

de 340.000

de 342.000

de 344.000

de 346.000

de 348.000

de 350.000

de 352.000

de 354.000

de 356.000

de 358.000

de 360.000

de 362.000

de 364.000

de 366.000

de 368.000

de 370.000

de 372.000

de 374.000

de 376.000

de 378.000

de 380.000

de 382.000

de 384.000

de 386.000

de 388.000

de 390.000

de 392.000

de 394.000

de 396.000

de 398.000

de 400.000

de 402.000

de 404.000

de 406.000

de 408.000

de 410.000

de 412.000

de 414.000

de 416.000

de 418.000

de 420.000

de 422.000

de 424.000

de 426.000

de 428.000

de 430.000

de 432.000

de 434.000

de 436.000

de 438.000

de 440.000

de 442.000

de 444.000

de 446.000

de 448.000

de 450.000

de 452.000

de 454.000

de 456.000

de 458.000

de 460.000

de 462.000

de 464.000

de 466.000

de 468.000

de 470.000

de 472.000

de 474.000

de 476.000

de 478.000

de 480.000

de 482.000

de 484.000

de 486.000

de 488.000

de 490.000

de 492.000

de 494.000

de 496.000

de 498.000

de 500.000

de 502.000

de 504.000

de 506.000

de 508.000

de 510.000

de 512.000



# CENTRALE GERCA

**Une sélection de voitures d'occasion garanties par des spécialistes de l'automobile et des concessionnaires de marque.**



18 rue Volney 75002 Paris

[illegible]



Le Monde

# Société

Les sanctions contre Mlle Guemann

## L'arrêt de travail demandé par le Syndicat de la magistrature a été diversement suivi

L'arrêt de travail auquel avait appelé, mercredi 15 février, le Syndicat de la magistrature pour protester contre la mutation d'office, avec abaissement d'échelon, de Mlle Guemann, vice-présidente de ce syndicat, a été diversement suivi. Les effets de cette grève n'ont guère été ressentis au palais de justice de Paris. Des délégations ont été reçues par M. Pierre Ballez, premier président de la cour de cassation, M. Jean Vassogne, premier président de la cour d'appel, et Mme Simone Bozès, président du tribunal de grande instance. Elles ont déposé des motions protestant contre les sanctions qui ont frappé Mlle Guemann. A la 15<sup>e</sup> chambre correctionnelle, qui traite les affaires concernant les mineurs, le président, M. Hervé Hamon, a suspendu l'audience pendant quarante-cinq minutes. A la reprise, Mme Chantal Potier, substitut du procureur de la République, a présenté ses excuses et précisé qu'elle ne s'associait pas à la grève. La consigne a été assez largement suivie dans un certain nombre de villes de province, Rennes et Grenoble notamment. Selon le Syndicat de la magistrature, près d'un millier de magistrats, au total, ont suspendu leurs travaux pour manifester leur solidarité avec Mlle Guemann.

### « J'ai été étonnée »

De notre correspondant

Draguignan. — C'est en revenant à Draguignan, mercredi, que Mlle Monique Guemann, premier substitut du procureur de la République de Draguignan, a appris la sanction, prononcée à son égard. Mlle Guemann fait la déclaration suivante : « J'ai été étonnée d'apprendre que j'avais fait l'objet hier d'un arrêté me sanctionnant. Il est assez curieux que l'on ne m'ait pas avisée à l'avance, la personne concernée avant de la communiquer à la presse, d'autant que mon avocat était encore chez la garde des sceaux mardi soir, et que celui-ci ne lui a nullement annoncé qu'il allait im-

diatement prendre un arrêté de sanction. »

Selon Mlle Guemann, cette sanction est « un moyen d'intimidation à l'égard du Syndicat de la magistrature. Il semble que le pouvoir actuel ne tienne pas à ce qu'il y ait certaines expressions divergentes au sein de la magistrature. (...) C'est bien le contenu de mes propos, c'est-à-dire la violation des droits de la défense qui me paraissent effectués dans l'affaire Klaus Croissant, qui a été sanctionnée. C'est parce que cela manifeste la volonté d'interdire de parole les magistrats. » — J.-P. G.

Au tribunal d'Évry-Corbeil

## « En raison d'une grève de certains magistrats... »

Salut pénal n° 1 au tribunal d'Évry-Corbeil (Essonne), au ce début d'après-midi du mercredi 15 février, le public attend sagement le début de l'audience. Il est 14 heures. Sur les bancs de bois de cette salle moderne, un prévenu tortilla sa convocation, tandis que d'autres écrivirent à mi-voix leur affaire. Dix minutes tard, le président, M. René Sui, accompagné d'un assesseur, pénétra dans la prétoire : « En raison d'une grève de certains magistrats, l'audience ne pourra débuter qu'à 15 heures, le tribunal, comme vous la voyez, n'étant pas normalement constitué. Étonnement dans l'assistance, mais rares sont ceux qui s'interrogent sur les raisons de cette grève ou les connaissances. La salle se remplit peu à peu. La cafétéria fait le pain.

Au troisième étage du bâtiment, les dix-sept magistrats grévistes (sur cinquante-sept), auxquels se sont joints deux membres du S.N.P.E.S. (Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée), se sont réunis et discutent de la rédaction d'une motion.

Dans les couloirs du palais, le président du tribunal, M. Robert Dlat, le procureur de la République, M. Guy Clotph, vont se rendre compte de la situation. « Tout va fonctionner bientôt. J'ai pris mes dispositions. Vous savez, les magistrats sont toujours en retard », précise M. Dlat, qui rappréhendait qu'on ne l'ait pas informé la matin de ce qui allait être fait.

Plusieurs cabinets de juges n'ont pas ouvert leurs portes. Mais la deuxième audience (cf-

vie) qui devait avoir lieu cet après-midi a pu se dérouler normalement devant un juge rapporteur au lieu d'un tribunal collégial. Artifice de procédure.

A 14 h. 45, le président Sui fait ouvrir la salle pénale, et indique au bâtonnier que l'audience est reprise avec une nouvelle composition, en attendant que les magistrats qui devaient siéger soient présents.

Petit à petit, la via au tribunal reprend son cours normal. La suspension des activités judiciaires, « pour faire connaître aux responsables de la juridiction, à l'opinion publique l'émotion, l'indignation et l'inquiétude » de certains magistrats, après les sanctions contre Mlle Guemann, aura duré deux jours. Une grève symbolique, sans accord ni mauvaise humeur.

MICHEL BOLE-RICHARD.

## L'abîme

par CASAMAYOR

Ce n'est pas seulement une sanction contre Monique Guemann, mais surtout le fait de la demander qui constitue un signe de la gravité de l'état de notre société : celle-ci cache sa maladie comme les lépreux cachaient leurs visages. Pour voir les choses en face, il faut commencer par le commencement. Les fautes des magistrats, ce sont les actes qui nuisent aux justiciables.

Énumérons-en quelques-uns. On a vu des magistrats refuser d'engager des poursuites contre les auteurs d'actes graves sur lesquels la police avait déjà établi un dossier sérieux. Je pense à des escrocs dont il a fallu des années et des campagnes de presse pour obtenir l'inculpation, à des pollueurs importants dont personne n'a jamais entendu prononcer les condamnations, à certains policiers délinquants devant qui la machine judiciaire rendait à sa mesure en route et qui, tout au long du déroulement de la procédure, se trouvaient quelquefois plutôt du côté des coupables que du côté des victimes.

N'insistons pas et passons à des exemples d'une autre nature. On a vu des magistrats induire en erreur les jurés. On a vu des magistrats au parquet, alors que la loi leur faisait, à l'époque, obligation de ne garder les dossiers dont ils avaient demandé communication que quarante-huit heures, les retenir pendant un an, ce qui pouvait permettre l'arrivée d'une loi d'amnistie et parfois l'échec d'une prescription. On a vu des magistrats s'opposer à la mise en liberté de détenus contre lesquels ne subsistait plus aucune charge. On a vu des magistrats accepter la formalité d'une constitution de partie civile et même la conscription d'une certaine somme à l'occasion de délits, alors que leur devoir professionnel aurait dû les inciter

à ouvrir spontanément une enquête. On a vu des magistrats lenter de retirer à des juges d'instruction des dossiers qui n'étaient pas nouveaux, mais dont l'absence ne leur permettait pas de se contenter d'attendre qu'il soit entré dans l'histoire pour en profiter. Ce phénomène, c'est ce qu'on pourrait appeler « l'inversion des situations ». Il est de tradition d'admettre, par hypothèse, que c'est le condamné qui est flétri et que c'est le juge qui est honoré. Mais cette hypothèse craque. Au cours des temps, beaucoup de grands

procès ont tourné à la confusion des juges. Les élites ont apporté leurs révélations.

Les erreurs, les scandales, les incompréhensions, les malentendus sont toujours germes de profondes déviations. Il faut intervenir, avant qu'il ne se développe, en montrant le danger.

Les injustices n'abaissent jamais que les faibles. Il est évident que Monique Guemann gardera la tête haute. Personne, même ses ennemis, ne pourra lui reprocher, selon la vieille formule, d'avoir fléchi à l'honneur.

AU TRIBUNAL DE ROUEN

## Touriste ou négrier ?

De notre correspondant

Rouen. — « Faites-vous l'imbécile ou l'émule du négrier ? » Manifestement excédé, le président, M. Robert Desplan, ne s'embarrasse plus de nuances. Depuis quelques minutes, il essaie avec véhémence d'y voir clair dans cette affaire d'infraction à la législation du travail. Et, depuis quarante minutes, l'inculpé, M. Gaston Lefèvre, négociant en caravanes, domine l'acte d'Elbeuf, à Rouen, s'ingéniant à brouiller les pistes en arguant de sa bonne foi, en répondant à côté des questions qui lui sont posées, ou en prétendant que des commodités de ménage.

La tâche du tribunal correctionnel n'est pas facile. M. Gaston Lefèvre, accusé de violation de monopole de recrutement des travailleurs étrangers, dévoué à l'Office national d'émigration, et d'emploi de travailleurs étrangers ne possédant pas de carte de travail.

Depuis plusieurs années, il utilise les services de travailleurs mauriciens. Mais lorsque, le 7 avril 1976, l'Inspection du travail contrôle dans ses ateliers, elle découvre deux salariés qui ne possèdent pour tout papier que leur passeport touristique. Une lettre anonyme suit, qui fait état de l'existence de cinq autres salariés en infraction, desquels on ne trouve aucune trace sur le registre de main-d'œuvre ou sur le livre de paie. Une enquête s'engage, l'inspecteur découvre le 14 février, devant le tribunal, les cas de quinze travailleurs.

### Simple humanisme...

Out-ils été effectivement employés par M. Gaston Lefèvre ? L'affaire paraît stable lorsqu'on écoute les nombreux procès-verbaux d'interrogatoires des intéressés. Mais rien ne paraît moins sûr lorsque l'inspecteur ouvre ce sujet. Lui fait-on remarquer que l'un des travailleurs n'a jamais eu de bulletin de salaire ? « Il travaillait bénévolement pour me rendre service. Lui rappelle-t-on qu'un autre n'avait pas de carte de travail ? « Je ne l'ai pas employé. Il a fait un essai de quelques jours. » Lui lit-on les

dépositions de tous ces travailleurs ? « Ce sont des gens qui ne savent pas lire. Devant un gendarme, ils racontent n'importe quoi. »

Contestant les chiffres, interrompant le procureur, l'indignant, M. Lefèvre ne manque pas d'aplomb.

Son habileté le conduit à invoquer la pureté. S'il est allé à l'île Maurice, c'est bien sûr, pour un séjour touristique. Et il a écrit au garde des sceaux pour savoir comment « régulariser la situation des travailleurs qui avaient recrutés directement là-bas », c'est parce que « lorsque l'on écrit une lettre on ne fait pas attention aux mots... »

Représentant l'Office de l'immigration qui s'est porté partie civile, M. Chantemerle, réclame 12 000 francs d'amende et de dommages et intérêts. Pour lui, il faut « mettre les émigrés au travail de gens comme Lefèvre qui exploitent les travailleurs ».

C'est aussi l'avis du procureur de la République qui, disséquant méthodiquement le dossier, annonce ce « mépris des lois sociales qui permettaient à l'inculpé d'utiliser une main-d'œuvre dont la disponibilité dépendait uniquement de son bon vouloir ». Réclame un an de prison dont six mois ferme et 10 000 francs d'amende, tout en regrettant le « laxisme général du gouvernement qui a conduit, les années passées, à l'organisation de ce trafic ».

M. Julia, du barreau rouennais, tente malgré tout d'évoquer pour son client « l'aide humanitaire apportée par un Français à des étrangers ». C'est parce qu'il ne sait pas résister lorsqu'on lui demande un coup de main qu'il a engagé ces travailleurs lorsqu'il s'est rendu dans leur pays. « Simple humanisme », conclut l'avocat. L'un des Mauriciens gagnait 6 francs l'heure et travaillait souvent plus de quarante heures par semaine. Un autre n'a jamais eu de quinquante les gages payés. Comme leurs amis, ils ont toujours ignoré l'existence de la Sécurité sociale.

Jugement le 8 mars. MARC LECARPENTIER.

## Chère administration...

(Suite de la première page.)

Donnant du bâton dans l'entre-les de branches qui recouvrent le tracé de l'ancienne route, Mme Plano soupire : « — Dire qu'il y'a, en tout, pour tout, que 200 mètres à dégrader. » Elle affirme que cela ne représente qu'une ou deux journées de travail : un coup de bulldozer pour débarrasser, et « morceaux de tiges » et quelques mètres cubes de pierres pour réaménager le plan du ruisseau. Elle prétend qu'en suite le passage régulier des voitures et des tracteurs suffirait à entretenir la voie.

Partie de ping-pong

Les multiples démarches de Mme Plano ont commencé en 1969. Après avoir consulté les services municipaux de Lambesc et de Pellissanne — le vabre de Jean-sine sert de limite aux deux communes — Mme Plano avait appris que l'ancienne route de Salon était classée chemin départemental. Elle s'était donc adressée à l'ingénieur subdivisionnaire de l'équipement à Salon-de-Provence. Celui-ci lui avait fait savoir que sa demande était justifiée, mais qu'il ne disposait pas cette année-là de crédits suffisants pour effectuer les travaux. Mme Plano renouvait à plusieurs reprises sa demande et en mars 1973 la subdivision de Salon lui répond que finalement seule la subdivision d'Aix-en-Provence est compétente, le vabre de Jean-sine — décidément plus important qu'il n'y paraît — marquant aussi la frontière entre ces deux subdivisions.

S'adressant à Aix, elle apprend que son affaire relève bien de la compétence des services de Salon. Ceux-ci, une nouvelle fois sollicités, déclarent alors que le chemin est considéré comme « rural » et qu'en conséquence les travaux incombent aux deux

« On ne peut pas dire que ces travaux coûtent cher, ajoute Mme Plano, puisque j'ai déjà fait à la commune la proposition de le payer moi-même si on m'en décomptait le prix sur les impôts locaux — comme cela se fait encore dans certaines communes rurales. » Mais c'est été manifestement trop simple. La dame effacée s'empare alors quelque peu. « Je me suis vite aperçue que la solution était ailleurs, dit-elle d'une voix qui reste paisible. Le problème se situait dans les bureaux de ces gens qui nous administrent. »

Face à cette incroyable querelle, Mme Plano ne perd pourtant pas patience. Elle interroge le maire de Pellissanne et celui-ci lui répond que les services de l'équipement lui ont toujours affirmé que le chemin était départemental et que sa réfection incombait au département. Devant cette « impasse », Mme Plano s'adresse simultanément au directeur départemental de l'équipement, aux différents ingénieurs subdivisionnaires et aux maires de Pellissanne et de Lambesc.

En septembre 1974, une lettre lui indique qu'en fin de compte des travaux sommaires ont été exécutés par la subdivision de Salon sur la partie du chemin « concernant » cette dernière, c'est-à-dire jusqu'au gué du ruisseau. « Un tiers des travaux était réalisés, raconte Mme Plano, mais le gué et l'autre morceau du chemin restaient en l'état, et bien que la partie dégragée fut de nouveau rapidement envahie par les broussailles, tout passage restait impossible. »

En juin 1975, Mme Plano saisit une nouvelle fois l'ingénieur de Salon, pour lui indiquer que le chemin restait impraticable. Le

fonctionnaire déclare que dans ces conditions il transmet le dossier à son collègue d'Aix-en-Provence où le dossier est en cours de traitement. Mais Mme Plano déclare : « Le dossier est toujours recommencé », remarque un souriant Mme Plano. Depuis lors en dépit de nombreuses interventions, notamment auprès du conseil général et de la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône, aucune suite positive n'a été donnée aux réclamations de Mme Plano.

En sortant d'une armoire le volumineux dossier de son affaire, Mme Plano déclare : « Il y a ici des kilos de papiers, et tout cela pour rien. Aux vendanges 1977, le chemin ressemble toujours à une jungle et la partie de ping-pong entre les administrations continue... » Avant de ranger — provisoirement — son dossier, Mme Plano fait encore cette remarque : « Le pire c'est que ces messieurs ne se sont, peut-être, jamais rendus sur place pour constater qu'il n'y avait que quelques dizaines de mètres à dégrader ! »

Le dossier de M. Marcel Mondiner n'est pas moins lourd que celui de Mme Plano. Son cas illustre les surprenantes contradictions de certaines décisions administratives, les lenteurs qu'elles entraînent et finalement le préjudice qu'elles causent à l'administré, notamment lorsqu'il s'agit de règlements pécuniaires et de pensions — comme c'est ici le cas. Même si la procédure de règlement doit durer plusieurs années, on ne tient pas compte de la dévalorisation de la monnaie entre la date d'ouverture du dossier et la date du paiement effectif des sommes qui sont dues. Dans le cas de M. Mondiner, onze années ont passé entre ces deux dates.

Ancien inspecteur de police, aujourd'hui retraité, M. Mondiner, âgé de soixante-trois ans, est de santé précaire. Il a dû récemment subir une délicate intervention chirurgicale à la tête et

a été victime d'un infarctus du myocarde. Mobilisé en 1933, il a été gravement blessé à Dunkerque en juin 1940, atteint par plusieurs débris d'obus aux vertèbres cervicales. Démobilisé en Angleterre et rapatrié en France, il devait s'engager dans les Forces françaises libres au moment de la libération. Envoyé en Indochine en 1949, il y séjournera jusqu'en 1950 et rentrera en France, malade, après avoir contracté une dysenterie amibienne.

En 1964, M. Mondiner constitue, pour cette maladie et ses blessures, un dossier d'invalidité temporaire, un dossier d'invalidité définitive et un dossier d'invalidité permanente. En 1967, une pension lui est allouée, au taux de 65 % et valable de 1964 à 1970. Mais, en octobre 1968, une commission consultative médicale annule le premier motif d'invalidité (les blessures de 1940). Le taux de la pension est ramené à 35 %. Puis, en décembre 1969, après des observations présentées par le service de contrôle de la section de la dette publique, la commission médicale annule le second motif (la maladie contractée en

Indochine), estimant qu'aucune des infirmités de l'intéressé n'est imputable au service. Non seulement la pension dont bénéficiait M. Mondiner cesse d'être versée, mais encore ce dernier a-t-il été obligé de rembourser les sommes qu'il avait reçues jusqu'alors.

L'administration, raconte M. Mondiner, m'a fait avoir avec un certain cynisme ce argent avait été « indûment » perçu. Pour moi, la situation était grande. Je venais d'empêcher pour m'installer à Nice et payer les études de ma fille. J'ai dû, pour ce remboursement, faire appel à mes parents. Je n'avais plus chaque mois que 5 francs pour vivre. Ironie du sort, M. Mondiner découvre apprendre quelque temps après, dans la réponse du ministre de l'économie et des finances à une question écrite, que, en règle générale, le remboursement de sommes « trop perçues » ne pouvait être exigé que si l'intéressé était de mauvaise foi. L'argent qu'il avait remboursé lui fut donc restitué.

### Lassitude et usure

Cette succession de décisions contradictoires était encouragée par M. Mondiner à engager de nouvelles recours. Après d'inlassables démarches et plusieurs jugements du tribunal des pensions, il allait obtenir, en 1975, définitivement gain de cause : la réalité de ses infirmités était finalement reconnue et une pension lui était accordée au taux de 65 %. « Soit 10 % de plus que la toute première fois », fait remarquer avec sarcasme M. Mondiner, avant d'ajouter : « Les mystères et l'absurdité de l'administration sont incroyables. Je croyais moi ! C'est un ancien fonctionnaire dévoué qui vous le dit. »

Soupeant la masse impressionnante de documents qu'il a accumulés pendant onze ans, M. Mondiner déclare : « On ne peut pas deviner tout le temps

qu'il faut prendre pour obtenir simplement de rentrer dans ses droits. Combien de lettres, de formulaires, de déplacements inutiles, etc. Je suis sûr que la plupart des gens en parlent avec découragement et abandonnent. Il faut avoir une patience incroyable. On vous renvoie sans cesse d'un bureau à un autre, on vous laisse ou on tente de le faire. Vous vous heurtez à un mur. On vous dit toujours : « Écrivez-nous, on examinera votre cas », ou encore : « Adressez-vous à leurs, à Paris, à Marseille », et puis ailleurs... on vous dit le contraire. C'est insupportable. En faisant part de son expérience, M. Mondiner prononce un réquisitoire : « J'ai été convoqué sept fois au tribunal des pensions de Nice avant que mon dossier ne soit enfin étudié. Cela a duré

trois ans. C'est scandaleux. Et pendant ce temps j'ai vu d'autres personnes dont l'affaire était toujours renvoyée. Alors les infirmités, pleurent-elles, réclament. Plusieurs fois la colère m'a emporté et pourtant mon métier m'avait appris la discipline. »

M. Mondiner estime qu'il a eu de la chance : « Je n'avais pas des moyens de payer un avocat, précise-t-il, mais j'avais l'appui d'un ami, le temps de faire puisque j'avais bénéficié d'une retraite anticipée. Alors j'ai acheté des fleurs de droit et tout un tas de documents. Puis je me suis mis devant ma machine à écrire. Je me suis acharné. Face à la machine administrative, il faut aller jusqu'au bout ou ne rien faire. D'autre part, M. Mondiner affirme que dans des situations similaires beaucoup d'administrés auraient été amenés à renoncer. Son opinion est une condamnation : « Pour le moment n'est pas en mesure de faire ce que j'ai fait. Je crois que 65 % des gens ne sont pas capables de se défendre contre l'administration. Et je suis sûr maintenant que sur cent cas comparables au mien trente à trente-cinq personnes renonceraient par lassitude, par usure... »

Cet ancien fonctionnaire n'aura finalement pas tout à fait obtenu gain de cause : M. Mondiner demandait que l'on tienne compte de la dépréciation monétaire et que l'on réévalue le montant des arriérés de pension qui lui ont été alloués en fonction du retard apporté au règlement de ce dossier. Mais le principe d'une indexation n'a jamais été admis et un tel calcul n'est prévu par aucun texte.

FRANCIS CORNU.

Prochain article :

LES 4 % DU MINOTIER

Le Monde DES

## L'odyssée de

Michel del Cas et le mal d'Esp...

## Michel del Cas et le mal d'Esp...

0 L'importance d'une...

Le ROG GARAI

Qui dites que je su...

صحة من الاموال



Le roman de  
**ROGER  
GARAUDY**

**Qui dites-vous  
que je suis ?**

192 pages - 36 F

**SEUIL**



**1 DISQUE EXCEPTIONNEL**  
**LOUIS-FERDINAND CELINE**  
 ONZE TEXTES MIS EN MUSIQUE  
 ET CHANTÉS PAR  
**CLAUDE MANN**  
 Pochette double de luxe  
 avec portraits de L.-F. CELINE  
 et textes complets reproduits

N° 14.000  
 PRIX  
 47,10 F

**LE NOUVEAU COMMERCE**

un ouvrage  
 indispensable  
 enfin disponible  
 324 pages 46 F.

Postface de  
 Claude Mouchard

*Le Traité des Tropes était hier la Rhétorique.  
 Paul Valéry l'a écrit : il illustre aujourd'hui  
 la condition verbale de la littérature.*

Diffusion : NOUVEAU QUARTIER LATIN - 70, Bd Saint-Michel - 75006 PARIS

**Le siècle de Jean Renoir  
 savouré par Jean Renoir.**

Flammarion.

Avec "Le cœur à l'aise", Jean Renoir publie son deuxième roman. C'est l'histoire de Clément Bourdeau qui, à cent ans, le cœur à l'aise et avec délice, se rappelle sa vie, ses amours, son pays. Quand on aime la vie et Jean Renoir, on savoure ce roman de Renoir comme un film de Renoir.

Jean Renoir.  
 Le cœur à l'aise, 200 pages, 38 F.

**FLAMMARION**

**Le Monde DE L'EDUCATION**

Dans le numéro de février

Un sondage exclusif de la SOFRES

**LE VOTE DES ENSEIGNANTS**

POUR QUI LES ENSEIGNANTS VONT-ILS VOTER EN MARS ? QUELLE EST LA CLIENTÈLE REELLE DES PARTIS ET DES SYNDICATS ? LES MAÎTRES DU PRIVE SONT-ILS PLUS CONSERVATEURS QUE CEUX DU PUBLIC ? LES ENSEIGNANTS DE GAUCHE SONT-ILS PLUS PROGRESSISTES ? SUR LE PLAN PÉDAGOGIQUE ?

POUR LA PREMIÈRE FOIS, UN SONDAGE D'OPINION DÉCRIT LES ATTITUDES POLITIQUES DES ENSEIGNANTS DU PREMIER ET DU SECOND DEGRÉ.

Dans le même numéro :

Les enseignants, la presse et la télévision. Les jeunes de la chanson. La formation des vétérinaires. « Décentraliser l'éducation », par Olivier GUICHARD. Les réformes éducatives au Sénégal. Les métiers du chaud et du froid.

Le Monde de l'éducation

3, rue des Italiens - 75241 PARIS - CEDEX 05.  
 Le numéro : 6 F. - Abonnements (11 numéros par an) : 66 F.

## Les écrivains et la politique

André Reszler, dans *l'Intellectuel contre l'Europe* (PUF), avait déjà tenté d'établir la généalogie de la notion d'engagement. Il observait à ce propos que, dès 1837, Lamartine esquissait le portrait d'un poète « responsable, actif et engagé ». Il revient sur ce thème dans un numéro spécial de la revue *Cadmos* (éditée par le Centre européen de la culture et diffusée par l'Age d'homme, à Lausanne) consacré à « l'écrivain et la politique ».

« Nulle théorie, écrit Reszler, ne jette une lumière aussi vive sur les rapports entre l'écrivain moderne et la politique que celle de l'engagement. » Tel est également le point de vue de Danis de Rougemont, le premier à réinventer, dans les années 30, le notion d'engagement ; il réunit ici sous forme de brève anthologie ses réflexions sur ce sujet. Dans le même numéro, de brèves monographies traitent successivement de l'engagement de Drieu La Rochelle, d'André Gide, de Romain Rolland et de Karl Kraus, cependant que Miklos Molnar retrace les étapes de la mise au pas de la littérature dans le Russe soviétique et que Gérard de Puymège s'en prend à Lévi-Strauss et à Pierre Clastre. La conclusion revient à J. Starobinski, qui invite ses lecteurs à penser « à tous ceux qui n'ont pas eu assez de chance pour être lus et écoutés. Parler de l'engagement de l'écrivain, c'est supposer que l'on a encore droit de le parler et d'en être un. Pour une police bien organisée, rien n'est plus facile que de supprimer ce droit ou de le réduire à un simulacre. » — R. J.

## Portrait d'une défaite

A Azincourt (1415), la France a perdu la bataille, mais elle n'a pas perdu la guerre (de Cent Ans). Gérard Bacquet, membre de la commission des monuments historiques du Pas-de-Calais, explique, dans un très joli volume publié à compte d'auteur, comment « l'utérus la grande partie de la chevalerie de la partie française », par nos premiers ennemis héréditaires, les Godons. Malgré les chroniques d'époque — anglaises et françaises

## vient de paraître

- Romans**  
 THIERRY DE BEAUCOURT : *Un homme ordinaire*. — Une analyse du pouvoir à travers les souvenirs du président d'un pays imaginaire et pourtant réel. (Olivier Orban, 235 p., 42 F.)  
 VIRGIL GHEORGHIU : *La Grand Estimation*. — Représentant des thèmes qui lui sont chers, l'auteur de *Les Vingt-Cinq Heures* raconte la traque d'un jeune sénateur par une police politique. (Plon, 214 p., 38 F.)  
 HENRIETTE JELINEK : *Année des richesses les plus précieuses*. — Une Antiochia très ordinaire connaît une aventure spirituelle auprès de la fille d'une servante marseillaise pour laquelle il éprouve un amour sans espoir. (Julliard, 188 p., 38 F.)  
 GEORGES DIRAND : *Les présidents de la République*. — En 1980, les deux candidats à la charge suprême sont victimes d'un attentat fomenté par une organisation internationale. Un roman à clés. (Ed. A.T.P., 8, rue Saint-Marc, Paris ; 198 p., 2 F.)
- Lettres étrangères**  
 VICTOR NEKRASSOV : *Cœur de front*. — Le courage des hommes sur le front russe durant la seconde guerre mondiale. Le récit d'un écrivain soviétique qui vit en France depuis 1974. Trad. du russe par François Coriellot. (Julliard, 236 p., 38 F.)  
 FEDOR SOLOGOUB : *Un démon de petite envergure*. — Mort à Leningrad en 1927, Sologoub analyse les raisons les plus sombres de l'âme humaine en usant d'un « anti-biographie », professeur de province. Trad. du russe par Georges Aron. (Ed. L'Age d'homme, 368 p., 35 F.)  
 DORIS LESSING : *Les Enfants de la violence*. — Doris Lessing, prix Médicis étranger 1976, avec le premier volume d'une grande fresque romanesque, décrit la prise de conscience d'une jeune femme, à la veille de la seconde guerre mondiale, en Afrique australe. (Albin Michel, 640 p., 65 F.)
- Témoignage**  
 EFIM EDKIND : *Divulgué malgré lui*. — En exil à Paris, Efim Edkind, professeur et écrivain soviétique, raconte comment, pour avoir aidé Soljenitsyne, fut ordonnée sa mise à mort civile. (Albin Michel, 352 p., 49 F.)  
 HENRI BERGEROT : *Une année à cœur ouvert*. — Adaptateur de Max Frisch, Günther Eich, Pavel Kobout, Henri Bergerot a subi ce qu'il surnomme : sondage cardiaque, opération à cœur ouvert, réanimation. Toutes les péripéties d'une année de vie en suspens, jusqu'à l'élégance de la résurrection. (Fayard, 281 p., 49 F.)

## la vie littéraire

— à une iconographie magnifique, il raconte en détail cet événement célèbre et confus, surtout du côté français. Ce portrait d'une bataille particulière est aussi une introduction originale, exacte et savoureuse à la violence d'élus et au désordre médiéval. (Editions Bacquet, 78, rue d'Aras Aux-le-Château, 62390. 123 pages, broché 60 francs, relié 78 francs, luxe, 120 francs.) — E. T.

## Un inventaire des métiers du peuple de Paris

En France, nous avons eu aussi des coupes de têtes. C'était des ouvriers qui préparaient les têtes des églises. Ils donnaient soixante-dix coups de ciseaux par minute et pouvaient couper ainsi en une heure cinquante mille quatre cents têtes. nous apprend le *Dictionnaire historique des arts, métiers et professions exercés dans Paris depuis le seizième siècle*, d'Alfred Franklin, publié en 1906, qui vient d'être réimprimé par les soins de Jeanne Lafitte, expert en livres anciens et libraire. Mort en 1917, Alfred Franklin fut administrateur de la bibliothèque Mazarine. Il avait rédigé d'une plume alerte cet ouvrage où se manifestent un érudition, un « savoir », une précision confondants. Gens de métiers, érudits, historiens, juristes, etc., se plongeront avec délices dans cette somme du passé où figurent tant d'études des corporations que le règlement du travail de la taille ou celle du statut des privilégiés. La vie du menu peuple de Paris apparaît à chaque page, foisonnante, débrouillarde, et transparente ; aussi un goût pour la chose juridique, providence des esprits chicaniers ! (Un volume relié 8-8, 882 pages, 230 F. Editions Lafitte Reprints, 1, place Fr.-Chirac, 13002 Marseille. Tél. (91) 91-15-82. L'ouvrage est distribué par la Librairie Honoré Champion, 7, quai Malaquais, 75006 Paris. Tél. : 325-51-65.) — B. A.

## Un livre d'or bien rempli

Une nouvelle collection se propose de fournir au public un panorama très complet de la science-fiction à travers ses plus grands auteurs. Elle est dirigée par Jacques Golmar

chez Press-Pocket ; ce qui est en soi une garantie puisqu'il a assumé la responsabilité de la célèbre anthologie thématique du Livre de poche. Le « Livre d'or de la science-fiction » se présente comme un gros recueil de nouvelles, enrichi d'une bibliographie très complète, d'une préface et de notes qui situent chaque écrivain dans l'histoire de la littérature. Le premier volume paru est consacré à Ursula K. Le Guin, suivront bientôt Théodore Sturgeon, Frank Herbert, Norman Spinrad et Robert Silverberg. Intéressant supplémentaire : un grand nombre de textes publiés dans « le Livre d'or » sont inédits en français. — Ph. C.

## Mais où sont les sables d'antan ?

Alors que la légion étrangère, dans sa nouvelle résidence corse, est à nouveau l'objet d'un intérêt dont elle se passerait bien, les éditions L'Arche ont publié une troisième édition revue et actualisée du *Livre d'or de la légion étrangère*, par Jean Brunon, Georges-R. Manu et Pierre Carles. La première datait de 1931, pour le jour anniversaire de Camerone, le 30 avril, et marquait la centenaire de sa création. La seconde, de 1958, était précédée par le maréchal Juin. La troisième tient compte des événements nouveaux survenus entre 1958 et 1976, et en particulier de la participation, de 1954 à 1962, de la légion à la guerre d'Algérie. Cette relation se borne à un exposé des faits précédant l'action de chaque unité au cours des opérations. Elle se prolonge d'un chapitre retraçant l'évolution de la légion de 1902 à 1976, son éclatement sur quatre continents en même temps que la réduction de ses effectifs : de 20 800 hommes en 1902 elle n'en compte plus que 6 000 en 1976. L'histoire se complète d'une analyse du visage de la légion étrangère à travers ses drapeaux, ses emblèmes, ses codes, ses coutumes.

Un morceau de l'histoire de France, lié à son empire, à ses conquêtes et à ses défaites coloniales, à la sentimentalité d'une époque aussi, qu'Edith Piaf a chantée.

Mais où sont les sables d'antan ? — P. M.

## en bref

**JEAN BRULAT** : *Gracien Robert et les Espagnols*. — Le premier parti communiste espagnol. La biographie d'un des célèbres « prolétaires » français. (Librairie académique Perrin, 247 p., 50 F.)

## Spiritualité

**HAÏKU** : une anthologie de Haïku, courts poèmes japonais en trois vers et exercices spirituels. Présenté par Roger Munier et préfacé par Yves Bonnefoy. (Fayard, coll. « Documents spirituels », 200 p., 35 F.)

## Poésie

**GABRIEL AUDISIO** : *De ma nature*. — Une interrogation sur les rapports d'un homme avec la nature. Le dernier recueil de Gabriel Audisio qui vient de mourir. (Rocagrie, 118 p., Montmartre, Mézières-sur-Isère 87350.)

## Autobiographie

**PETER TOWNSEND** : *Le Héros et les Jours*. — Le vie du célèbre « Group Captain », d'une idylle précieuse au bonheur caché. Traduit de l'anglais par G. Belmont et H. Chabrier. (Robert Laffont, 394 p., 68 F.)

## en poche

### «Le traître» d'André Gorz

A sa parution en 1958, *Le Traître* fut salué comme un événement par une intelligentsia de gauche qui commençait seulement à s'interroger sur sa propre nature et qui cet ouvrage incalculable — essai philosophique, psychanalytique ou politique, autobiographie, roman, tout cela — le fait — tendait le plus intelligent des miroirs. Précédé, il faudrait dire « prétexté », d'un éblouissant avant-propos de Sartre, *Le Traître* est l'un de ces livres très rares qui ont changé des vies — je parle en témoin. A travers l'auto-analyse du plus singulier des cas, celui d'un demi-juif autrichien réfugié en Suisse après l'Anschluss et qui, devenu Français après la guerre, s'était lancé dans cette entreprise éperdue : renouer à soi par le seul exercice d'une intelligence radicale et totalement abstraite. André Gorz nous donne tout autre chose qu'un portrait de l'intellectuel en jeune mammifère sinistré, il propose une méthode de pensée pour ressaler et, qui sait, maîtriser enfin notre vie freudienne par l'histoire.

Les temps ont changé, le problème aujourd'hui — pour tout intellectuel autre qu'historien — n'est plus de « rejoindre le P.G. », il serait plutôt, selon Gorz, de dire adieu au prolétariat sans abandonner les exigences révolutionnaires. Mais, à vingt ans de distance, la méthode veut toujours et *Le Traître* reste sans doute, en dehors de l'œuvre de Sartre, le seul apport décisif et littérairement puissant de ce qu'on a appelé durant les années 60 l'existentialisme-marxisme. Une réédition qui s'imposait.

## MICHEL CONTAT.

★ *LE TRAÎTE* d'André Gorz. Le Seuil, « Points », 316 p., 16 F.

● Parmi les rééditions : *le Plateau de Mazarin*, roman d'André Dhôtel (Bibliothèque Mazarine) ; *la Technique et le Science comme idéologie*, de Jürgen Hebermas (Méditations. Danois/Gonthier) ; *Chine, U.R.S.S. De l'alliance au conflit*, de François Fajó, édition complétée et mise à jour (Points. Le Seuil).

● *LE 4<sup>e</sup> VOLUME DES « CARIERS CELINE »* rassemble « Lettres » et premiers écrits d'Afrique. « Quarante-deux lettres et cartes postales, deux poésies, vingt lignes de traduction et une nouvelle, réunies et présentées par Jean-Pierre Daulhous, permettent de retracer l'itinéraire africain de Louis Celine depuis mai 1916 à avril 1917. Ces documents éclairent singulièrement la lecture de « Voyage au bout de la nuit » (1932) ou de « Féerie pour une autre fois » (1935). Celine se réfère aussi dans « D'un château l'autre » (1937) à l'épique africain (Cahiers Celine, vol. 4, Gallimard, 218 p., 39 F.).

● *L'ECRIVAIN JACQUES BELLEFROID*, en association avec Alain Babault-Tromelin, a pris la direction des Editions du Dauphinois (43-45, rue de la Tourelle, 75014 Paris). Jacques Bellefroid avait fondé (avec Michel Claude Jallard, Dominique de Bon et Jean-Edmond Hallier) les Editions de la Plume à 1918. La Bibliothèque « 1813 » de Bellefroid-Tromelin dirige depuis 1968 les Editions du Dauphinois, connues principalement pour leur fond d'ouvrages romanesques populaires et pour leur série de dictées en français (« Américanisme », « Argot moderne », « Insulte et fantaisie », etc.). En plus de leurs collections « Destins », « Controverses », « Les paradoxes de la vie », « Les Mémoires du noélicien », dix professeurs Rosel, directeur de l'Institut de physique de l'université de Munchen, — de littérature étrangère et « Actualité », les Editions du Dauphinois annoncent une autre collection, intitulée « Contemporains », qui publiera des auteurs confirmés ou nouveaux : Georges Sebbag, Alain Joubert, Marc Péro, Jean-François Bietot, Jacques Bellefroid.

● *HACHETTE ET LANGENSCHEIDT*, éditeur à Munich et à Berlin, ont créé à Munich, une société dont le but est l'édition d'ouvrages originaux ou adaptés du fonds Hachette, la promotion et la distribution de livres et de matériels d'enseignement du français en langue étrangère en Allemagne et en Autriche, édité localement ou importés de France. Les deux copropriétaires sont MM. Karl-Ernst Teichler-Langenscheidt et Gernert Lissmann.

● *LE JURY DU PRIX LITTEAIRE* a décerné son prix à Pierre Desgranges pour son livre « Le Mal du siècle » (Grasset).

● *LE PRIX DE PSYCHANALYSE MAURICE-BOUVET* a été décerné à Micheline Benquien pour ses publications « Fantômes paranoïaques » (« Topique », n° 13, Ed. EPI), « Souvenirs-tu de l'apocalypse » (« Topique », n° 17), et « Analyse possible ou impossible » (« Topique », n° 18).

● *LE PRIX DES INTELLECTUELS INDEPENDANTS* a été décerné à l'abbé L.-A. Mangenot, docteur en lettres, professeur au collège Stanislas, pour son ouvrage : « Alphonse de Chateaubriant 1877-1951, dossier littéraire et politique » (Editions André Bonnet).

**PARIS**

Grand Prix de la Littérature

Gabriel C. Marqu

Grand Prix de la Littérature

صحة من الامم



société

# PARIS 1900

• La Belle Epoque n'était pas jolie.

UNE longue, belle et virtuelle préface d'Hubert Juin ouvre cet album de photographies. Le Livre de Paris 1900. La Belle Epoque n'était pas jolie, nous le savions. Hubert Juin nous rappelle ce qu'elle fut vraiment : « Les pauvres sont de plus en plus pauvres. Les riches, de plus en plus riches. Les possédants s'enrichissent de plus en plus. Les autres crévent. »

Aussi bien, l'iconographie choisie et présentée par Michel Carrière et Gilles Costaz donne-t-elle une large place à cet autre Paris 1900, le plus souvent oublié : celui du peuple.

Ici et là, dans ces commentaires, ce que l'on appelle autrefois « le plus mauvais esprit ». Hubert Juin, évoquant « ceux qui ont de l'argent et qui ne travaillent pas », précise : « Ils se passent dans l'habit de carnot des militaires. » Drôle de pavane et drôle de carnaval, où certains de ceux qui avaient peut-être trop bien vécu s'en vont mourir. Mais la façon dont on les envoia au massacre condamne définitivement cette époque.

En contrepoint des textes violents, l'eau calme des photographies étouffe. Même cruelles, elles

sont paisibles. Dans le présent immobilisé de la photographie, la vie est là, simple et tranquille. Places, avenues, rues, ruelles, cours du Paris d'autrefois et de toujours. Hommes, femmes enfants, promeneurs d'une minute, où vont-ils, que pensent-ils, que disent-ils, et qui sommes-nous nous-mêmes ?

Ce bel album fait rêver. D'un long rêve heureux qui va de la légèreté du bonheur de vivre à la lourdeur, à de sourdes angoisses.

CLAUDE MAURIAC.

★ LE LIVRE DE PARIS 1900, d'Hubert Juin, iconographie réunie et commentée par Michel Carrière et Gilles Costaz. Édition Pierre Belfond, 220 F.

## L'oreille de Brassai

BRASSAI est sans aucun doute un amoureux infatigable de la vie. Sa curiosité à l'égard du monde apparaît dans chacune de ses photos. Et lorsqu'il écrit, c'est pour témoigner sur les gens qu'il a rencontrés, ou inlassablement écoutés. Sa principale vertu, c'est de savoir regarder, savoir prêter l'oreille, et d'être toujours étonné par les autres.

Ethnographe de la vie familiale, selon l'expression de Claude Roy, il a recueilli dans *Paroles* en l'air les propos qu'il a surpris, ou qu'il ont surpris au cours de ses journées, ou de ses nuits. Il a procédé « selon l'esprit de la photographie », marqué par l'« attitude humble de l'artiste devant le monde, jugé plus vaste que la pénétration ». C'est ainsi qu'il a capté les paroles qui s'échangent devant le comptoir d'un café, le discours torrentiel d'un chauffeur de taxi, et le soliloque d'un désespéré,

« notifiant [sa] misère » dans un bistrot, « à l'heure dramatique de la fermeture ».

Dans cette littérature, l'auteur présente une « matière brute ». Son intervention se limite au choix, à l'élagage et à l'éclairage des propos entendus. Intervention délicate, cependant, car l'intérêt de l'œuvre dépend de la faculté de l'écrivain à percevoir la singularité, ou même l'exotisme de la vie quotidienne. Or nul n'est plus attentif que Brassai à ces gestes, à ces paroles, qui se perdent à l'habitude dans le flot des jours, mais qui sont autant d'aveux plus ou moins déguisés. Il réussit admirablement, dans son dernier livre, à faire passer l'émotion de ces discours incertains, qui transparaissent la banalité.

FRANÇOIS BOTT.

★ PAROLES EN L'AIR, de Brassai, éd. Jean-Claude Simenon, 175 p., 24 F.

## FEMMES ET CHATS

LE vrai plaisir de la lecture nous vient de plus en plus souvent de quelques livres écrits librement, pour le plaisir d'écrire, par une plume en récréation. C'est la grâce de l'improvisation qui triomphe. On entend le voix de l'auteur, comme elle est quand il se parle à lui-même. On est pris à témoin d'un monologue sans contrainte, au plus près de la vérité intime.

Le dernier livre de Renée Massip, *Le Chat de Brénas*, est une sorte de manifeste, une profession de foi : la fibre et la grave, et charmante évocation du vil plaisir qu'il y a à vivre avec un chat, ou plusieurs chats, dans une maison qu'ils aiment et qu'on aime. Deux portraits dominent ce petit livre très pur : la tondra Agate, si douce et « amoureuse » dont le destin sera si dur qu'elle en dit : « La pauvre Agate », et *Petit Agaton* « Morneau du chat », et *Alrolo*, « Prince clochard des chats », euphorie pit-



Illustration tirée de la bibliothèque Dacht.

lard abandonné, qui vit seul, à ses risques et périls, plus chasseur encore que chassé.

Renée Massip se reproche de n'avoir pas eu protégée la « pauvre Agate », qui avait tant besoin d'appui. Son livre est né peut-être de son regret, de ses remords. Les amoureux des chats ont beaucoup de ces deuil dans le cœur.

Moins intime, plus embellie, la vaste monument que Juliette Faabe élève à tous les chats dans le *Bibliothèque illustrée du chat*, ou comment les philosophes, les écrivains et les artistes se sont représentés le chat depuis cinq mille ans. A travers tous les arts et toutes les lit-

tératures, une foule de documents rassemble les fantasmes d'un homme provoqué par le mystère du chat. Son étrange façon de vivre avec nous, par nous et le plus souvent loin de nous a inspiré tant de peintures et tant de fables que cette profusion ajoute encore au secret qu'il ne livre jamais. Le livre de Juliette Faabe est un magnifique répertoire de rêves et d'êtres qui appartiennent tout entier à la magie.

JOSANE DURANTEAU.

★ LE CHAT DE BRÉNAS, par Renée Massip. Gallimard, 128 p., 20 F.

★ BIBLIOTHEQUE ILLUSTRÉE DU CHAT, par Juliette Faabe. Ed. de la Courtille, 370 p., 330 F.

roman

## L'amour et rien d'autre

• Quinquagénaires, ne vous méfiez plus des joliettes.

« L'homme n'est ni décent ni indécant, il est rare », Michel Bernard le cultive, l'élève dans le terreau de son œuvre avec les soins d'un botaniste pour une plante exotique. L'amour paré d'érotisme est sa raison d'être et son écriture est amour du verbe. Il lie les plaisirs des sens à la sensualité de son vocabulaire. Cet amoureux calligraphe, paré d'une peinture du baroque qui réunit de couleurs vénitennes les traits d'Aunis, et l'écoute complice de la feuve rumeur des alcôves, poursuit, à travers ce seizième livre, une chronique du bonheur éternellement recommencé, avec la ferveur de son Casanova. Autant dire que les bruits du siècle le troublent peu. Il accepte son époque en le faisant comme une marque de cour.

D'où son goût pour les fausses lettres. L'homme de son récit « abritant de fausses images pieuses, textes et dessins, qu'il expédie par boîtes de cent à Conques, Saint-Savin, La Chaise-Dieu ». Les diables rôdent près des bénitiers. Voici que le regard de cet adulte de trente ans croise celui d'une fillette de cinq ans et que naît, de la fulgurance de cet échange au débotté, la certitude d'un avenir commun. Durant neuf années, il observe « la petite » grandir, se muer en une adolescente aux seins lourds et à la croupe tendue, tandis que croît un amour sans parole. Et puis, de connivence, le l'embrasse, fuit les temps ordinaires et conquiert le jardin des délices.

D'une juriste qui sifflerait qu'il s'agit d'un « enlèvement de mineure », Michel Bernard répond net en tranchant toute argutie : « L'incompréhension des autres tient ou fait qu'ils jugent déviants des comportements qu'ils n'ont pas eux-mêmes. » Et d'effeuiller la petite Marie, « belle comme un dictionnaire », Bastie l'adulte et justicier ne s'agitent guère en recherches : les romanciers connaissent de ces soubaines. La petite, « scandaleuse concurrente » des grandes, partage les mots d'amour et l'amour des mots de son Pygmalion, et les suppose avec des mines gourmandes. Lui l'adulte de mots qui ne sont pas toujours légers. L'érotisme à des aigreurs.

A la fin du récit, les deux amants ont quarante ans et la dernière page découvre l'apologie : le couple au diapason fusionne l'espace-temps et s'offre une mémoire unique. Fallait-il débiter sur autant de feuilles pour dire si peu tant il est vrai que les gens heureux n'ont pas d'histoires ?

BERNARD ALLIOT.

★ LA PETITE, de Michel Bernard, chez Régis Dérégis, 100 p., 33 F.



Éditions  
G.P. Maisonneuve  
et Larose  
Tél. 033 32-70

Nos collections spécialisées et nos publications recouvrent principalement les domaines suivants :

- Agriculture et agronomie méditerranéenne et tropicale
- Bibliographie - Botanique - Economie - Ethnologie - Folklore - Géographie - Histoire - Islamologie - Linguistique - Orientalisme - Pédologie - Religions - Sociologie et psychosociologie - Zoologie et zoologie appliquée.

## RÉCENTES PUBLICATIONS :

ABDELAMIR, Fables et chiffres du désert. — BLANCHÈRE, Introduction au Coran (nouveau tirage). — BRUNSCHWIG, Études d'islamologie (2 vol.). — BRUNSCHWIG, Classiques et déclin culturels dans l'histoire de l'Islam (nouveau tirage). — CARRÉ, Le Sphère, les évangélistes et les vitreux de Chartres. — Contes de Turquie, par BORATAV, présentés par A. FLAMAIN et M. NICOLAS. — CORNEVIN, Contes potirois. — COURSAULT, Les Traditions populaires en Tunisie. — CROSNIER et FOREST, Les Crevettes profondes de l'Atlantique oriental tropical. — DELARUE et TENÈZE, Le Conte populaire français, tome 3 : les Contes d'animaux. — DICTIONNAIRE ARABE-FRANÇAIS-ANGLAIS (langue classique et moderne), tome III, relié. — ENCYCLOPÉDIE DE L'ISLAM, fasc. 73-4 et 75-6. — GRIER, Un genre littéraire arabe : Al-Mahasin wa-L-Mashahid. — GOICHON, Jérusalem, fin de la ville universelle ? — GOURSARD, La Société rurale traditionnelle en Languedoc, tome 2. — HENIN, Cours de physique du sol, tome 2. — LEMIEUX, Les Vieux n'ont conté, tomes 7 à 9. — LOUSSERT et BROUSSE, l'Olivier (premier vol. d'une collection nouvelle Techniques agricoles et Productions méditerranéennes, dirigée par René COSTE). — PELLAT, Ibn Al Muqaffa « conseiller » du Calif. — PELLAT, Textes arabes relatifs à la doctylonomie. — RAVIGNAN et BARBDETTE, Découvrir une agriculture vivrière. — RBG, Manuel d'arabe moderne. — SCHMIDT, Vocabulaire français-arabe de l'ingénieur et du technicien, tome 2 : la Pétrie. — SEIGNOLLE, Le Folklore du Languedoc (nouveau tirage). — SEIGNOLLE, En Sologne, mœurs et coutumes (nouveau tirage). — STUDIA ISLAMICA, tomes 44 et 45. — TABARI, Chronique, éd. de luxe en 4 volumes. — TIEROU, La Nam africain ou langage des traditions. — ZOUBER, Ahmad Babo de Tombouctou, sa vie et son œuvre.

## Vient de paraître :

## ÉCRITS SUR LES CINQ ROUES

(Corin-no-sho) Arts de combat

par Musashi MIYAMOTO

Introduction, traduction et notes  
par M. et M. SHIBATA

C'est la troisième volet de la spiritualité japonaise formant une excellente méthode de culture psychique utilisable non seulement par ceux qui pratiquent les ARTS MARTIAUX, mais également par tous ceux qui veulent faire de leur vie un combat et en sortir vainqueurs.

Prix ..... 24 F

## LINGUISTIQUE :

En sus des ouvrages de notre fonds propre, nous sommes à même de fournir, sur place et par correspondance, des éléments d'étude pour la plupart des langues orientales, africaines et océaniques.

Nous distribuons les ouvrages publiés par :

L'OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER

Niveau scientifique. Notre catalogue énumère les titres en vente et donne le détail des différentes collections.

CATALOGUE 1978 (112 pages)  
en distribution

DEMANDE D'ENVOI GRATUIT

NOM .....

ADRESSE .....

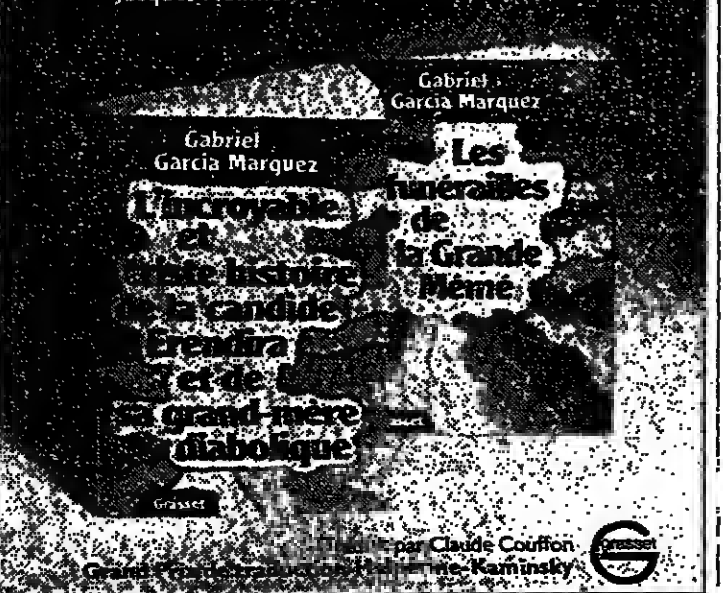
Éditions

G.P. MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin - 75005 PARIS

## Gabriel Garcia Marquez

« C'est entendu : Gabriel Garcia Marquez est un géant. »  
Jacques Meunier, Les Nouvelles Littéraires.



## EN LIBRAIRIE AUJOURD'HUI

le nouveau livre du professeur  
**Jean Bernard**  
de l'Académie française

## L'Espérance

ou le nouvel état de la médecine

Le sang, le cœur,  
le cancer, le rêve,  
par un grand savant  
qui s'adresse  
au public  
le plus vaste

Buchet/Chastel



## Sabatier le ravi

(Suite de la page 15.)

Au passage, l'auteur n'oublie pas sa seconde passion après celle de l'enfance — à moins qu'elle ne fasse qu'une avec la première : cette poésie française, dont il a retracé l'histoire en sept volumes, qui seront un jour d'it. Hugo, Meret, Villon, tiennent concubine. Régner et Apollinaire se joignent à eux et se font écho dans l'au-delà d'un musée imaginaire de la poésie, d'un panthéon intime, chère à l'auteur.

COMMENCÉ dans l'anchoïade et la pégolade, poursuivi dans la science-fiction à la Wells et le conte pour enfants où défilent les illusions joyeuses à Grimm, Perrault, Swift, Kipling et Lewis Carroll, le livre se présente de bout en bout comme un éloge de toute poésie, dans l'art de vivre comme dans l'art d'écrire.

Si les lilles et les abricotiers conversent ensemble, c'est qu'une musique mystérieuse les unit effectivement et demande à être perçue. « Seuls les choses belles et les sentiments simples pourront encore sauver l'homme », est-il dit quelque

part. Sabatier ne fait pas gronder les grandes orgues du verbe, il préfère la flûte de l'observation courante, de la tradition orale. Il fait sien le proverbe africain selon lequel « un vieillard qui meurt, c'est une bibliothèque qui brûle ». Il recueille, en paysan.

par Bertrand Poirot-Delpech

De tous les écrivains fantastiques français — Marcel Brion, Schneider, Chérière, Ceyrol, Feregg, Pons — il se révèle le plus confiant dans l'extrémité du quotidien. L'étrangeté commence pour lui avec la familiarité, celle des dictees naïves où l'on s'émervaille des travaux et des jours, des saisons et des champs.

L'INNOCENCE radieuse des Enfants de l'été n'en étouffe pas la malice. Le livre s'interroge plus subtilement qu'il n'y paraît sur l'essence et la définition de la poésie.

Le personnage de l'« écrivain » se montre trop modeste quand il assure que, dans ce paradis du Luberon, la nature, tant elle est belle, « devient écriture », et qu'il suffit « de le raconter ». Le santonnier approche davantage la vérité lorsqu'il lui réplique : « C'est presque plus beau quand vous le dites ! » Tout est dans le « presque ».

Ce sont les poètes eux-mêmes qui ont le mot de la fin et le fin mot, lors de leur colloque imaginaire. « On n'en parle pas, mais la poésie est là », dit Apollinaire. Pour Malherbe, elle est dans la tête ; pour Lamartine, dans le cœur ; dans la bedaine, pour Reboul ; au bout du poing pour Rimbaud. « Partout où l'homme sait dominer l'immensité », profère Hugo, égal à son sens du grandiose.

Et pour Sabatier ? Dans une omelette de quinze œufs aux herbes de la garrigue, arrosée d'un châteaufort, je ne vous dis que ça...

★ LES ENFANTS DE L'ÉTÉ, de Robert Sabatier. Albin Michel, 221 pages, 39 F.

FERNAND NATHAN

### DICTIONNAIRE DES TYPES ET CARACTÈRES LITTÉRAIRES

par G. AZIZA, G. OLIVIERI, R. SCHTRICK

Un dictionnaire original pour tous ceux qui veulent mieux comprendre les mécanismes littéraires.

Plus de 1.000 œuvres recensées  
208 pages ..... 45 F

en vente chez votre libraire

GAGNER DE L'ARGENT AVEC SA PLUME... EST-CE POSSIBLE ?

Vous le saurez en lisant la brochure n° 411 « le plaisir d'écrire », envoyée contre 2 F par l'ÉCOLE FRANÇAISE DE RÉDACTION. Établissement privé soumis au contrôle pédagogique de l'État, 10, r. de la Vierge, 75001 Paris. Tél. : 286-25-14.

LA PLANÈTE DES VACHES  
Pour transmettre aux très petits l'amour et la connaissance de la Montagne et de la Nature. Un très joli album de Brigitte QUINQUET.

BIAS chez votre libraire. 15 F.

## ANNE PHILIPPE



### Un été près de la mer

"Avec Un été près de la mer, Anne Philippe nous donne cette année le plus mûr, le plus beau de ses livres, le plus chargé de poésie profonde, le plus dépouillé aussi, peut-être, simple comme son titre fait de petits mots quotidiens".

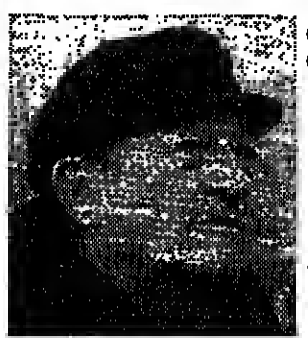
Joséphine Duranton - Le Monde

GALLIMARD

## SEGHERS

un grand événement poétique :

### "Le Temps des Merveilles"



de PIERRE SEGHERS (œuvres poétiques 1938-1978)

L'œuvre, enfin rassemblée, d'un grand poète méconnu pour avoir bien servi la poésie au détriment de son œuvre.

## polémique

### Jean-Marie Benoist dans l'arène

● Les bonnes têtes de Turcs ne suffisent pas.

NORMALIEN, agrégé de philosophie, ancien conseiller culturel auprès de l'ambassade de France à Londres, compagnon de route des nouveaux philosophes, auteur de quelques ouvrages favorables à l'Europe, M. Jean-Marie Benoist affrontera, en mars prochain, M. Georges Marchais dans la première circonscription du Val-de-Marne, où il se présente avec l'investiture du parti républicain.

Un candidat sans espérances ne prend jamais trop de précautions. Avant de brader les couleuvres électorales parmi les « infidèles » de la grande banlieue rouge, celui-ci écrie d'abord le programme commun sous un réquisitoire en cent seize pages, mince d'épaisseur, mais lourd d'ambitions. Un singulier programme. Puis, d'une plume qu'il voudrait vengeresse, il malmène sans ménagement ceux qu'il qualifie non sans exaltation de « nouveaux primaires », « ces légions d'hommes tous pareils et pareillement médiocres », en train de croire et de multiplier à l'Est en Ouest, depuis Moscou jusqu'à Washington. Indifférem-

ment produits par le matérialisme dialectique et le mercantilisme bourgeois, ils engendrent à leur tour un « univers de ressemblances sans relief et d'uniformité sans faille », où les élites se dissolvent « dans l'anonymat plombé d'une masse serrée ».

Avec pareilles et si vulnérables têtes de Turcs, il ne restait plus qu'à cogner, pourfendre, rompre sans relâche et à tour de bras, puisque l'auteur a choisi le genre polémique. En précautionneur et bon élève de la rue d'Ulm, il préfère mêler une cohorte de noms célèbres à sa double charge, invoque tour à tour Hobbes, Bentham, Marcuse, sainte Thérèse, Freud, Bernanos, Platon, Dostoevski et quelques autres, sans oublier naturellement Heidegger, Hölderlin et le cher Héraclite.

#### Des citations inexactes

Pourquoi s'arrêter là et ne pas citer aussi davantage la Bagdad Gité, saint Jean Chrysostome Zoroastre ou Andronio de Rhodes, si connus au Kremlin-Bicêtre ?

Après de brefs et bons débuts, les deux livres s'effiloient, se perdent l'un et l'autre en digressions et la démonstration manque d'étincelles.

Avec les Nouveaux Primaires, l'auteur tenait un excellent sujet. L'émergence de technocrates grisâtres, obtus, insensibles, lui offrait l'occasion d'esquisser une fresque sociale, des anticipations prémonitoires, une analyse rigoureuse, et voilà qu'il gâche cette belle tâche par de longs discours sur d'autres questions, un commentaire interminable des Possédés et l'apparente conviction qu'il apporte la solution à quelque chose de neuf. Or, voilà quarante ans, des prospectus de la III<sup>e</sup> Internationale réfugiés à Moscou déconstruisaient dans l'angoisse comment la liberté illimitée des prophètes révolutionnaires aboutissait sous leurs yeux au despotisme illimité de Joseph Staline. Leur horreur laissa quelques traces dans la littérature socialiste. Sa puissance passa plus tard comme un trait de feu dans l'Homme révolté, d'Albert Camus, œuvre majeure, qu'il est grand temps de remettre à sa juste place.

Nul ne reproche à Jean-Marie Benoist ni à quelques jeunes gens de son âge d'arriver après la bataille, ni de faire comme si aucune voix n'avait dénoncé l'imposture totalitaire avant eux et Soljenitsyne. Mais il y a trop de citations inexactes et de références fausses. Passe encore d'attribuer à Marat la phrase célèbre

« pas de liberté pour les ennemis de la liberté », universellement reconnue à Saint-Just. Un ancien conseiller culturel ne devrait pas classer parmi les œuvres d'Erckmann-Chatrian la Dernière Classe, d'Alphonse Daudet. Contrairement à ce qu'il imagine, Staline n'est pas mort en 1952, mais l'année suivante, et le jeune gouvernement révolutionnaire ne guillotina personne pendant les massacres de septembre 1932. Enfin, von Ribbentrop n'était pas maréchal, mais ministre des Affaires étrangères du III<sup>e</sup> Reich, et vendait du champagne jusqu'à ce qu'il s'occupe de politique, pour notre malheur et le sien.

Vite écrits, trop évidemment improvisés, ces deux ouvrages ne serviront guère Jean-Marie Benoist. Sa femme pour une Europe définitive promettrait beaucoup mieux. La violence littéraire se prépare de loin. Avec beaucoup de soin, de patience, elle s'ajuste comme une balle d'or placée entre les deux yeux.

GILBERT COMTE.

★ UN SINGULIER PROGRAMME, par Jean-Marie Benoist. PUF, 128 p., 24 F.

★ LES NOUVEAUX PRIMAIRES, par Jean-Marie Benoist. Ed. Héros Héros-Albin Michel, 240 p., 29 F.

## poésie

### L'IMAGERIE DE JOYCE MANSOUR

● De merveilleux « égarements ».

UNE bonne dizaine d'ouvrages ont été définitivement Joyce Mansour dans la lignée surréaliste. L'amour, la liberté, le rêve, la poésie : depuis Cris, en 1953, elle se tient au carrefour de ces quatre chemins qui n'en font qu'un, en ce lieu précis où André Breton a convoqué, durent près d'un demi-siècle, celles et ceux qui ne pouvaient donner à leur présence ici bas d'autre objectif que de changer la vie, de transformer le monde, d'écarter au merveilleux — à l'impalpable — tout ce qui n'est que le réel, d'en finir avec l'infinité sergent de la femme, de faire en sorte que la vie ait enfin cette rumeur d'agresseur aux tempes.

Déshabillés, les Gigants satisfaits, Répêches, Le Corré blanc, Histories nocturnes, etc. autant de recueils qui ont, au fil du temps, imposé cette « femme nocturne aux plaisirs inconnus d'elle-même ».

On a tant évoqué à son propos l'imagerie érotico-macabre et cauchemardesque qu'on hésiterait à marquer une fois de plus sur ce sentier-là si l'on trouvait quelque formule plus authentique. Mais il faut rendre les armes. Grâce à Joyce Mansour — sorte d'Égyptienne « noire » —

Eros cherche imperturbablement Thanatos.

Je cultive le pavot bistre  
J'ai fait de la chair  
La lymphe et la fissure  
Les Ton sec ne moutonne que  
Dans la harpe...

Tel poème, « litane pour un rêve prolongé », ouvre brutalement les portes du morbide : Les rues d'El Kontoro sont / Inconnaissables au crépuscule / Les peuples de la mort ont trente / Neuf doigts d'ordure.

Mais l'ultime vers annonce l'obscur fête : L'hiver est prince d'olive.

Joyce Mansour est naturellement surréaliste. Elle parle d'or, d'ombre avec une admirable aisance. Elle parle pythie comme elle respire. La mémoire et le fantasme, la réalité tour à tour chassée ou hurlante et la surréalité la plus sangrante s'épousent ici très harmonieusement.

Le peintre Jorge Camacho, avec six dessins arrachés aux bûchers du désir et de la terreur, l'a accompagnée, en seigneur, tout au long de ces merveilleux « égarements » où l'humour fait la nique à la raison lugubre, où le verbe enténébré ne bannit pas l'aveu no, bouleversant.

ANDRÉ LAUDE.

★ FAIRE SIGNE AU MACHINISTE, par Joyce Mansour. Six dessins de Jorge Camacho. Editions du Soleil noir, 160 p., 35 F.

### Et si Malraux n'avait pas existé...

LA démythification est à la mode. Une collection de Régine Deforges nous y invite. Elle a commencé par M. Jacques Chirac et M. Georges Marchais : Pol Vandromme a retré ses griffes pour parler — gentiment, ma foi ! — de François Mitterrand. Un groupe de confrères — un collectif — qui signe Jacques Bonhomme, exerce les siennes sur un cadavre tout chaud : celui de Malraux.

Un écrivain, l'auteur de la Condition humaine ? Vous n'y êtes pas ! Mais alors pas du tout ! C'est un dandy — « cape noire doublée de blanc, cannes extravagantes, rose éternelle à la boutonnière » — qui n'a vu des écrivains qu'en « collection » — « habiller selon ses goûts ». Un « commerçant », un « homme d'affaires », qui l'est resté toute sa vie. Un « riche amateur », qui déteste la bagarre, s'en approche juste assez pour ne pas « mouiller ses escarpins ». L'éditeur de textes érotiques. En art, un aveugle, passé à côté des « grands » de sa génération, préférant Maurras aux surréalistes et Galanis à Marx Ernst.

En Indochine, cet esthète « bénéficiaire » d'une condamnation (pour vol de statues) qui fait de lui, à sa propre surprise, un « grand écrivain », grand écrivain, homme de gauche et révolutionnaire. Il n'aura plus qu'à continuer dans cette voie, à « violer le Chino en sleeping » pour écrire la Condition humaine. Faux homme de gauche, en fait homme d'ordre et véritable arriviste, il ne cessera plus de prendre les trains en marche. Et le réquisitoire continue sur ce ton, pendant cent pages...

Certes, pour édifier sa légende, Malraux n'a pas montré grand scrupule. Mais on peut être fabulateur et grand écrivain, de même qu'on peut être, comme Dali, un mythomane et un grand peintre. Une chose est vraie, dans le réquisitoire de Jacques Bonhomme : Malraux n'est pas notre Shakespeare. Ses dernières œuvres sont décevantes et — parfois — piloyables. (Mais les Chênes qu'on abat, est-ce que cela n'a vraiment aucun intérêt ?)

N'aurait-il écrit que l'Espoir, cent pages de la Condition humaine, un ou deux dialogues des Noyers de l'Altenburg... et la préface au Temps du mépris, Malraux vaudrait bien les romanciers qui font les choux gras de M. Jacques Bonhomme, d'André Salmon et Mme Simone de Beauvoir. Et puis, tout de même, il a mis sa vie en jeu. Tous les intellectuels n'en font pas autant.

PIERRE DE BOISDEFRE.

★ ANDRÉ MALRAUX, par Jacques Bonhomme, 128 pages, coll. « Nos grands hommes », Régine Deforges, 18 F.

Un bon dictionnaire qui ne t'ultra fait la force de la française. Il lui doit sa richesse. Sa parution nements de la vie littéraire.

Mais il restait noms propres pour Grand Robert de la France et son équipe ont travaillé ce nouveau dictionnaire. La méthode de le Grand Robert.

Aujourd'hui, le vrai grand dictionnaire est présent ensemble.

La langue : 7 volumes. En 6.000 pages.

un bilan complet de la langue et contemporaine. Chiffres nombreux cités empruntés aux institutions françaises, depuis Butor ou Le Cézire.

Dictionnaire

صكذات الاصل



# Le grand Robert analogique en 11 volumes.

**Noms communs:**  
orthographe, syntaxe,  
synonymes, contraires,  
définitions, citations.

**Noms propres:**  
histoire, géographie,  
arts, lettres, sciences.



Un bon dictionnaire de langue est un dictionnaire qui ne traite que de langue. Ce postulat fait la force du Grand Robert de la langue française. Il lui doit sa précision, sa rigueur, sa richesse. Sa parution fut d'ailleurs un des événements de la vie littéraire des dernières années.

Mais il restait à traiter la question des noms propres pour compléter les 7 volumes du Grand Robert de la langue française. Paul Robert et son équipe ont travaillé plusieurs années sur ce nouveau dictionnaire, en y apportant l'expérience, la méthode et l'intelligence acquises avec le Grand Robert.

Aujourd'hui, pour la première fois, un vrai grand dictionnaire de langue française et un vrai grand dictionnaire de noms propres sont présentés ensemble. Découvrez-les.

#### La langue : 7 volumes

En 6.000 pages, le Grand Robert dresse un bilan complet de la langue française classique et contemporaine. Chaque mot est illustré de très nombreuses citations (200.000 en tout) empruntées aux meilleurs auteurs de la littérature française, depuis Villon jusqu'à Queneau, Butor ou Le Clézio...

Le Robert en 7 volumes est le seul dictionnaire à la

analogique et mot est présenté avec la liste complète de ses synonymes et des contraires (exemple: à "doux", vous trouvez 130 synonymes et 50 contraires). La méthode analogique permet d'enrichir constamment son vocabulaire en retrouvant des mots oubliés et en découvrant des mots inconnus.

#### Le savoir : 4 volumes

3.200 pages, 40.000 noms propres, des illustrations en couleurs presque à chaque page: le Grand Robert des noms propres est un extraordinaire trésor d'informations sur l'histoire, la géographie, les arts, les lettres et les sciences. Non seulement il répond complètement à toutes les questions, mais sa richesse et sa beauté invitent constamment à le questionner et à lui demander plus.

Le Grand Robert des noms propres est un dictionnaire d'aujourd'hui. Tout ce qui compte dans la vie culturelle quotidienne y a sa place: aussi bien Astérix que Mai 1968, Jacques

Chirac que Charlie Hebdo...

En plus, le Grand Robert des noms propres bénéficie aussi de la méthode analogique: chaque nom propre renvoie aux événements, aux lieux ou aux hommes qui lui sont associés.

Le Grand Robert de la langue française et des noms propres en 11 volumes permet une véritable maîtrise du langage et de la culture d'aujourd'hui.

Pour découvrir tous les avantages que vous rendra le Grand Robert analogique de la langue française et des noms propres en 11 volumes, recevez chez vous, sans aucun engagement, notre documentation détaillée.

Adrian Zdzienicka, Sympa/CE

**LE ROBERT**  
Dictionnaire analogique de la langue française  
et des noms propres.

**GRATUIT**

**BON DE DOCUMENTATION**

Envoyez-moi gratuitement et sans aucun engagement de ma part une documentation complète sur le Robert en 11 volumes.

M., Mme, Mlle \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

A retourner sans affranchir à S.N.L. Le Robert  
107, avenue Parmentier - 75011 Paris.

802 088







## lettres étrangères

(Suite de la page 15.)

Mais dis-ble, direz-vous, quel est ce tout ce qui vient faire avec ce livre ? Quel lien avec Vassilios Vassilikos, dont le nom est si modeste, Roy Roy ? Quel rapport avec l'auteur de Z, des Photographies, du Punt-Harpon, de L'Unité II et de la Belle du Zéphire ?

Quel rapport ? Un rapport vital, total, un rapport substantiel, essentiel et existentiel, génétique, générique et phylogénétique. Depuis qu'il écrit — et même depuis qu'il n'écrit pas, c'est-à-dire depuis sa dure et tendre enfance — Vassilikos est le creuset de ces deux Grecs, l'endogène et l'exogène, l'antichthon et l'exil, le comptable de son temps et le conteur de son époque, et toute son œuvre est politiquement, lyriquement, mystiquement la chronique de ce double et éternel voyage : être né ici et être né ailleurs, être l'humus d'un sol aride et l'homo d'une terre impitoyable.

Son œuvre est très exactement le catalogue de ses racines et le manuel de ses exils, et cette œuvre culmine en ce livre, diatribe, c'est-à-dire testament de ce qu'il légué à son présent et au futur : la richesse d'un humus et d'une errance fébrilement crue, impitoyablement recommandée.

Donc, et pour introduire au triple sens de ce livre, de quel nous parle-t-il au juste ? On plonge, de qui ? D'un certain Glafkos Thrassakis, pseudonyme imaginaire d'un personnage imaginaire — Lasaros Lazaridis — lui-même pseudo-pseudonyme d'un écrivain réel du nom de Vassilios Vassilikos. En cette œuvre, nous touchons cette zone sensible de la langue grecque où patronyme et substantif, non propre et non commun s'équivalent ou se superposent. Cœur qui commença de battre il y a trente siècles quand un certain Odyssée (Ulysse) décrivit son Odyssée, son Ulysse, fût-il dit, depuis bientôt trente ans, Vassilikos n'écrit rien moins, écrivain de trente ans d'œuvres dont les titres ne diffèrent que pour mieux nous tromper, n'écrit rien moins que sa Vassilikée, son incessant et difficile retour dans son Ithaque à lui, qui est l'île de Thassos. (...) L'exil politique est devenu une réalité amère et quotidienne

de notre temps. Curieusement, il se déroule selon un axe unique, qui est un axe est-ouest pour l'Europe, un axe ouest-est pour les pays d'Amérique latine. Exilés des sociétés socialistes, rescapés des goulags soviétiques, ou des prisons tchécoslovaques, qui se réfugient dans l'Europe de l'Ouest. Exilés du Chili, de l'Argentine et du Brésil, qui se réfugient eux aussi vers l'Europe. De ce double et constant mouvement, les Français ne semblent pas avoir conscience et n'en perçoivent que des aspects infimes, anecdotiques. On ne connaît plus guère de nos jours d'exilés français en Europe, et nous avons du mal à comprendre, à ressentir les quotidiennes tragédies qui se cachent derrière le mot de réfugié politique.

### Une force encluse dans les siècles

Depuis 1949, fin de la guerre civile en Grèce, des milliers de Grecs ont quitté leur pays pour les pays de l'Est ou pour l'Europe. Leurs enfants y ont grandi au point d'oublier quelquefois jusqu'à leur langue maternelle. Là encore, dans les nouvelles écritures au cours de sept années de dictature, et alors qu'il était lui-même un Grec errant d'Italie en Allemagne et d'Allemagne en France, Vassilikos s'est fait le témoin, le chroniqueur de cette nouvelle diaspora.

Mais il est une autre forme d'exil qui est le sujet même de ce livre, une forme moins connue parce qu'elle est moins dramatique et plus secrète, et que je nommerai l'exil involontaire. Devoir quitter sa terre natale — la Grèce — non parce qu'elle vous y contraignait, parce qu'on y craint la prison ou la déportation, mais parce qu'il est vital de trouver sur la terre une autre substance et substance de vie et parce que le vent, soudainement, impérieusement, une force encluse dans les siècles. C'est aussi cet appel que répond Glafkos Thrassakis quand il décide de partir pour l'Amérique et pour l'Europe.

De nos jours encore, qu'il soit marin, artisan, ouvrier ou intellectuel, n'importe quel Grec sait que tôt ou tard il sera appelé

à partir. C'est en ce sens que Glafkos Thrassakis est à la Grèce d'aujourd'hui ce que d'autres errants furent à celle d'autrefois : une banale — et donc exemplaire — incarnation du destin grec, un être déchiré en qui se lit, s'écrit le millénaire dialogue entre la terre natale et celles lointaines qui vous font naître une seconde fois. Il choisit de partir, mais choisit-il vraiment ? Le vagabond, l'ambulant, choisit-il les chemins ?

Où qu'il aille Thrassakis, à Spolète, à Venise, aux U.S.A., à Amsterdam, à Berlin, à Paris, il rencontre la Grèce et les Grecs, et chaque rencontre est, comme



\* Vassilikos, dessin de Juliet.

en raccourci, en réduction, un retour manqué. Le grand retour, celui qui mène vers la terre natale, apparaît, à mesure qu'il erre et qu'il rêve, comme un mirage inaccessible, un canche-mir où l'homme avance sur des chemins qui sans cesse se dérobent. Et l'on trouve là le thème, la hantise de toute grécité. (...)

Entre ces départs, ces retours, ces départs à la fois espérés et contraincts, ces retours à la fois voulus et redoutés, réside le troisième degré de l'exil, le plus

emer et le plus grec, l'exil en son propre pays. (...)

Être un Grec errant aujourd'hui ne signifie plus rencontrer uniquement des Lotophages, des Lestrygones et des Cyclopes. Non que ces créatures mythiques aient vraiment disparu. Elles ont pris simplement d'autres formes, insidieuses et donc d'autant plus effaçables.

Les Lotophages, ce peuple du Sud où les compagnons d'Ulysse subirent les dangereuses délices de la consommation du lotus, la fleur qui faisait oublier la Grèce, ce sont bien aujourd'hui les peuples d'Occident, des sociétés de consommation où l'ancien paysan d'Égypte devenu ouvrier chez Philips ou Grundig, où l'ancien ouvrier de Salonique devenu mineur en Belgique, où l'ancien enfant des Cyclades devenu marchand de marrons, succombent tôt ou tard aux délices des supermarchés. Là résident les nouveaux Lotophages, et c'est là que l'on rencontre les nouveaux compagnons d'Ulysse et ceux de Glafkos Thrassakis, déjà oubliés du retour. C'est là qu'ils risquent le plus de succomber, de rencontrer de dangereuses délices — quelque CARREFOUR — les amusements de victuailles de quelque MAMMOUTH croyant innover en leurs nouveaux en PRISANT UNIQUEMENT les fleurs du pays des Lotophages. Oui, c'est là désormais que s'écrivent les nouvelles Odyssées et c'est ce monde-là notre monde, qui hante tout entier ce livre. C'est, ainsi, sans nul doute que naissent les nouveaux mythes, ceux que Vassilikos collectionne inlassablement depuis tant d'années.

### Antigone et Pénélope

Dans les Photographies, il remarque tout incidemment que le mot HERAKLES ne désigne plus, pour la plupart des Grecs, qu'une marque de cimentier. De même, MINOS dit avant tout une marque de vin crétois et ANTIGONE (où les néo-mythes vont-ils se nicher, c'est le cas de le dire ?) des sous-vêtements féminins. Ces nouveaux mythes, ces néo-mythes, on les retrouve tout

au long de cette œuvre, et ils sont justement le signe le plus évident, le plus indiscutable que les errances modernes ont inversé leur signification.

Jamais la déralion — mais aussi le bonheur — d'être Grec en ce monde ne furent si bien décrits. A l'inverse de tel héros moderne, le Grec errant n'est jamais un voyageur sans bagage, et surtout sans bagage culturel. Mais voilà bien longtemps qu'il a dû échanger ses mythes à la consigne des mille gares du monde, au transit des aéroports et dans les entrepôts de tous les ports. En échange de quoi (et c'est tout un symbole) ? En échange d'une carte de résident temporaire.

Aujourd'hui, si Ulysse revenait à Ithaque (ou Glafkos Thrassakis-Vassilikos à Thassos) il retrouverait Pénélope gérante de quelque xénona, de quelque hôtel pour touristes. Il faudrait bien un jour dire cette Grèce-là, surtout celle-là, celle qui, pour la première fois de son histoire, n'exporte plus ses mythes dans le reste du monde mais importe le reste du monde venu chercher chez elle les mythes qui l'ont à jamais désertée.

Vassilikos est au cœur de ce

double voyage, entre les mythes anciens qu'il retrouve aux antipodes de la Grèce et les mythes néo-grecs qu'aucun étranger n'a encore aperçus ni perçus. Vassilikos, comme Glafkos Thrassakis, comme tous les Grecs dont il a décrit et partagé la diaspora, est le président de fait des résidents temporaires du monde. Il vit, il écrit, il décrit la Grèce quelque part en Europe, et donc il décrit l'Europe telle qu'aucun des Européens n'est susceptible de la voir. Et il nous renvoie son image ambiguë, car elle est là, indiscutablement, cette véritable Europe, non celle que nous préparons les « Sages » de Strasbourg — nouveaux Solons ou Dracons de notre avenir — mais dans ce mirage vide et scintillant, empli de toutes les insinuations des nouveaux Lotophages et dont il est lui, Lazaridis, lui, Thrassakis, et lui, Vassilikos, le nouveau découvreur et le seul peut-être à n'y pas succomber.

JACQUES LACARRIÈRE

## Lentilles de contact souples

On les met et on les oublie...

Fabriquées dans une nouvelle matière souple et perméable à l'eau, spécialement destinées aux yeux sensibles, elles apportent une solution parfaite aux problèmes de tolérance. Elles sont encore plus agréables à porter et encore plus invisibles.

Essayez YSOPTIC

80, Bd Malesherbes 75008 PARIS Tél. 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

# L'HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE

des origines à nos jours

plus qu'une encyclopédie : un véritable panorama des arts et des idées



Cette collection a comme ambition de traiter de la littérature comme d'une partie de toute l'histoire de notre nation, de faire, en somme, le portrait de chaque époque afin de rendre plus intelligible le portrait de nos écrivains. Ainsi l'histoire de la langue française, l'histoire des idées, des sciences et des arts, l'histoire politique, sociale ou économique, ont ici, et pour la première fois dans un ouvrage de ce genre, toute leur place.

### C'est une œuvre collective

Histoire littéraire absolument nouvelle, à laquelle 200 spécialistes, universitaires, écrivains, linguistes, historiens, sociologues, musicologues, critiques ont travaillé en commun plusieurs années, cette collection dirigée par Pierre ABRAHAM et Roland DESNE, offre toutes les garanties de sérieux et d'objectivité dans la recherche.

### Directeur des tomes

Tome I - Des origines à 1492 : Jean-Charles PAYEN (faculté de Caen). Tome II - 1492 à 1600 : Henri WEBER (faculté de Montpellier). Tomes III et IV - 1600 à 1715 : Anne UBERSFELD (Sorbonne). Roland DESNE (Université de Reims). Tome V et VI - 1715 à 1789 : Michèle DUCHET (Ecole normale supérieure de Fontenay) et Jean-Marie GOULEMOT (faculté de Tours). Tome VII et VIII - 1789 à 1848 : Pierre BARBERIS (Ecole normale supérieure de St-Cloud) et Claude DUCHET (Université de Vincennes). Tome IX et X - 1848 à 1914 : Claude DUCHET. Tome XI et XII - 1914 à nos jours : Michel DECAUDIN (Sorbonne) et André DASPRES (Université de Nice).

### Tous les genres littéraires

Des classiques au roman policier, des œuvres en langue d'oïl à la bande dessinée, tous les genres littéraires sont traités. Sans préjugés politiques ou d'idéologie, ce livre est ouvert à tous les auteurs des plus connus aux moins connus. L'éclairage nouveau sous lequel ils sont présentés les restitue dans leur époque avec une parfaite authenticité. Ainsi, par l'étude critique des auteurs de tous les genres littéraires, comme de toutes les périodes, cette collection constitue de la manière la plus vivante le meilleur guide pour une compréhension globale de notre patrimoine culturel.

### L'iconographie

L'illustration a la double originalité de réunir un nombre d'images encore jamais rassemblées pour accompagner l'étude des écrivains, et de renouveler l'iconographie tant par la manière de la présenter que par le choix des documents peu connus.

### Présentation

- 12 volumes élégamment reliés, gravés à l'or fin d'après des fers originaux ;
- Des milliers d'illustrations en noir et couleur, très souvent inédites ;
- Typographie en Times corps 10, impression en deux couleurs avec notes intertextuelles ;
- EN ANNEXE de chaque volume : bibliographie, index des auteurs et des œuvres et de précieux tableaux chronologiques et synoptiques.

### Une critique unanime

- "L'Histoire Littéraire de la France" sera de ces très rares réussites totales qui marquent l'histoire de l'édition". Jacques CELLARD - Le Monde
- "Enfin une histoire littéraire comme les socialistes en rêvaient". La Nouvelle Revue Socialiste
- "Ces livres se lisent avec autant de plaisir que de profit". Roger FAYOLLE - SNESUP
- "Une réussite. C'est beau. C'est savoureux. C'est substantiel aussi". Marie-Louise COUDERT - Humanité
- "Cette entreprise réhabilite un genre, une science dont ne peut se passer qui veut comprendre la littérature". Yannick PELLETIER - Humanisme
- "Des cours d'amour aux 'pièces nickelées'... une entreprise stupéfiante, gigantesque... Un effort collectif et individuel immense". Jean PRASTEAU - Le Figaro
- "Pour la première fois, la littérature française est considérée comme un héritage inaliénable de la nation entière". Jean-Marie BORZEIX - Le Quotidien de Paris

le meilleur guide pour une compréhension globale de notre patrimoine culturel

BON DE DOCUMENTATION GRATUITE à retourner à  
CULTURE ARTS ET LETTRES  
24 rue de Roissy, 75010 PARIS

NOM \_\_\_\_\_  
PROFESSION \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_



## enquête Crise de l'édition ou de l'érudition ?

### Sept Presses d'université à la recherche d'un remède

Édition d'érudition, de recherche, savante, scientifique ou universitaire... Les mots recouvrent un domaine difficile à cerner, mal connu, mal diffusé, d'ouvrages plus ou moins spécialisés, tirés en général à un faible nombre d'exemplaires, exceptionnels, à quelques milliers lorsque le titre est « au programme » d'un grand concours; ces livres-là, on ne les trouve que très rarement chez les libraires, les mass media n'en parlent ordinairement pas, et il leur faut, le plus souvent, une bonne dizaine d'années pour épuiser leurs maigres tirages...

CES livres-là étaient, traditionnellement, en Europe, le rief de maisons familiales, spécialisées, centenaires, parfois artisanales et qui perpétuaient, avec amour et dévouement, les méthodes d'édition du siècle passé : Vrin, Nizet, Klincksieck, Champion, Picard, Maisonneuve, Mouton, les Belles-Lettres, Droz à Genève, de Gruyter à Berlin, etc. Aujourd'hui, ces dignes et sérieuses maisons traversent une passe difficile, avec des livres dont les tirages s'amoindrissent : « Mon grand-père, déclarait récemment le directeur de la librairie Vrin, tirait en moyenne à cinq mille exemplaires; mon père à deux mille; en 1960, nous en étions à mille et, aujourd'hui, j'en suis à quatre cents... »

Un fait est là : l'édition est en crise. On plutôt l'édition d'érudition. Et ce marasme survient, paradoxalement, en un moment où la multiplicité de la production universitaire et para-universitaire produit une masse de travaux de plus en plus érudits, et où la maxime américaine « Publish or perish » (« Publier ou périr »), ayant franchi l'Atlantique, oblige chacun à être imprimé pour justifier sa fonction dans l'université. Cette production énorme, comment la sélectionner, comment l'amortir, comment en faire parler, comment la diffuser ?

#### La moitié de la production vendue à l'étranger

M. Michel Minard, qui a créé, il y a près de vingt-cinq ans, avec ses propres deniers, une maison qui travaille essentiellement à la diffusion de travaux savants de critique et d'histoire littéraires, se montre inquiet pour l'avenir : « L'érudition en péril ? Je ne sais pas. Ce n'est pas seulement la France qui a des difficultés : on constate partout une évolution de la culture, en même temps qu'un abaissement du niveau des étudiants qui fait que le livre d'érudition est peut-être ses dernières années... Les livres sont de plus en plus chers à faire, à vendre, et les débouchés sont de plus en plus restreints pour une littérature ultra-spécialisée qui n'intéresse que les spécialistes. »

Je ne considère pas les éditeurs d'université comme des concurrents qui ont mené le pain de la bouche, et je recherche aux éditeurs traditionnels de se contenter, trop souvent, de n'être qu'une boîte à lettres entre l'imprimeur et l'éditeur et de n'avoir aucune politique éditoriale. De ma génération, je suis le seul qui ait créé une maison d'érudition et je me sens très seul... Il conclut : « Ce n'est pas un travail glorieux. Les best-sellers ne sont pas pour nous. Moi, je n'ai que des invendables. On des peu vendables... »

Des invendables consacrés à l'œuvre d'Apollinaire, de Gide, de Céline, de Claudel, de Camus, de Valéry... Et qui, même arides ou parcellaires, constituent le fonds irremplaçable grâce auquel s'élaborent les œuvres complètes d'un auteur... Dans ce domaine, tout a changé depuis 1968. Avant, un éditeur sérieux pouvait compter sur une vente sûre d'environ six cents exemplaires aux bibliothèques françaises et étrangères; la crise des universités américaines, l'assèchement, l'ont qu'on arrive aujourd'hui à deux cents ! Un seul pays constitue un marché en expansion, notamment dans le domaine de la critique littéraire : le Japon ! Or, plus de la moitié de la production savante est vendue à l'étranger.

De leur côté, les étudiants achètent moins et les éditeurs incriminent les « éditions-pirates » par photocopie. Pour y remédier, on a voulu taxer fortement les appareils à photocopier; on invente des encres spéciales à imphotocopiables... Mais le problème demeure.

#### Les « proféditeurs »

Jusqu'à-là, la plupart des travaux universitaires étaient publiés par une maison d'édition classique liée par contrat avec l'université ou le service de recherche concerné; certains de ces accords subsistent encore : la collection des Annales chez Colin; Dijon aux Belles-Lettres; Rennes, Strasbourg, Orléans, Nanterre, Metz chez Klincksieck; d'autres encore aux Presses universitaires de France (1) ou chez Mouton (dont les bureaux parisiens ont fermé l'an dernier et qui ne subsiste à La Haye que comme une division de l'éditeur allemand de Gruyter).

La loi d'orientation prévoit qu'une des missions de l'université est de publier; après 1970, se crée un peu partout un nouveau type d'organismes universitaires, les « services des publications » qui prennent en charge, du début à la fin, la publication des livres.

A partir de 1972, sur l'initiative des Presses de l'université de Grenoble (PUG) — qui s'étaient constituées alors en société coopérative comprenant environ quatre cents actionnaires, enseignants ou chercheurs — s'est

dessiné un mouvement de création de Presses d'universités — sociétés à responsabilité limitée ou sociétés anonymes — disposant en principe d'une autonomie de décision et de gestion et, dans certains cas, de leur propre circuit de commercialisation. Cela a abouti, il y a à peine un an, à la création de l'Association française des presses d'université (AFPU) qui regroupe pour l'instant sept presses d'universités : les Presses universitaires de Grenoble, les Publications orientalistes de France, les Publications de l'université de Lille-III, les Presses de la Fondation des sciences politiques, les Presses universitaires de Lyon, les Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, les Publications de l'université de Saint-Étienne.

L'AFPU est affiliée à l'Association internationale des presses universitaires en langue française (AIPULF), ce qui permet des contacts et des coopérations avec les universités de Belgique, du Canada, du Liban ou d'Afrique francophone, et notamment l'établissement d'un catalogue commun.

Cependant, les nouveaux éditeurs, les « proféditeurs », ont rencontré un peu partout la méfiance des maisons traditionnelles d'érudition qui ont souvent vu d'un mauvais œil ces chercheurs ou ces enseignants, déjà salariés, soutenus par l'université, et qui ne prennent pas de risque commercial. « Nous voulons nous imposer comme des éditeurs au sens traditionnel et faire notre place dans la profession du livre », explique M. Dominique Rosselle, directeur des Publications de Lille-III, président de l'AFPU. Nous voulons publier des ouvrages de qualité internationale qui permettent à la recherche scientifique française de s'affirmer et de maintenir son rayonnement face à l'envahissement des travaux en langue anglaise. Nous passons trop souvent pour des « pirates », des concurrents déloyaux, prétendument privilégiés. Nous voulons que les éditeurs se rendent compte que nous avons les mêmes problèmes qu'eux. C'est pour cela que nous sommes entrés au Syndicat national de l'édition.

L'AFPU tentera d'atteindre certains objectifs communs : définir une politique commune face aux libraires en augmentant leurs remises; diversifier la production en éditant à la fois des ouvrages hautement spécialisés sur lesquels on perd de l'argent et des ouvrages de vulgarisation; mettre sur pied des conditions; organiser des promotions communes, catalogues collectifs; être présents dans les grandes manifestations et foires internationales; améliorer la diffusion en prenant un diffuseur commun, mais ce point reste le plus difficile à réaliser.

### Points de repères

#### ● PRESSES UNIVERSITAIRES DE GRENOBLE (dir. Claude Jeannin) :

— Spécialisation : politique, économie politique, écologie, littérature française des dix-huitième et dix-neuvième siècles, études dauphinoises.

— Titres : *Survivre à Sèveso*, *Alternatives au nucléaire*, *Les Nucleocraies*, par Philippe Simonnot. A paraître : *Conditions de travail et santé*; *L'Architecture stalinienne*, par Annette Kopp.

#### ● PUBLICATIONS ORIENTALISTES DE FRANCE (dir. Mme Simone Maviell) :

— Spécialisation : poésie, littérature, histoire d'Asie, manuscrits; — Titres : *Poèmes*, de Younouss Emre; *Le Livre de brasse*, de Souleimann; *Yousouf et le tecturne*, de Sabahettin Ali; *Le Dit de Ganji*.

#### ● PUBLICATIONS DE L'UNIVERSITÉ DE LILLE 3 (dir. Dominique Rosselle) :

— Spécialisation : histoire, égyptologie, études anglaises et irlandaises, philologie; — Titres : *Cahiers de philologie* (dirigés par Jean Bollack); *Études sur l'épigramme antique*; *Les Migrants temporaires en France, de 1800 à 1914*, par Abel Chatalein; *Études sur l'Égypte et le Soudan anciens*.

#### ● PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES (dir. Louis Bodin) :

— Spécialisation : histoire, science politique, sociologie; — Titres : *Le Kominform*, par Lily Marcou; *Crise du fédéralisme*, par Guy Bole; *L'Enseigne-*

ment secondaire des jeunes filles sous le III<sup>e</sup> République, par François Mayeur; A paraître : *Le Vocabulaire ouvrier de 1949*; *Le Parti radical*, par Serge Berneldin.

#### ● PRESSES UNIVERSITAIRES DE LYON (dir. Joël Sanguier) :

— Spécialisation : littérature, histoire religieuse, sciences juridiques et économiques, histoire régionale.

— Titres : *Les Ouvriers de la région lyonnaise (1849-1914)*, par Yves Leguin; *Economie publique de l'aménagement des transports*; *Paysans du Beaujolais et du Lyonnais (1800-1970)*, par Gilbert Gerrier; *Colloque Jules Vallès*.

#### ● ÉDITIONS DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES (dir. Mme Marie-Louise Dufour) :

— Spécialisation : histoire, sociologie, anthropologie, urbanisme (six cents volumes parus en vingt ans).

— Titres : *Revue des Annales* (chez Colin); *Communications* (au Seuil); *Libre et Éclair*, par François Furet et Jacques Ozouf (aux éditions de Minuit); *Recherche urbaine* (chez Mouton).

#### ● PUBLICATIONS DE L'UNIVERSITÉ DE SAINT-ÉTIENNE (dir. Claude Longeon) :

— Spécialisation : histoire régionale, études forézennes, littérature de l'âge baroque; — Titres : *Le Vie intellectuel en Foréz au seizième siècle*, par Claude Longeon; *Aspects de la vie religieuse en Foréz; L'Essor de l'humanisme érudit, de 1500 à 1614*, par Jean Jehasse.



\* Dessin de PLANTIC.

## histoire

### Autour d'une momie de Lille

● Un nouveau fragment de la légende d'Œdipe met en cause la malédiction tragique.

UNE découverte d'un grand intérêt pour l'histoire de la « tragédie antique », faite en 1974 à l'Institut de papyrologie et d'égyptologie de l'université de Lille-III, que dirige Jean Vercauteren, vient d'être portée à la connaissance du public. Dans le cartonnage d'une tête de momie en papier de récupération, rapportée d'Égypte au début du siècle par Pierre Jouquet, professeur à Lille jusqu'en 1919, se sont trouvés des lambeaux de papyrus sur lesquels on a lu, entre autres, les restes d'un poème lyrique grec, avec un fragment de trente-quatre lignes presque intactes.

Cinquante ans ont passé avant que l'on s'avisât d'examiner l'objet déposé dans une réserve et de dérouter les familles. Ce qu'on déchiffra, c'est un texte d'allure archaïque, qui raconte, sous une forme nouvelle, un épisode célèbre de la légende thébaine : la querelle des fils d'Œdipe. Dans le passage le mieux conservé, Jocaste s'adresse au divin Tirésias, puis à ses fils. Pour éviter que la malédiction qui pèse sur la descendance d'Œdipe s'accomplisse, elle s'occupe à un accord.

L'édition de ce manuscrit donnée par l'Institut d'égyptologie de Lille (1) contient l'examen papyrologique, la description des fragments du papyrus et une synthèse des observations communiquées par une trentaine de spécialistes de plusieurs pays, à qui la transcription du papyrus avait été soumise. Au terme de cette consultation, un large consensus s'est dégagé en faveur de l'attribution de ces vers au poète archaïque Stésichore, qui

a vécu autour des années 600 en Sicile, donc plus d'un siècle avant Sophocle. Mais il est évident que, malgré le caractère démocratique de la consultation, il ne s'agit là que d'une hypothèse. L'œuvre de Stésichore est par ailleurs très mal connue. Pour soutenir cette cause, les éditeurs ont eu recours avant tout à des arguments métriques et linguistiques. Une analyse interne du récit fait au contraire ressortir que le fragment fait partie d'une œuvre qui occupait, par rapport aux tragédies connues de la légende des fils d'Œdipe, une position particulière. Le règlement esquissé par Jocaste, dans ce texte nouveau, pour arrêter le conflit qui oppose ses fils, Étéocle et Polynece — sujet de la pièce d'Eschyle, les *Sept contre Thèbes* — correspond à une conception délibérément anti-tragique. En rejetant la vision tragique du destin conçu comme une succession de l'amour et de la haine, qu'on trouve chez Empédocle, la reine construit une position essentiellement politique. Elle invoque la tradition ancienne d'Homère, où le cours des choses est livré à l'arbitraire et à l'inconstance des dieux, pour refuser la loi implacable de la tragédie.

Nous avons présenté cette analyse, qui situe ce texte dans le champ des productions littéraires en Grèce, dans un des Cahiers du Centre de recherche philologique de l'université de Lille (2). L'originalité de la scène, qui nous est rendue par le hasard, réside à nos yeux dans sa portée critique.

JEAN BOLLACK

(1) Par les soins de G.-P. Ancher et Cl. Meilhan, dans les *Cahiers de recherche de l'Institut de papyrologie et d'égyptologie de Lille*, IV, Lille (PU), 1977.  
(2) Jean Bollack, P. Jodet de la Combe, H. Wismann, la *Revue de la Combe*, Cahiers de philologie, 2, Lille (PU) et Paris (Maison des sciences de l'homme), 1977, 25 p.

#### Vers un plus large public

Une petite exposition, qui se tient encore à la Maison des sciences de l'homme (2), tente de donner, en cent vingt titres, un aperçu de la personnalité et de la spécificité de chacun. On remarquera notamment la qualité et le soin, le luxe même, des ouvrages de la Fondation des sciences politiques, qui ne veut pas s'en tenir à des études électorales ou d'opinion, et qui met résolument l'accent sur l'histoire et la sociologie et qui s'est attachée à faire un inventaire de la société française de la Belle Époque (enseignement des jeunes filles, entrée en guerre, anciens combattants, etc.), de l'Algérie, du mouvement communiste; des projets de coédition avec les Éditions sociales sont en cours.

Il sera également intéressant de suivre la carrière commerciale du très sérieux ouvrage d'Antoine Prost : les *Armées Combattantes et la Société française, 1914-1939*, trois forts volumes (au prix de 330 F) parus presque en même temps que le petit volume du même auteur chez « Archives ». Des couvertures plus criardes attireront l'attention sur une option radicalement différente prise par les Publications de Grenoble, par exemple, qui, pour essayer de rompre le cercle du public universitaire, tentent de faire passer une information universitaire vers un plus large public et présentent des études sur Creys-Mailville, sur l'écologie ou sur « le ski en crise », et qui annoncent, par ailleurs, les œuvres complètes de l'abbé Prévost (huit volumes) et poursuivent la publication de deux collections en coédition avec François Maspéro : « Intervention en économie politique » et « Critique du droit ».

Plus loin, nous retiennent encore les productions des Publications orientalistes de France, avec les « Poèmes d'étranges pays » ainsi que les « Œuvres capitales de la littérature japonaise » au milieu desquels trône le *Dit de Ganji*, un érudiment de l'année littéraire, qui lance un pont entre l'édition savante et le public des lecteurs. Mais l'érudition a-t-elle pour fin d'être commercialisable ? Le débat n'est pas près d'être clos.

NICOLE ZAND.

(1) Les Presses universitaires de France, qui furent à l'origine une coopérative d'enseignants, ne sont pas une presse d'université, mais une maison d'édition classique.  
(2) Ouverte de 9 à 18 heures à la Maison des sciences de l'homme, 54, boulevard Raspail, jusqu'au 18 février.

**La Fondation Simone et Cino del Duca**  
organise, en son hôtel particulier, une série de dialogues sur  
**"LES PROBLÈMES ACTUELS DE L'HOMME"**  
1<sup>er</sup> dialogue : Jeudi 23 Février 1978 à 21 h.  
entre  
**LE PROFESSEUR JEAN HAMBURGER**  
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES  
et  
**M. MAURICE SCHUMANN**  
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE - ANCIEN MINISTRE  
10, rue Alfred de Vigny 75008 Paris - Tél: 766.01.21

**LA PENSÉE UNIVERSELLE**  
Important Editeur Parisien  
recherche pour création et lancement de nouvelles collections  
manuscrits inédits de romans, poésies, essais, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.  
Adressez manuscrits et C.V.  
3 bis Quai aux Fleurs 75004 PARIS  
Conditions d'édition fixées par contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire.

**ROBERT LAFFONT**  
Le premier témoignage direct sur la misère sexuelle dans les prisons.  
**LA GUILLOTINE DU SEXE**  
par **JACQUES LESAGE DE LA HAYE**  
Collection "VIOLENCE ET SOCIÉTÉ"

**ministre est satisfait de**  
Le ministre de l'Éducation nationale, M. Edgar Pisani, a été très satisfait de la tenue de la conférence nationale sur l'enseignement de la philosophie, qui s'est tenue à Paris, du 14 au 16 février 1978. M. Pisani a souligné la qualité des interventions et la richesse des débats. Il a remercié les participants pour leur engagement et leur contribution à la réflexion sur l'enseignement de la philosophie. Il a également souligné l'importance de cette réflexion pour l'avenir de notre système éducatif.

**CORRIGER LE THU**  
Le livre de référence pour tous les étudiants en philosophie. Il contient les corrigés de tous les exercices de la collection « Le Livre de l'étudiant ». Il est écrit par des professeurs expérimentés et est très clair et précis. Il est indispensable pour tous les étudiants qui veulent bien comprendre et bien réviser.

**le refuge formation**  
proposent une  
**FORMATION MARKETING**  
dans votre entreprise  
par système multi média Bédoux S

**COTE VARD**  
RECHERCHES  
LOIN DE LA FOULE  
LIVRABLE IMMÉDIATEMENT  
PINEDE ST GEORGES  
Bon à retourner à la Pénitence...  
B.P. 9 - 33430 SAINT-MARTIN  
pour recevoir une documentation...  
Nom :  
Adresse :  
on peut apprécier le site sur place 7 jours sur 7



سكنا من الامم

# ÉDUCATION

## L'AIDE A L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ ET LE SCRUTIN DU 12 MARS

### Le ministre est satisfait de l'application de sa réforme

M. René Haby, ministre de l'éducation, a passé, le mercredi 15 février, au cours du conseil des ministres, puis lors d'une conférence de presse, le bilan et les perspectives de l'éducation sans attendre la fin de l'année scolaire et la traditionnelle distribution des prix.

Le ministre a commencé par un témoignage de satisfaction en évoquant la réforme dite du « collège unique », « malgré les pronostics et certains mots d'ordre syndicaux ». « Le système des filières », a-t-il dit, est définitivement abandonné. 14 000 élèves sur 750 000 sont dans des classes aménagées et « le soutien est entré dans les faits dans les trois quarts des classes ». Certes, a reconnu le ministre, l'hétérogénéité des classes de sixième implique que les élèves « matrifient le contenu normal de la formation primaire ». Pour que cette exigence soit respectée, des instructions seront données à la rentrée prochaine.

Autre motif de satisfaction, selon M. Haby : le peu d'écho rencontré, selon lui, par l'opposition syndicale. Il n'en a pas moins mis en garde, en soulignant que le service ne fait pas le travail des élèves pendant les révisions des conseils d'école, en

application des dernières consignes du Syndicat national des instituteurs.

An chapitre des perspectives, M. Haby a surtout insisté sur la situation et la formation des maîtres. Les emplois des 7 500 auxiliaires du second degré (sur 39 000) pris cette année « en sur-nombre » seront maintenus à la rentrée prochaine ; près de 8 000 auxiliaires de l'enseignement professionnel seront titularisés et « les surnuméraires utilisés en remplacement des maîtres absents pourraient devenir un volant permanent de couverture des besoins de remplacement ». M. Haby a précisé, d'autre part, comment, dans l'état actuel de son étude, il envisageait la formation des maîtres conformément aux objectifs présentés à Blois par le premier ministre : dans le second degré, les concours du CAPES et de l'agrégation seraient maintenus, mais « une année supplémentaire de préparation serait organisée en vue de réaliser no-

### De bonne guerre scolaire

Le ministre de l'éducation a convoqué, pour le vendredi 17 février, le Conseil supérieur de l'éducation nationale afin de lui soumettre plusieurs projets de décrets d'application de la loi Guemour sur l'aide à l'enseignement privé. Auparavant, il aura tenté, pour la troisième fois

La guerre scolaire est une guerre de communication. Depuis un an et demi — c'est-à-dire depuis la publication du premier état du plan socialiste — les partisans de l'enseignement privé ont multiplié les alarmes. Ils ont aussi marqué des points : les socialistes ont dû mettre beaucoup d'eau dans le vin de la laïcité combattante et, surtout, la majorité sortante a adopté, avec la loi Guemour, votée à la fin de la session de printemps, un dispositif de protection sur lequel la gauche au pouvoir aurait dû mal à revenir d'emblée.

en dix jours, de réunir le Conseil de l'enseignement général et technique (C.E.G.T.), mais en vain, car les syndicats d'enseignants et les parents d'élèves Cornec refusent encore de s'y associer. (« Le Monde » des 10 et 15 février.)

ou religieuses, choisissez la liberté.

A la base, les rumeurs pessimistes, encouragées par l'attitude du sommet, vont bon train. L'organisme de gestion d'une école catholique de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) a fait diffuser auprès des parents d'élèves une circulaire où on lit notamment : « En attendant la nationalisation, qui fera disparaître le caractère propre de nos écoles que vous avez choisies, nous serions dans l'obligation de multiplier par dix le montant des scolarités (...). C'est une perspective qui nous semblait important de souligner à quelques semaines des élections législatives. Que chacun fasse son devoir et vote en son âme et conscience. »

### Une mobilisation des appareils de l'enseignement

L'approche des élections a provoqué une mobilisation des « appareils » de l'enseignement : des gestionnaires — bénévoles — de cet enseignement aux anciens élèves, qui viennent de déclarer que chacun devrait avoir « présent à l'esprit, au moment où il choisira son candidat, le danger qui pèse sur l'enseignement privé », en passant par le président des parents d'élèves, chacun y va de sa mise en garde. M. Henri Lefebvre, président de l'UNAPEL, écrit dans l'éditorial de la Famille éducatrice de février, intitulé « L'heure du choix » : « Demain, la liberté d'enseignement peut disparaître (...). Parents, quelles que soient vos divergences politiques, sociales

national d'action laïque (CNAL) (« Le Monde » du 15 février).

Reste le terrain de la procédure : le blocage des textes d'application de la loi Guemour dans les organismes consultatifs de l'éducation nationale est une manœuvre de retardement qui répond à la hâte incontestable avec laquelle ces textes ont été préparés pour « sortir » avant les élections. C'est de bonne guerre, mais d'une guerre d'été-majors. Les organisations laïques ne pouvaient pas ne pas saisir cette occasion de rappeler leur conviction, sachant que l'effet de leur blocage serait très momentané et très symbolique.

### « Le sérieux des études »

Ce conflit d'appareils correspond-il profondément à l'état de l'opinion française ? Quel sera le poids de ce débat dans l'issue des élections du 12 et du 19 mars ? Un sondage publié par la Vie et réalisé par l'IFOP a montré qu'un électeur sur cinq seulement en tiendrait compte et que plus des deux tiers des Français ne se mobiliseraient pas contre une nationalisation. Le même sondage indique que, pour les Français, l'éducation religieuse n'est pas la raison principale qui conduit des parents à inscrire leurs enfants dans l'enseignement privé : c'est le « sérieux des études » qui vient en tête, suivi à égalité par « la discipline et l'encadrement des élèves » et l'« éducation religieuse ». Selon la loi, c'est son « caractère propre » qui justifie l'aide de l'Etat à l'enseignement privé. Le sondage de la Vie l'atteste : chacun met ce qu'il veut derrière cette expression vague.

BRUNO FRAPPAT.

### « CORRIGER LE TIR »

M. Haby n'élève pas pareille morale au manque d'enthousiasme, comme ce fut le cas il y a une semaine devant l'Association des journalistes universitaires (le Monde du 10 février). C'est pourquoi il a éprouvé, selon ses propres expressions, le besoin de « corriger le tir », en réalisant un bilan très équilibré de son action ministérielle. A ce bilan sourient, il n'a pas manqué — époque oblige — d'ajouter une distribution de promesses à l'égard des enseignants et d'attaques contre les opposants syndicaux et politiques. Il n'a pas manqué, notamment, le Syndicat national des instituteurs parlant à son égard d'« obstruction politico-syndicale ». Il a voulu en plus, voir derrière le Syndicat national des instituteurs (SNI) et le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES) que les

deux « principaux partis du programme commun ».

Il a accusé le SNI, la Fédération Cornec — et à travers eux le parti socialiste — d'« attitude antidémocratique » et d'« attaques contre le personnel de l'éducation ». Il est vrai que les syndicats ne lui ménagent pas actuellement les critiques. « Je regrette, a-t-il dit, cette surenchère entre leaders syndicaux qui se disputent en vue des honneurs futurs ».

L'une des principales corrections de la loi faite par M. Haby a consisté à éliminer qu'il était très préoccupé par la réforme de la formation des maîtres : d'« obstruction politico-syndicale ». Il a voulu en plus, voir derrière le Syndicat national des instituteurs (SNI) et le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES) que les

Pour les instituteurs, le ministre envisage « une préparation universitaire » et les écoles normales devraient commencer dès cette année à s'adapter « à de nouvelles tâches ». M. Haby veut, d'autre part, « donner très prochainement aux directeurs des grosses écoles primaires », qui ont actuellement rang d'instituteurs, « un statut comportant des responsabilités plus grandes, qui en ferait de véritables adjoints des inspecteurs du premier degré ». De même, dans le second degré, un « corps à trois grades » pourrait être créé pour les chefs d'établissement qui demandent à « avoir plus d'autorité ».

### Le gouvernement reprend à son compte la proposition Guemour sur les établissements agricoles

Le conseil des ministres du 15 février a approuvé un projet de loi sur l'aide à l'enseignement agricole privé, repris par le Conseil constitutionnel le 19 janvier. Selon ce texte, l'Etat pourra reconnaître les établissements agricoles privés qui en feront la demande. L'aide financière dont ils bénéficieraient comprendra la couverture des dépenses de personnel d'enseignement et des frais de fonctionnement. Son montant, précise le communiqué du conseil des ministres, sera égal au coût moyen pour l'Etat, par élève, des formations de même objet et de même qualité que dans l'enseignement agricole public.

Dans un message adressé à l'Assemblée générale du conseil national de l'enseignement agricole privé, M. Giscard d'Estaing explique que cette loi, approuvée par le Parlement à la session d'automne 1977, « avait fait l'unanimité de tous les hommes de bonne volonté » et qu'une initiative « dont les auteurs portent devant les familles et l'opinion la responsabilité n'a pas permis de la promulguer ».

Commentant la décision du conseil des ministres, M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, a estimé que ce projet répondait à « une exigence de justice vis-à-vis de soixante-dix mille familles auxquelles il ne peut être demandé une contribution plus importante », et à l'égard des enseignants.

Déposée par M. Guy Guemour, député R.P.R. du Finistère, la proposition de loi avait, après son adoption, fait l'objet d'un recours à l'Assemblée nationale. Révisé mercredi 15 février après-midi, le bureau exécutif du P.S. a estimé que le gouvernement cherchait « à faire oublier (...) la situation de crise grave dans laquelle se trouve l'enseignement agricole dans son ensemble ». Les socialistes soulignent que « les crédits destinés à l'enseignement agricole public ont diminué en valeur réelle chaque année ». M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Elysée, a précisé que le nouveau projet de loi sera d'abord déposé sur le bureau du Sénat.

Des élèves de plusieurs lycées techniques des Hauts-de-Seine, notamment de Cligny, Courbevoie et Colombes, ont manifesté, le 14 février, pour protester contre le projet de suppression de trois classes et de dix-neuf postes d'agents au lycée technique de Cligny. De nombreuses absences d'élèves sont encore signalées ce jeudi 16 février, notamment dans les lycées de Cligny et de Courbevoie. Les cours ont cependant lieu normalement partout.

### POINT DE VUE

Le président de la République a donc demandé au gouvernement de préparer un projet de loi sur l'enseignement agricole privé, reprenant celui que le Conseil constitutionnel vient d'annuler. Plus rien ne surprend plus personne de la part du gouvernement et du lobby de l'enseignement privé, aux intérêts confondus sans pitié. Ni la proscription ni l'absence de scrupules qui en disent long sur leurs intentions.

Ainsi, pour satisfaire l'impatience de ce lobby, a-t-on vu le ministre de l'éducation déclarer ce qu'avant de ses prédécesseurs n'avait jamais osé : bousculer les calendriers, les procédures, pour que le Conseil d'enseignement, le Conseil supérieur de l'éducation nationale donnent avant les élections un avis sur des décrets qui installent la division scolaire et les écoles d'andocentrisme.

Toutes affaires cessantes, comme tous les mauvais coups — au coin du bois — comme si notre pays n'avait d'autre souci, son gouvernement et le lobby de l'enseignement

### Les termites

par GUY GEORGES (\*)

privé font feu de tout bois comme ces gens cupides qui, profitant de l'inattention de leurs hôtes, font razzie sur tout ce qu'ils peuvent emporter. Et ce sont ces bonnes âmes qui orientent au chat écorché : ce sont toujours les termites qui écorcent les charpentes.

En réalité, il leur faut détruire l'école publique, l'école de la République, qui les gêne.

Le nouvel épisode de cette opération concerne l'enseignement agricole. Il est évident et mérité, certainement, qu'on en reconstruit l'édifice. On pourrait trouver chez La Fontaine la fable qui lui ressemble et commencer, comme M. Giscard d'Estaing, par : « Il était une fois... » mais sans parabole inutile. Il y a eu plus d'une dizaine d'années, existaient des cours post-scolaires agricoles publics, bien implantés sur tout le territoire, souvent bien équipés, efficaces, animés par des instituteurs itinérants qui apportaient une bonne formation aux adolescents de plus de quatorze ans du milieu rural, surtout agricole. Il y avait en face de ces cours des maisons familiales qui supportaient mal la comparaison.

En 1967, était appliquée la loi prolongeant la scolarité jusqu'à seize ans : les cours post-scolaires agricoles publics devaient se soumettre à la loi : l'accueil des adolescents de plus de quatorze ans leur était ainsi refusé. Curieusement les maisons familiales étaient dispensées de cette obligation et se sont empressées d'en profiter.

Dernier temps de l'opération. Des lois relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle, ont été promulguées le 16 juillet 1977. Les pouvoirs publics en ont déduit que les cours post-scolaires agricoles — devenus entre-temps, pour subsister

centres polyvalents ruraux, — devaient disparaître. Pendant un an de discussions, le SNI-P.E.G.G. a réclamé en vain le maintien de l'enseignement agricole public en milieu rural. La loi était la loi... Surtout pour les maisons familiales privées — faut-il avoir le naïveté de s'en étonner ? Pour elles, le terrain était libre.

La morale de cette histoire ? Elle est dans la loi d'aide à l'enseignement agricole privé, qui revient à l'actualité. Il suffit à ses promoteurs d'affirmer, avec aplomb, que cet enseignement assure un service public, pour obtenir de l'Etat qu'il paie un enseignement privé qui s'est substitué à celui qu'il a volontairement supprimé. Et le tour est joué.

Voilà comment le gouvernement de la France démantèle son propre service public : car l'histoire se renouvelle pour des pans entiers de notre système d'éducation. C'est ce que M. Guemour, qui se fait un nom avec de basses besognes, appelle « sans rire ? » — la justice et l'égalité scolaire.

Nous avons conscience, quant à nous, de défendre l'éducation des enfants contre les appétits, les convoitises, les tutelles de toutes sortes, de les « former sans les conformer », comme nous le disait Jean Rostand.

Le gouvernement veut imposer sans vergogne les écoles de la division : il faut démolir et reconstruire l'école de l'unité nationale.

### ÉCOLE ET SOCIALISME

Revue trimestrielle

Numéro spécial : COMPARAISON DES PROJETS ÉDUCATIFS DE LA GAUCHE

Parti socialiste  
Parti communiste  
Programme commun

★

Abonnement d'un an : 40 F.

« ÉCOLE ET SOCIALISME », 41, rue de Chabrol, 75010 PARIS

### APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

- ★ Hôtel confortable et école dans le même bâtiment
  - ★ 5 heures de cours par jour pas de limite d'âge
  - ★ Petits groupes (maximum 8 étudiants)
  - ★ Enseignement dans toutes les chambres
  - ★ Laboratoire de langues modernes
  - ★ École reconnue par le ministère de l'Éducation anglaise
  - ★ Piscine intérieure chauffée, sauna, etc. Situation tranquille bord de mer
- Écrivez à : RESERVE RAMSBATE, 10, rue de la République, 92100 Nanterre. Tél. : 307-12-12 ou 307-12-13

### STAGES LINGUISTIQUES EN ANGLETERRE

OISE Oxford Intensive School of English

Pour un séjour vraiment profitable : Programme de cours individualisé, familles choisies, niveaux scolaires, universitaires, adultes : programme loisirs.

O.I.S.E. (Information) 16, rue de Boulainvilliers, 75016 Paris Tél. 224.42.22

**le refuge formation**  
Institut de formation professionnelle continue

propose une  
**FORMATION MARKETING**  
dans votre Entreprise  
par système multi média Bedaux SMM

5 films 1 livre  
1 manuel de T.P. 1 série de diapos.

Formation adaptée aux besoins réels des cadres de l'Entreprise sous la direction d'un animateur

LE REFUGE FORMATION - 30, rue de Chabrol, 75010 Paris  
Téléphone 246.92.51

Je désire recevoir gratuitement une documentation concernant la Formation Marketing SMM.

Entreprise : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Nom du destinataire : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_

**COTE VAROISE FACE A LA MER**  
RECHERCHONS APPARTEMENT

LOIN DE LA FOULE DANS UN GRAND PARC FLEURI - stop

LIVRABLE IMMEDIATEMENT - stop - POSSIBILITE DE LOCATION - stop

PINEDE ST GEORGES A ST MANDRIER NOUS INTERESSE - stop

Bon à retourner à la Pinède Saint-Georges, 8.P. 9 - 83430 SAINT-MANDRIER pour recevoir une documentation en couleur

la Pinède Saint-Georges

Nom : \_\_\_\_\_ M7

Adresse : \_\_\_\_\_

on peut apprécier le site sur place 7 jours sur 7 (face au port de Saint-Mandrier). Tél. : (04) 94 97 03

**LA PENSÉE UNIVERSITAIRE**

**LA GUILLON DU SEXE**

**JACQUES LÉVY DE LA HAYE**

Collection TRIANGLE ET SOCIÉTÉ



Le Monde

# culture

## Théâtre

### Sur une illusion d'acoustique

(Suite de la première page.)

La morale de cette histoire doit requérir notre attention, parce qu'il se trouve que le théâtre français, aujourd'hui, n'est pas dans une période faste en ce qui regarde les auteurs. Or Jourd'hui et Chortreux figurent, haut le main, parmi nos meilleurs auteurs. Et l'association d'une pièce nouvelle d'eux est une action néfaste.

Essayons maintenant d'examiner dans le concret ce qui a pu se passer.

Le texte de « Maximilien Robespierre » est écrit, composé, d'une manière délicate : plusieurs longes y jouent en contrepoint. Cela demande à être modifié, avec soin, dans le silence. Or, à Beaubourg, les sièges du public, très « design », sont recouverts d'un faux cuir qui provoque des craquements dès qu'un spectateur bouge, change de position pour éviter les crampes.

Il ne faut pas sourire : des détails concrets de ce genre sont des facteurs essentiels de l'écoute d'une pièce de théâtre. C'est si vrai que le remplacement de ces sièges avait été envisagé par la direction de Beaubourg, car déjà Antoine Vitez, quand il y présentait « l'opéra de la République », avait joué la faute du décor, la soirée, quelconque comme des puits et le concert des sièges.

était couvert. La direction a reculé devant le changement des sièges parce que cela aurait coûté trop cher.

Par la faute des craquements du cuir, mais aussi par la faute sans doute de l'architecture qui n'a pas été suffisamment pensée, l'acoustique de la salle Beaubourg est mauvaise. Le soir de la première représentation de « Maximilien Robespierre », pas mal de spectateurs ont crié aux auteurs : « Plus fort ! » C'est-à-dire qu'ils ont voulu que ce soit des comédiens qui soient ce qu'ils font et qui ont l'habitude de se faire entendre, sans élever artificiellement la voix.

Comme le public ne les entendait pas bien alors qu'ils jouaient normalement, ils ont dû improviser une autre prononciation et, en somme, placer leur voix en un point qui décalait le texte et en changeait le caractère.

Deuxième défaut de la salle Beaubourg : les proportions architecturales font que la scénographie n'y a pas sa place. Le décor, pour peu qu'il ait une certaine hauteur, est coincé sous le plafond (qui est très bas) et, dès lors, la mise en scène, les allées et venues des comédiens sont gênées.

Comme toute une partie de « Maximilien Robespierre » était jouée au fait du décor, la soirée, quelconque comme des puits et le concert des sièges.

tête au plafond, perdaient de leur dimension intime.

L'insuffisance de l'acoustique et ses broutilles (les craquements, ajoutés à cette sorte d'écrasement optique, ou curieusement décalé, à Beaubourg, le spectacle de ses spectateurs : nous avions le sentiment que cela se passait très loin, alors qu'à Genève, sur des sièges silencieux, avec une bonne acoustique, dans une architecture équilibrée, haute de plafond, nous avions l'impression d'être tout près des auteurs. Or, de la scène aux premiers fauteuils, la distance est exactement la même dans les deux salles : 4,70 mètres.

Jouant dans des conditions normales, les auteurs dirigés par Bernard Sobel peuvent moduler délicatement le beau texte de Jourd'hui et Chortreux. C'est une pièce très intéressante, qui mérite d'être vue.

Peut-être la différence entre le « Maximilien Robespierre » de Beaubourg et celui de Genève est-elle un exemple extrême, mais c'est justement un exemple clair, qui prouve à quel point le compte rendu du théâtre est hors-d'œuvre. C'est pourquoi je n'ai aucune gêne à faire ici, en l'occurrence, amende honorable. Au contraire.

MICHEL COURNOT.  
\* 20 h. 45, jusqu'en 26 février.

## LES PROPOSITIONS DES PROFESSIONNELS DE L'ACTION CULTURELLE

### Un « plan minimum d'urgence »

Le Syndicat national des directeurs d'entreprise d'action culturelle (SYNDEAC) vient de rendre publiques ses propositions en matière d'action culturelle et de décentralisation. Ce « plan minimum d'urgence », au-delà duquel le SYNDEAC se dit « conscient du fait que les problèmes, dans leur ensemble, ne peuvent se régler que par la mise en place d'un véritable plan de développement culturel élaboré avec la totalité des organisations

professionnelles, démocratiques, syndicales, avec les associations de spectateurs et les pouvoirs publics », a été établi après consultation des divers organismes adhérents. Les dispositions en sont transmises, pour être discutées, aux partis politiques, aux diverses instances concernées ainsi qu'au ministère de la culture et de l'environnement, qui doit recevoir les représentants du SYNDEAC avant le 25 février.

permettrait aux compagnies de vivre selon des critères professionnels.

Centres d'action culturelle et maisons de la culture :

Le SYNDEAC demande que, dès cette législature, un financement minimum soit fixé pour l'ensemble des C.A.C. et que la part assurée par l'Etat dans ce financement soit portée à 50 %, au lieu des 33 % actuels, ce qui permettrait à ces établissements d'être considérés comme des maisons de la culture en préfiguration.

En ce qui concerne enfin les maisons de la culture, le syndicat préconise un redressement budgétaire permettant le rattrapage des subventions perdues depuis cinq ans du fait de la non-indexation à l'augmentation réelle des coûts. Le SYNDEAC réaffirme la nécessité de voir et de développer, au sein des maisons de culture, de création dans tous les domaines avec les conséquences budgétaires que cela suppose, dans le respect de chaque établissement.

Centres dramatiques nationaux pour l'enfance et la jeunesse :

Le plancher de financement annuel des six centres désignés devant être fixé de cette législature à 1 million de francs indexés sur le coût de la vie, trois nouveaux centres devraient également être mis en préfiguration et créés dans les trois ans à venir, ce qui porterait à neuf ces types d'entreprises en 1981.

Centres nationaux de théâtre musical :

Dès cette législature, le SYNDEAC souhaite la création, sur les mêmes bases que les centres de théâtre musical, de trois centres nationaux de théâtre municipal (Théâtre musical d'Angers, Théâtre lyrique du Rhin, Théâtre de la ville de Saint-Denis), ce qui mènerait, dans les trois ans, à la préfiguration et à la création de trois nouveaux centres.

Troupes permanentes :

Dix troupes permanentes sont envisagées, elles seraient financées selon un plancher annuel de 1 million de francs indexés et dotées d'un contrat de cinq ans définissant une mission spécifique.

Chaque année, pendant les trois années à venir, trois nouvelles troupes permanentes seraient mises sur pied, selon les mêmes bases que les dix premières, ce qui amènerait à dix-neuf dès 1981 le nombre des troupes chargées de mission, avec contrats d'Etat. Ces mesures viseraient notamment à supprimer le secteur dit « hors commission », véritable « voie de garage », selon le SYNDEAC.

Compagnies dramatiques :

Le budget de la commission d'aide devrait être porté immédiatement à 15 millions de francs et la composition de la commission devrait être réformée de façon que les organisations professionnelles représentatives siègent à 50 %. Le budget de la commission devrait être triplé dans les trois ans (soit 45 millions de francs indexés en 1981), ce qui

permettrait aux compagnies de vivre selon des critères professionnels.

Centres d'action culturelle et maisons de la culture :

Le SYNDEAC demande que, dès cette législature, un financement minimum soit fixé pour l'ensemble des C.A.C. et que la part assurée par l'Etat dans ce financement soit portée à 50 %, au lieu des 33 % actuels, ce qui permettrait à ces établissements d'être considérés comme des maisons de la culture en préfiguration.

En ce qui concerne enfin les maisons de la culture, le syndicat préconise un redressement budgétaire permettant le rattrapage des subventions perdues depuis cinq ans du fait de la non-indexation à l'augmentation réelle des coûts. Le SYNDEAC réaffirme la nécessité de voir et de développer, au sein des maisons de culture, de création dans tous les domaines avec les conséquences budgétaires que cela suppose, dans le respect de chaque établissement.

Centres dramatiques nationaux pour l'enfance et la jeunesse :

Le plancher de financement annuel des six centres désignés devant être fixé de cette législature à 1 million de francs indexés sur le coût de la vie, trois nouveaux centres devraient également être mis en préfiguration et créés dans les trois ans à venir, ce qui porterait à neuf ces types d'entreprises en 1981.

Centres nationaux de théâtre musical :

Dès cette législature, le SYNDEAC souhaite la création, sur les mêmes bases que les centres de théâtre musical, de trois centres nationaux de théâtre municipal (Théâtre musical d'Angers, Théâtre lyrique du Rhin, Théâtre de la ville de Saint-Denis), ce qui mènerait, dans les trois ans, à la préfiguration et à la création de trois nouveaux centres.

Troupes permanentes :

Dix troupes permanentes sont envisagées, elles seraient financées selon un plancher annuel de 1 million de francs indexés et dotées d'un contrat de cinq ans définissant une mission spécifique.

Chaque année, pendant les trois années à venir, trois nouvelles troupes permanentes seraient mises sur pied, selon les mêmes bases que les dix premières, ce qui amènerait à dix-neuf dès 1981 le nombre des troupes chargées de mission, avec contrats d'Etat. Ces mesures viseraient notamment à supprimer le secteur dit « hors commission », véritable « voie de garage », selon le SYNDEAC.

Compagnies dramatiques :

Le budget de la commission d'aide devrait être porté immédiatement à 15 millions de francs et la composition de la commission devrait être réformée de façon que les organisations professionnelles représentatives siègent à 50 %. Le budget de la commission devrait être triplé dans les trois ans (soit 45 millions de francs indexés en 1981), ce qui

permettrait aux compagnies de vivre selon des critères professionnels.

Centres d'action culturelle et maisons de la culture :

Le SYNDEAC demande que, dès cette législature, un financement minimum soit fixé pour l'ensemble des C.A.C. et que la part assurée par l'Etat dans ce financement soit portée à 50 %, au lieu des 33 % actuels, ce qui permettrait à ces établissements d'être considérés comme des maisons de la culture en préfiguration.

En ce qui concerne enfin les maisons de la culture, le syndicat préconise un redressement budgétaire permettant le rattrapage des subventions perdues depuis cinq ans du fait de la non-indexation à l'augmentation réelle des coûts. Le SYNDEAC réaffirme la nécessité de voir et de développer, au sein des maisons de culture, de création dans tous les domaines avec les conséquences budgétaires que cela suppose, dans le respect de chaque établissement.

Centres dramatiques nationaux pour l'enfance et la jeunesse :

Le plancher de financement annuel des six centres désignés devant être fixé de cette législature à 1 million de francs indexés sur le coût de la vie, trois nouveaux centres devraient également être mis en préfiguration et créés dans les trois ans à venir, ce qui porterait à neuf ces types d'entreprises en 1981.

Centres nationaux de théâtre musical :

Dès cette législature, le SYNDEAC souhaite la création, sur les mêmes bases que les centres de théâtre musical, de trois centres nationaux de théâtre municipal (Théâtre musical d'Angers, Théâtre lyrique du Rhin, Théâtre de la ville de Saint-Denis), ce qui mènerait, dans les trois ans, à la préfiguration et à la création de trois nouveaux centres.

Troupes permanentes :

Dix troupes permanentes sont envisagées, elles seraient financées selon un plancher annuel de 1 million de francs indexés et dotées d'un contrat de cinq ans définissant une mission spécifique.

Chaque année, pendant les trois années à venir, trois nouvelles troupes permanentes seraient mises sur pied, selon les mêmes bases que les dix premières, ce qui amènerait à dix-neuf dès 1981 le nombre des troupes chargées de mission, avec contrats d'Etat. Ces mesures viseraient notamment à supprimer le secteur dit « hors commission », véritable « voie de garage », selon le SYNDEAC.

Compagnies dramatiques :

Le budget de la commission d'aide devrait être porté immédiatement à 15 millions de francs et la composition de la commission devrait être réformée de façon que les organisations professionnelles représentatives siègent à 50 %. Le budget de la commission devrait être triplé dans les trois ans (soit 45 millions de francs indexés en 1981), ce qui

## Musées

### Pour l'archéologie industrielle

Créé par l'ICOM (Organisation internationale des musées) et placé sous les auspices du Conseil de l'Europe, le Prix européen du musée vient d'être décerné à l'Iron bridge George Museum de Telford, en Grande-Bretagne, qui est un musée d'archéologie industrielle, pour avoir réussi à « créer un précédent de grande importance dans la préservation, la mise en valeur et la présentation du patrimoine industriel » et des divers témoignages du « progrès scientifique et technologique », selon les mots de M. Luis Menéndez, secrétaire général de l'ICOM. Un prix spécial a été également attribué au Centre de musée d'art contemporain de la Fondation Miró de Barcelone, dans la mesure où ce centre « a assumé avec succès la mise en valeur d'une culture européenne, la culture catalane », et contribué au développement de la conscience démocratique dans l'Espagne d'aujourd'hui.

Ce double choix témoigne de la rapide évolution de la notion même de musée, puisque, parmi les neuf institutions retenues par le jury lors d'un premier choix, aucune n'était un « musée des beaux-arts » à proprement parler : on pouvait citer, entre autres, le Musée d'archéologie industrielle d'Herstal en Belgique, le Teknisk Museum d'Oslo, le Musée historique d'Amsterdam (qui est un chef-d'œuvre), un musée de photographie en Norvège et le Musée international d'histoire de la Chaux-de-Fonds.

Cette évolution est intéressante, bénéfique, dans la mesure où le musée doit s'ouvrir aujourd'hui à tous les publics (l'ingénieur et l'artisan aussi bien que l'historien ou l'amateur d'art) et couvrir le totalité du champ culturel. On notera en particulier avec faveur l'intérêt de plus en plus grand porté depuis quelques années aux problèmes d'archéologie industrielle. Il ne paraît plus absurde aujourd'hui de consacrer des machines hors d'usage au de « classer » une usine, et il était d'autant plus urgent de faire que l'héritage technique n'a pas été rebâti jusqu'à présent d'une attention comparable à celle dont a bénéficié le monde rural. En France surtout, où nous avons un important Musée des arts et traditions populaires, mais où le Musée de l'homme et de l'industrie, installé depuis peu au Creusot, ne peut, malgré sa vocation, être comparé aux Dautches Museum, de Munich ou à l'extraordinaire ensemble des musées de Kensington, à Londres.

Cela dit, n'oublions pas que les musées de peinture et de sculpture ont eux aussi leurs problèmes et qu'ils ne requièrent pas moins de soins (et de crédits) que leurs jeunes confrères.

ANDRÉ FERMIGIER.

## Notes

### Cinéma

#### « LE VOYAGE AU JARDIN DES MORTS »

de Philippe Garrel

Il est beau tourner en cinématographie, avoir après de Nico, son interprète favori, et de Laurent Teyssie, une redoutable interprète. Maria Schneider, il ne peut pas filmer un récit des personnages. Or, Philippe Garrel, poète souterrain qui cherche la lumière, fait apparaître en plus fines contes, Maria Schneider, il ne peut pas filmer un récit des personnages. Or, Philippe Garrel, poète souterrain qui cherche la lumière, fait apparaître en plus fines contes, Maria Schneider, il ne peut pas filmer un récit des personnages.

Philippe Garrel continue de « cinématographier » ses récits intimes sans tendre au spectacle du moindre fil d'Ariane. Le renouveau de la caméra, qu'on entend, devient incantation mécanique sur l'incantation lyrique des paroles. On est tenté de voir surgir du vide un balcon, un pan de maison, une porte, qui ne sont de nulle part.

A regarder cela, on se change en pierre. On se sent plus de vivant, de brûlant en soi que le regard fasciné par des visages en passe Maria Schneider, l'oubliée (re)naissance du désespoir.

JACQUES SICLER.  
\* Action République.

### Rock

#### LES JAM AU STADIUM

Il y a deux ans à peine, les Jam descendaient leurs instruments dans la rue, brachant leurs amplis sur des groupes électrologes et jouant comme ça à l'heure du déjeuner devant les gens qui voulaient bien s'arrêter. Ils débattaient à Londres et tous les moyens pour se faire entendre étaient bons. Les plus spectaculaires sont évidemment les plus directs. Paul Weller, ancien, qu'on salue, guitariste, chanteur, Bruce Foxton, bassiste, et Rick Buckler ont assumé à la perfection les influences du rhythm'n blues et des groupes de la Who et les Small Faces. Un rock aigre, instinctif, qui invite sans cesse à la danse.

Les Jam ont décidé de donner au Stadium un concert impressionnant d'efficacité. Le groupe travaille sur des morceaux de très courte durée. En l'espace de trois minutes tout est dit grâce à des interventions soudées et précises. Les dix instruments de la guitare lument inlassablement les thèmes, étendent les sonorités métalliques sur des rythmes puissants. A l'énergie des compositions répondent des mélodies simples : l'alliage se fait par son intensité. L'enthousiasme aussi est soigné. Les projecteurs inondent d'une lumière blanche les trois garçons vêtus de costumes cravates noirs, contrastant pourtant.

ALAIN WAIS.  
\* In the City, Polydor 238347, et This is the Modern World, Polydor 238347.

### Théâtre

#### « LA LÈVE »

de Jean Andureau

Dans le nouveau roman de Robert Sabatier, « Les Enfants de l'été », l'histoire est racontée de la chute de la Fontaine, avec, en plus, le côté à l'heure du retour de Panama à proprement dit. Sabatier, en fait, dans ce roman, nous fait connaître, à travers cent autres, de trois autres, des personnages appelés les « frères Thomas ».

Ce sont, dans une ferme pas loin de Carpentras, trois jeunes cochons roses, à qui avaient cette particularité de se prendre pour des chevaux de cirque. Ils couraient en cercle, tantôt à la queue leu leu, tantôt à trois de front.

Bien sûr, il est une bêtise de rapprocher « La Lève », pièce en un acte de Jean Andureau, du livre de Sabatier, mais tout les responsables de ce spectacle partagent avec les frères Thomas un point : ils se sont pris pour autre chose que ce qu'ils sont.

Jean Andureau s'est pris pour un poète comique, et de génie, de la taille de Dante et de La Fontaine réunis ; Francis Salter, le décorateur, s'est pris pour Piranesi au moins ; Henri Rousse, le metteur en scène, s'est pris pour le « claque » de « l'Impératrice rouge », Strohberg. Le résultat est atterrant. Surtout, Ecourent. Horrible mélange d'os et de chairs mortelles et traités dans la fange. — M. C.

\* Théâtre Oblique, 21 heures.

#### « NEKRASSOV »

de Jean-Paul Sartre

Comment un escroc général (Robert Rimbaut) prend l'identité d'un ministre soviétique éligé à un moment de la vie publique. Comment il tombe entre les mains d'un jour-

## APPEL A LA GRÈVE

### A BEAUBOURG

Un préavis de grève pour l'ensemble du personnel du Centre Georges-Pompidou a été déposé pour aujourd'hui, 16 février, par l'intersyndicale (C.G.T.-C.F.D.T.) du Centre et le personnel d'accueil du soir, déjà en grève depuis le 9 février (nos dernières éditions du 16 février). La grève partielle déclenchée la semaine dernière par les employés à mi-temps, à partir de 18 heures, au musée, au centre de création industrielle et dans les espaces communs (monument suivi par une cinquantaine de salariés, soit la quasi-totalité des effectifs, avait été engagée pour protester contre l'annulation, à la veille de sa mise en application, d'une nouvelle grille d'horaires prévoyant un week-end de liberté toutes les trois semaines.

En raison de cette grève — la première du Centre — une partie du musée a dû être fermée après 18 heures. On peut s'attendre ce jour-là de nouvelles perturbations si le mot d'ordre est suivi, par solidarité ou pour appuyer de nouvelles revendications. Il s'agit notamment d'obtenir la modification en contrats à durée illimitée (deux ans), auxquels sont soumis les « mi-temps » du service d'accueil et d'information, ainsi que d'autres salariés (à la salle de spectacle ou au service audiovisuel). La plupart de ces contrats arriveront à échéance à la fin de l'année 1978, et ne prévoient pas d'indemnités de chômage.

COLETTE GODARD.  
\* TSP, 20 h. 30.

## Variétés

### TAMARUGO

La « nouvelle chanson chilienne » n'est pas de folklore proprement dit, issu de ce qu'on a appelé la « canción », mouvement né en Amérique latine, dans les années 60, et qui se caractérise par un engagement politique marqué. Jorge Vurali (batterie, percussions) se situe dans le courant de la « canción de protesta », se sentant proche de la Nueva Trova Cubana, des Beatles, Chico Buarque de Hollanda et Rito Nazario, des dernières découvertes de Antor Piazuela. Leur musique est en réalité beaucoup plus près de la musique folk, du rock et du jazz ; elle est influencée par les expériences contemporaines. Poésie fine des textes, rythme libre. Tamarugo, qui s'est constitué à Paris au début de l'année 1977, représente ce que la parole Gustavo Mujica définit comme la « génération de la dispora ». « En musique, on cherche à soulever le concert », reconnaît-il, « mais, lumineuse, mais qui se cherche encore un peu ».

CATHERINE HUMBLLOT.  
\* Théâtre de l'air libre, 20 h. 30, jusqu'au 18 février, 18 h. 30, le dimanche 19 février.

Le gala exceptionnel, organisé par le comité de soutien de la Maison des Jeunes et de la culture Théâtre des Deux-Portes, a lieu le 17 février, à partir de 19 heures, à la Mutualité. Les chanteurs Djamel Allam, Jean-Paul Sartre, Nevenko, Georges Rostaing, participent à cette soirée, ainsi que Guy Ruffa, Carolyn Carlson et les artistes du cinquième étage.

La chorale de l'ensemble instrumental de Saint-Cloud, dirigée par François Polier, donne un concert le dimanche 18 février, à 16 heures, en l'église du centre de Saint-Cloud. Au programme : Vivaldi, Albinoni et Fauré.

DERNIÈRE VENTE

CUARTETO CEDRON  
THEATRE DE L'ARLEQUIN  
10 Boulevard Saint-Michel  
Lyon

CLUNT SCOLLS  
CYRANO VIVANT  
ARTISTE COMÉDIEN

LE FILM  
AUX 7 "CÉSARS"  
PROVIDENCE  
ALAIN RESNAIS  
DAVID MERCIER

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES  
HAUTEFEUILLE 10 h 15 OLYMPIQUE D'ART

Après  
Andrei Roubliev  
LE MIROIR  
le nouveau film  
d'Andrei Tarkovskij

Le Monde  
On retrouve dans « Le Miroir » la force inspirée, romantique et mystique d'Andrei Roubliev.  
« Le souffle qui l'homme est celui des néo des exigences de cœur et des néo de l'âme. »  
Jean de la Roche

LE FIGARO  
Un miroir unique.  
Jean de la Roche

« L'ESCAPOTE »  
Pareil film fascine jusqu'à l'effacement.  
Jean de la Roche

Télérama  
Beau comme on ne saurait le décrire.  
A. de la Roche

QUOTIDIEN  
La richesse d'un chef-d'œuvre comme « Le Miroir » est inépuisable.  
Jean de la Roche

Herald Tribune  
Passé et présent sont mêlés de façon brillante et de l'ensemble fait un constant qui est le cœur du film.  
« Le Miroir » est un chef-d'œuvre de Tarkovskij.

VSD  
Un beau, un grand film, qui allie le réel et le rêve.  
Jean de la Roche

LACROIX  
Il faut aller à ce film, car il est avec toute son œuvre.  
Jean de la Roche

LE MATIN  
La leçon du « Miroir » est une leçon plus vivante.  
Jean de la Roche

France Soir  
C'est une œuvre d'exception qui laisse en soi-même le passé d'un grand poète cinéaste.  
Jean de la Roche

le point  
Une œuvre poétique et humaine.  
Jean de la Roche



سكنة في الالهي















	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	48,18
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALUX	80,00	91,52

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne	T.C.
ANNONCES ENCADEES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,68
IMMOBILIER	20,00	22,68
AUTOMOBILES	20,00	22,68
AGENDA	20,00	22,68

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## La Division des Systèmes de Grande Diffusion d'IBM-France (D.S.G.D.)

est vouée à un développement rapide. Les équipements qu'elle commercialise s'adressent principalement aux PME-PMI, et sont destinés à résoudre leurs problèmes. Entièrement responsables des relations d'IBM-D.S.G.D. avec les entreprises de leur territoire géographique ou économique, les

## INGENIEURS COMMERCIAUX

doivent donc connaître les problèmes de ces entreprises et de leurs dirigeants.

Susceptibles d'assurer, à l'issue d'une formation théorique et pratique de 10 à 12 mois, toutes les fonctions commerciales de la Division, ils devront s'adapter à toutes les formes de vente, toutes les techniques informatiques et toutes les catégories d'applications, du fait de la diversité des situations rencontrées.

Ce sont donc des hommes et des femmes entrepreneurs, à même d'entretenir d'excellents contacts humains, capables de communiquer et de négocier avec aisance, dotés d'une forte capacité de travail, d'organisation et d'autonomie.

Leurs aspirations à l'acquisition de compétences élevées et polyvalentes se trouvent satisfaites par la variété de

leurs activités et l'étendue de leurs responsabilités. L'évolution de leur carrière dans l'entreprise, et la politique humaine visant à l'enrichissement des tâches coïncident également avec leurs motivations professionnelles.

Pour assurer ces fonctions et évoluer de manière satisfaisante, les candidats que nous désirons recruter sont de jeunes diplômés de I.E., CENTRALE, HEC, ENSAEC.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae et d'une photo récente, sont à adresser à :

J.P. JOUBERT - IBM-FRANCE  
Tour Berkeley - Cedex 19  
92080 PARIS-14 DÉFENSE.  
(Réponse et sélection assurées).



HAVAS CONTACT

## IMPORTANTES SOCIÉTÉS D'INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES S'adressant à la Région Parisienne Sud

après stage dans les de SAINT-OUEN  
(avenue Michel)

### JEUNES INGÉNIEURS

#### DÉBUTANTS

### INGÉNIEURS CONFIRMÉS

- Formation Ingénieur Supérieur ou Supérieur-technicien (Supélec, I.E.G., E.S.T.P., E.S.A.R., etc.)

- Fonction proposée :

- INGÉNIEUR D'AFFAIRES

- Établissement des devis ;

- Suivi commercial ;

- Surveillance, gestion et suivi des chantiers.

Envoyer lettre manuscrite photo et prétentions sous réf. 5742 à P. LICHAU S.A. - S.P. 220 75053 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

### CIT ALCATEL

DÉPARTEMENT TRANSMISSION

### INGÉNIEUR

#### TECHNICO-COMMERCIAL

pour prospection, vente et suivi des affaires dans le DOMAINE de la TELEINFORMATIQUE. Connaissance du marché de l'informatique et expériences commerciales nécessaires. Anglais indispensable.

Lieu de travail : PARIS. - Brefs déplacements. Adresser C.V. et prétentions à CIT ALCATEL, Département Transmission, Service Relations Humaines, 33, rue Emery, 75015 PARIS.

### UN CONCEPTEUR

#### IMPRIMÉS ADMINISTRATIFS

ayant 2 ans minimum d'expérience dans un bureau d'organisation et des méthodes. Possibilité de promotion. Délocalisation fin 1978 proche banlieue Ouest. Adresser C.V. photo et prétentions à n° 3678 COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmettra.

### ORGANISATEUR

Vous avez le goût du CONSEIL et de l'ASSISTANCE. Vous connaissez la BANQUE depuis au moins 3 ans. LES FREQUENTS DÉPLACEMENTS EN PROVINCE vous conviennent bien que votre bureau soit à Paris. fin 1978 en proche banlieue Ouest.

Alors, vous pouvez être le futur collaborateur d'un service méthodes et assistance filiale d'un ÉTABLISSEMENT FINANCIER NATIONAL.

Env. C.V. photo et prétentions à n° 3678 COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS.

### PHILIPS

recherche pour une de ses filiales (PARIS)

### INGÉNIEUR

#### ÉLECTRONICHIEN

pour animer équipe techniciens installations et après-vente matériel télécommunications civiles.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à CENOD, 40, rue Cuvier, 75001 PARIS (77), qui transmettra.

### ACHETEURS

CHEFS DE GROUPE PRINCIPAUX FORMATION I.E.S. Tris confirmés à l'export, domaine électronique.

ACHETEURS DÉBUTANTS

B.T.S. ÉLECTROTECHNIQUE

LIBRES RAPIDEMENT

ANGLAIS INDISPENSABLE

Adresser C.V. photo et prétentions sous n° 359, à SPERAR, 12, rue Jean-Jaures, 92007 PUTEAUX.

### INGÉNIEUR INFORMATICIEN

recherche pour une de ses filiales (PARIS) pour animer équipe techniciens installations et après-vente matériel télécommunications civiles.

Adresser C.V. photo et prétentions sous n° 359, à SPERAR, 12, rue Jean-Jaures, 92007 PUTEAUX.

### INFORMATIS SYSTEMES

recherche pour une de ses filiales (PARIS) pour animer équipe techniciens installations et après-vente matériel télécommunications civiles.

Adresser C.V. photo et prétentions sous n° 359, à SPERAR, 12, rue Jean-Jaures, 92007 PUTEAUX.

### INGÉNIEURS TRIS 50

Recherche pour une de ses filiales (PARIS) pour animer équipe techniciens installations et après-vente matériel télécommunications civiles.

Adresser C.V. photo et prétentions sous n° 359, à SPERAR, 12, rue Jean-Jaures, 92007 PUTEAUX.

### JEUNE COMPTABLE

possédant bonne formation de base pour poste évolutif. Adresser C.V. et prétentions à URGENT RECHERCHE CHEF DE SAISON PUPITRE (IBM 370). Excell. références pour formation. Rémunération 60.000. Tél. pr rendez-vous : 8-10, rue d'ASTOR, 75002 PARIS.

Import. Industrie chimique ch.

chef labo d'application résines, polyester, 35 ans minimum. Bonnes notions angl. 74-28-29.

### S.F.I.M.

SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE

recherche

1<sup>re</sup> Référence 101

### INGÉNIEUR

#### D'ÉTUDES

POSITION II

Diplômé E.N.S.A. ou E.S.E.

(électronique)

pour travaux sur systèmes d'asservissements de pilotage par aéronautique.

2<sup>de</sup> Référence 503

### INGÉNIEUR

#### D'ÉTUDES

DÉBUTANT

POSITION I

Diplômé E.N.S.A. ou E.S.E.

(électronique)

pour travaux sur systèmes d'asservissements numériques et analogiques.

Ecrire en mentionnant la référence avec C.V. et prétentions au Service du personnel, S.P. n° 74, 9100 MASSY.

### SEET

Organisme d'Etat

recherche

### TECHNICIEN

— Possédant B.T.S. Bâtiment

— Pour définition des travaux (travaux neufs et d'entretien tous corps d'état).

— Contact avec les entreprises (devis).

— Surveillance des chantiers.

Lieu de travail : ARCUEIL

Fort de Montreuil

(Vincennes - Nord).

Ecrire avec C.V. au service du Personnel FORT

DISSY-LES-MOULINEAUX

12, rue du Docteur Jaminet, 92131 Issy-les-Moulineaux.

Dans le cadre de la Coopération Technique

recherche

### ENSEIGNANTS DE :

— MATHÉMATIQUES

— INFORMATIQUE

— STATISTIQUES

— CHIMIE

— PHYSIQUE INDUSTRIELLE

Ces postes sont à pourvoir à l'école d'ingénieurs de Bourges de l'Institut National du Pétrole.

Adresser C.V. photo et prétentions à : DÉPARTEMENT COOPÉRATION I.N.P.I.

E.N.S.A.M., Parc de Sourp, 5042 NANCY.

Importante entreprise de construction de matériels électroniques

banlieue Sud

recherche

### AGENT

#### TECHNICO-COMM.

pour diffusion

de matériels électroniques aux administrations, Ponts et Chaussées, Mairies, etc.

Formation électronique indispensable.

Préférences déplacements en province.

Veuillez personnaliser

Ecr. avec C.V. et prétentions à

n° 3678, Publications Réunies, 112, bd Voltaire - 75011 Paris.

### D.J.E.S.A.

rech. pour un établissement de

CHATELAIN-SS-BAGUEUX

92200, 29, avenue de la

DIVISION-ÉCHOS

UN INGÉNIEUR

GRANDES ÉCOLES

MÉCANIQUE DU VOL

ingénieur ou avion

Débutant ou expérimenté.

Adresser candidature avec C.V. et photo.

### secrétaires

Secrétaire

de direction

GROUPE IMPORTANT

SECRÉTAIRE DE DIRECTION bilingue ANGLAIS-FRANÇAIS

POUR DIRECTEUR-PAIRS

TELEPH. 223-77-41.

### représent.

offre

### ÉDITIONS

JACQUES GLENAT

recherche

REPRÉSENTANTS EXCLUSIFS AUXILIAIRES PARIS ET PROVINCE.

Envoyer C.V. + photo à 4, rue

Lied-Charbon, 92000 GROSBOIS

ou Tél. PARIS 272-24-71 pr R.V.

### SI VOUS ÊTES

DYNAMIQUE

désirez de vous constituer un portefeuille de courtage d'assurances important.

Adresser nous vos coordonnées, nous mettrons sur le marché des contrats nouveaux pour des garanties inédites. Prospection facile.

Ecrire n° 6, 7119, HAVAS, 3100 TOULOUSE CEDEX.

## Filière d'un important groupe industriel et commercial européen recherche pour la région parisienne

### un organisateur

Le candidat doit être d'un niveau de formation supérieure, âgé de 30 ans minimum, doit avoir une solide expérience en : organisation, information, gestion commerciale. Très bonnes relations humaines indispensables.

Adresser lettre man. photo, C.V. et prêt. n° 49338

COTRÉSSE Publicité, 20, av. Opéra, PARIS-1<sup>re</sup>.

Déclaration assurée - Réponse à tous.

## IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER

recherche un

### AUDITEUR - COMPTABLE

#### DE HAUT NIVEAU

pour participer au sein d'une équipe, à la réforme comptable en liaison avec l'informatique.

Il devra assurer le suivi de la mise en place du nouveau système et proposer les structures et les procédures qui en découlent.

Niveau d'études supérieures avec une expérience de 5 années au moins dans le domaine de la comptabilité des opérations bancaires.

Adresser C.V., photo et prétentions à n° 3872, COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui transmettra.

## STE APPAREILS DE MESURES INDUSTRIELLES

siège usine PARIS

### AGENT TECHNIQUE PRINCIPAL

#### ELECTRONICHIEN INFORMATICIEN

spécialiste Software, bonne pratique Hardware.

Bonne connaissance en fonction expérience.

Possibilité cadre - Libre rapidement

Discretion totale assurée

Adresser C.V. détaillé au CHEF DU PERSONNEL, Boite Postale 154, - 75063 PARIS Cedex 08.

## IMPORTANT SOCIÉTÉ DE FABRICATION DE MATÉRIEL DE TÉLÉCOMMUNICATION

Banlieue Ouest, recherche

pour son service commercial

### UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICHIEN

qui sera plus spécialement chargé de la commercialisation de son matériel.

Anglais obligatoire, autre langue souhaitée.

Adresser C.V., photo, sous le n° 49.645 à COTRÉSSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, - PARIS 1<sup>re</sup>.

## emplois régionaux

Société de services et conseils en informatique

filiale d'un important groupe industriel français

recherche pour

BORDEAUX

2 ingénieurs

informaticiens

débutants

Expérience minimum deux ans pour s'intégrer à une équipe existante chargée de concevoir et réaliser un ensemble de logiciels en Assembler.

Origine : écoles d'ingénieurs ou universités (maîtrise, D.E.A., doctorat).

Disponibilité immédiate.

Envoyer : lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence COTRÉSSE (mentionner/rev.), EMPLOIS ET CARRIÈRES, 30, rue Vernet, 75008 PARIS.

La Ville de SAINT-LO recrute deux animateurs activités socio-éducatives sur quartier, à part. d'équipement, et auprès des jeunes. Expér. professionnelle souhaitée. Rens. et candidatures, avec C.V. à adr. au Bureau d'aide sociale, passage Quatre-Chemin, à SAINT-LO.

Date lim. de dépôt : 10 mars 78.

La Ville de GRENOBLE organise, dans le courant du mois de mars, un concours pour le recrutement d'un Professeur d'Art Dramatique.

Conditions d'âge : 18 ans au moins et 30 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 1978, avec recuit dans certains cas.

Date limite du dépôt des candidatures : Vendredi 10 mars 1978.

Pour tous renseignements écrire, se présenter à l'Hôtel-de-Ville, 11, boulevard Pasteur, porte 13, ou téléph. au 43-91-46, poste 276.

## EXPANSIAL

### Recherche pour Société

#### Algérienne d'Engineering

#### Industriel et Pétrolier

#### I - BUREAU D'ÉTUDES :

#### PROJETS STATIONS DE POMPAGE

#### ET COMPRESSION

### ingénieurs

- Chef de projet chargé d'études d'installations pétrolières ou gazières :











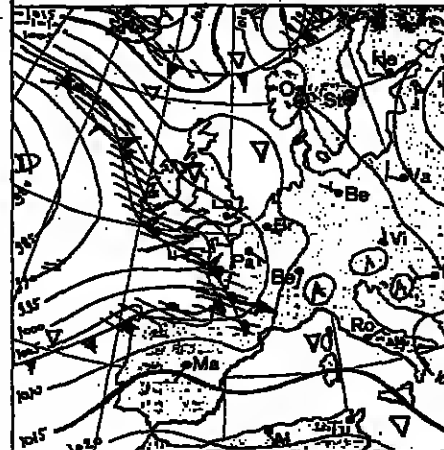
AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

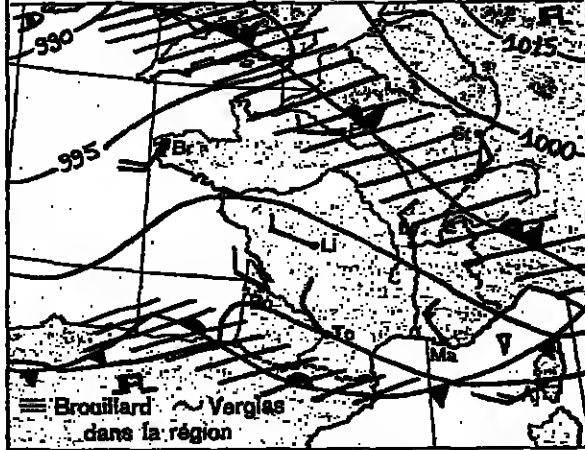
loterie nationale Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TERMI- NAISON	FINALES ET NUMEROS	SERIE DES VALENTINS A	SERIE DES VALENTINES B	TERMI- NAISON	FINALES ET NUMEROS	SERIE DES VALENTINS A	SERIE DES VALENTINES B
1	6 261 160 001 274 891 05 361 55 791 097 901 203 381	1 000 10 000 20 000 20 000 30 000 30 000 1 000 000	2 000 10 000 30 000 10 000 10 000 10 000 200 000	6	160 006 203 386 274 896 097 906	5 070 10 070 10 070 30 070	10 070 5 070 30 070 10 070
2	2 272 282 222 782 0 412 2 562 8 792 160 002 203 382 274 892 11 192 097 902	70 270 270 470 470 2 070 2 070 10 070 10 070 10 070 30 070 20 070 30 070	70 470 270 270 270 1 070 1 070 10 070 10 070 30 070 10 070 10 070 10 070	7	37 4 347 37 037 43 487 203 387 274 887 097 907 160 007	150 1 000 10 150 10 000 10 000 30 000 30 000 200 000	150 2 000 20 150 20 000 5 000 30 000 10 000 1 000 000
3	160 003 17 953 98 883 203 383 274 893 68 073 097 903	5 000 10 000 10 000 10 000 10 000 20 000 30 000	10 000 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000	8	2 028 160 008 203 388 274 898 097 908	1 000 5 000 10 000 10 000 2 000 000	2 000 10 000 30 000 30 000 300 000
4	9 864 160 004 05 194 203 384 274 894 097 904	200 2 000 10 000 10 000 10 000 30 000	400 1 000 20 000 5 000 5 000 10 000	9	79 2 319 160 009 203 389 274 899 71 409 99 859 097 909	150 2 000 5 000 10 000 10 000 20 000 20 000 30 000	150 1 000 10 000 5 000 30 000 10 000 10 000 10 000
5	05 160 005 203 385 274 895 097 905	150 5 150 10 000 10 000 30 150	150 10 150 5 000 30 000 10 150	0	160 000 22 630 37 620 44 320 203 380 84 229 46 250 097 900 274 890	5 000 10 000 10 000 10 000 10 000 20 000 20 000 30 000 300 000	10 000 20 000 20 000 20 000 5 000 10 000 10 000 2 000 000
6	6 36 166 0 496 9 626	70 220 470 1 070 1 070	70 220 270 2 070 2 070	TRANCHE DE LA SAINT-VALENTIN TIRAGE DU 15 FEVRIER 1978 PROCHAIN TIRAGE LE 22 FEVRIER 1978 à MALAKOFF (Hauts-de-Seine)			
LOTTO 4 21 24 38 39 40				NUMERO COMPLEMENTAIRE 36			
TIRAGE No 7				PROCHAIN TIRAGE LE 22 FEVRIER 1978 VALIDATION JUSQU'AU 21 FEVRIER APRES-MIDI			

SITUATION LEIG-Power 78A 0 h G.M.T.



PREVISIONS POUR LE 17-02-78 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 16 février à 0 heure et le vendredi 17 février à 24 heures :  
Les masses d'air océanique qui ont pénétré jeudi matin sur la moitié ouest de la France s'étendront progressivement sur tout le pays, atteignant l'extrême Nord et l'extrême Sud. Vendredi, le temps sera le plus souvent nuageux à nuageux avec pluie. Les précipitations seront nombreuses de la Manche orientale au Rhin, aux Alpes et à la Corse ; il neigea encore sur l'extrême Nord, les Ardennes, les Vosges, le Jura et les Alpes.  
Sur les autres régions, il y aura encore quelques faibles pluies inter-

mittentes. Des éclaircies fugaces apparaîtront en fin de journée de la Bretagne au Poitou.  
Des vents faibles, d'est à sud-est, persisteront près de la frontière belge ; partout ailleurs, les vents viendront de l'ouest ; ils seront modérés.  
Les températures seront en hausse de la Normandie à la Lorraine, aux Alpes et aux régions méditerranéennes ; elles varieront peu ailleurs.  
Jeudi 16 février, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était : Paris-Le Bourget, de 998,3 millibars, soit 748,7 millimètres de mercure.  
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 février ; le second, le minimum de la nuit du

15 au 16) : Ajaccio, 11 et 3 degrés ; Biarritz, 13 et 12 ; Bordeaux, 7 et 3 ; Brest, 4 et 4 ; Caen, 1 et -1 ; Charbourg, 2 et -1 ; Clermont-Ferrand, 1 et -1 ; Dijon, 3 et -2 ; Grenoble, 4 et -1 ; Lille, 4 et -1 ; Lyon, 2 et -2 ; Marseille, 8 et 3 ; Nancy, 2 et -1 ; Nantes, 5 et 2 ; Nice, 11 et 3 ; Paris-Le Bourget, 2 et -1 ; Pau, 9 et 8 ; Perpignan, 10 et 3 ; Rennes, 3 et 1 ; Strasbourg, 3 et -3 ; Toulouse, 2 et 1 ; Valenciennes, 2 et -2 ; Athènes, 15 et 7 ; Berlin, -1 et -5 ; Bonn, 2 et -5 ; Bruxelles, 3 et -1 ; Casablanca, 21 et 13 ; Coppenhague, -5 et -10 ; Gênes, 2 et -4 ; Lisbonne, 15 et 14 ; Londres, 3 et 1 ; Madrid, 8 et 9.

Bulletin d'enneigement

Renseignements communiqués par le Comité des stations françaises de sports d'hiver et les offices nationaux étrangers de tourisme.

Le premier nombre indique l'épaisseur de la neige en bas des pistes ouvertes ; le deuxième indique l'épaisseur de la neige en haut des pistes ouvertes.

ALPES DU NORD  
Alpe d'Huez, 180, 200 ; Aurama, 120, 200 ; Bellecôte-Crest-Voland, 180, 265 ; Bourg-Saint-Maurice-les-Arves, 120, 235 ; Champagny, 100, 400 ; Chamrousse, 250, 300 ; Châtel-Abondance, 100, 185 ; Châtel, 140, 280 ; La Clusaz, 130, 260 ; Les Contamines-Montjoie, 110, 350 ; Courmayeur, 160, 300 ; Courchevel, 90, 135 ; Les Deux-Alpes, 200, 250 ; Plaine, 150, 265 ; Tignes-Val d'Isère, 180, 330 ; Val d'Isère, 120, 280 ; Les Bouches, 120, 230 ; Méribel, 170, 240 ; Les Menuires-Val Thorens, 180, 310 ; Méribel, 145, 180 ; Morillon-Avoriaz, 135, 190 ; La Plagne, 203, 284 ; Pra-Lognan, 140, 280 ; Saint-Gervais-les-Bains, 90, 220 ; Samonès, 120, 280 ; Thonon-les-Montagnes, 80, 200 ; Tignes, 180, 250 ; Val-Cenis, 150, 350 ; Val-d'Aoste, 140, 280 ; Valloire, 140, 330 ; Villars-de-Lans, 150, 350.  
ALPES DU SUD  
Auron, 200, 350 ; Isola 2000, 275, 310 ; Montgenèvre, 180, 280 ; Pra-Lognan, 110, 230 ; Le Saix, 100, 280 ; Berra-Chevalier, 100, 180 ; Valberg, 210, 300 ; Vars, 130, 250.  
PYRENEES  
Bardonecchia, 160, 300 ; Font-Romeu, 145, 195 ; Courmayeur-les-Bains-Bonnes, 180, 360 ; La Mongie, 200, 300 ; Saint-

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 16 février 1978 :

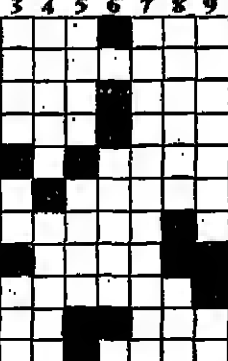
UN DECRET  
● modifiant le décret n° 89-263 du 19 mars 1968 relatif aux obligations administratives auxquelles sont tenus respectivement les assurés, les caisses mutuelles régionales et les organismes conventionnés au titre du régime institué par la loi n° 68-509 du 12 juillet 1968 modifiée.

DES LISTES  
● des élèves ayant obtenu le diplôme d'ingénieur agronome de l'Institut national agronomique Paris-Grignon ;  
● de classement aux concours de 1977 pour l'entrée à l'Ecole normale supérieure de l'enseignement technique.

D'autre part, le Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses du 16 février publie des arrêtés portant promotion et nomination dans l'ordre du Mérite agricole, portant attribution de la Médaille de la jeunesse et des sports.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1909



HORIZONTALEMENT

I. Doit être assez sombre pour rester élégante : Ce à quoi fut voué Gilles de Retz. — II. Preuve de succès tactique. — III. Assure de constants échanges ; Se prend ou se donne. — IV. Lisses ; Se montre intraitable. — V. Terme

VERTICALEMENT

1. Assurance souvent lucrative ; Sanctionnait un accord entre Henri IV et les Guises. — 2. Sont peu données pour la danse. — 3. Fondateur ; Conjonction ; Tissu. — 4. Quelqu'un ; Peu souple. — 5. Fonctionnels dans leurs visites, ils sont très fringants dans leur manière d'être ; Se croisent à la faveur d'un caractère commun. — 6. Purement et simplement mis à la porte (pluriel). — 7. Allégué considérablement. — 8. Sont poétiques ; Bossa. — 9. Inquiètent quand elles deviennent sérieuses ; Copulatif.

Solution du problème n° 1906

Horizontalement  
I. Parvenu. — II. Omar. — III. Lila. — IV. Et. — V. Sic. — VI. Taï. — VII. Eupen. — VIII. Laité. — IX. Titres. — X. V. — XI. Ruées. — XII. Elia. — XIII. Tulu. — XIV. Se ; Setter.  
Verticalement  
1. Pôles ; Aires. — 2. Amitié ; Tule. — 3. Rac ; Cuites. — 4. Vrac. — 5. Atiles. — 6. Ananas. — 7. T. — 8. Usine ; Out. — 9. Sorel ; Neute. — 10. Tis ; Réveur.

GUY BROUTY.

Perdrais mes pellicules si ce n'était déjà fait.

Shampooing anti-pelliculaire  
**ACTIV**  
Ca marche, c'est prouvé.

Le Monde  
Service des Abonnements  
5 rue des Italiens  
75421 PARIS - CEDEX 09  
C.F.P. 4201-23  
ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 12 mois  
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
115 F 218 F 395 F 408 F  
TOUS PAYS ETRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
245 F 398 F 515 F 528 F  
ETRANGERS  
(par mandat)  
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS - SUISSE  
143 F 245 F 388 F 510 F  
II. — TUNISIE  
159 F 348 F 500 F 566 F  
Par voie aérienne  
Taux sur demande  
Les abonnés qui paient par chèque postal (tous virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.  
Changements d'adresse : déclarations ou procurations (deux annexes ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.  
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en capitaux d'impression.

95 fois par semaine...  
Les jets d'Air Afrique s'envolent.  
Quand on voyage pour affaires, la fréquence, ça compte.  
Et pas seulement la fréquence vers l'Afrique, mais aussi à travers l'Afrique.  
Air Afrique, c'est 95 fréquences par semaine, vers 15 Etats d'Afrique Noire, depuis l'Europe, et d'une capitale d'Afrique vers une autre.

AIR AFRIQUE  
La plus grande fréquence de vols vers et à travers l'Afrique.



Le Monde

# régions

## ENVIRONNEMENT

### Les décisions du comité interministériel

- M. Jean-François Saglio est nommé délégué à la qualité de la vie
- Une « agence de l'air » est installée à Metz

M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a annoncé, mercredi 15 février, la création de la délégation à la qualité de la vie. Ce nouvel organisme résulte, en réalité, du regroupement de la mission de l'environnement rural et urbain (MERU), de la cellule d'aménagement du temps et du service des études du tourisme.

Disposant d'environ cent quarante fonctionnaires il aura pour mission de lutter contre le bruit, de faciliter l'accès aux loisirs, d'aménager le temps et de développer la vie associative. Ce sera donc le troisième « grand » service de l'environnement avec celui de la protection de la nature et celui de la prévention des nuisances.

Le délégué à la qualité de la vie est M. Jean-François Saglio — jusqu'ici directeur de la prévention des nuisances — qui, provisoirement, cumulera les deux fonctions.

Cette mini-réforme interne est donc plus une clarification qu'une réelle extension des compétences du ministère de la culture et de l'environnement. Elle ne s'accompagne en effet d'aucun accroissement des moyens, ni en personnel ni en crédits. Cependant, selon M. d'Ornano, le nouveau délégué aura plus de poids qu'un simple chef de service pour coordonner l'action des divers ministères qui concourent à la qualité de la vie.

Le ministre a, d'autre part, présenté les décisions du comité interministériel d'action pour la

nature et l'environnement (CIANE) qui s'est réuni le mardi 14 février. Le comité a réparti entre soixante-huit opérations la première tranche 1978 des crédits du Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement (FIANE), soit 81 millions de francs. On y relève notamment les mesures suivantes :

• **Pollution atmosphérique** : une agence de l'air dotée d'un crédit de démarrage de 5 millions de francs sera installée à Metz dans le courant de cette année. Elle aidera les industriels à s'équiper, surveillera la pollution de l'air et informera le public. Avec quels moyens ? M. d'Ornano a indiqué que l'agence disposerait en 1979 d'une ligne budgétaire dotée de 30 à 50 millions de francs. Abandonnerait-on le principe « qui pollue paie » ? En fait, il n'est pas impossible que plus tard, malgré les réserves des sociétés concernées, on recoure finalement à une taxe sur les combustibles.

• **Pollution des eaux** : le comité a approuvé les grandes lignes d'un plan de quinze ans pour la reconquête de la qualité des eaux de rivière et des eaux continentales. Il y a affecté, pour 1978, 16 millions de francs.

• **Lutte contre le bruit** : différentes actions bénéficieront d'une dotation de 4 millions de francs, dont l'établissement, avec trois villes de plans d'action communaux de lutte contre le bruit.

• **Aménagement du temps** : douze localités seront encoura-

gées à lancer des expériences d'aménagement du temps.

• **Protection de la faune** : un contrat va être signé avec les scientifiques du Muséum d'histoire naturelle pour qu'ils dressent l'inventaire des espèces menacées et qu'ils organisent un système de surveillance continue. La galerie des rapaces du Jardin des plantes de Paris sera rénovée, première étape d'un réaménagement complet de la ménagerie.

• **Milieu rural** : plusieurs expériences d'aménagement écologique de rivières vont être financées dans le Gers, les Vosges et les Landes. Vingt départements seront encouragés à se doter d'un réseau de chemins ruraux ouverts aux randonneurs.

• **Espaces verts** : l'ouverture au public de jardins privés, la signature de contrats verts d'agglomérations, l'aide aux jardins familiaux bénéficieront de 11 millions de francs.

• **Vie associative** : la formation des responsables d'association, l'information du public et l'aide aux chantiers de jeunes reçoivent 11 millions de francs.

Enfin, M. d'Ornano a présenté le premier rapport français sur l'état de l'environnement (1). Ce rapport annuel, qui avait été demandé par le président de la République à l'instar de ce qui

(1) L'Etat de l'environnement, rapport annuel 1976-1977, 2 tomes. La documentation française, 29, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07.

se fait aux Etats-Unis et en Allemagne, se présente sous la forme d'un gros ouvrage en deux tomes de cinq cents pages au total.

Il s'agit non pas d'une description scientifique de l'écosystème France — tâche pour l'instant impossible à mener — ou même d'une évaluation du patrimoine « nature » de l'Hexagone, mais d'un bilan des actions menées par les pouvoirs publics en faveur de l'environnement. Le document, illustré de graphiques, de tableaux et de cartes, a été rédigé par les agents de l'administration. Sa première livraison n'évite pas le piège de l'autosatisfaction. Cependant, il est amélioré et publié chaque année, comme on l'a promis. Il peut devenir un utile instrument de contrôle du public sur les actions du pouvoir en faveur de la qualité de la vie.

MARC AMBROISE-RENDU.

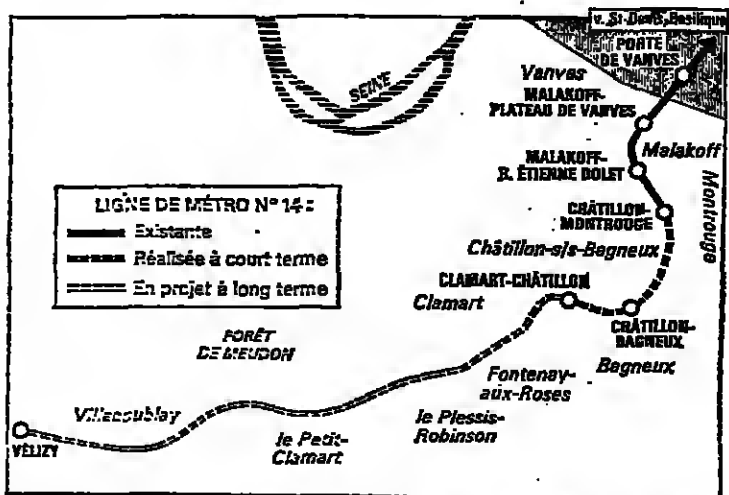
(M. Jean-François Saglio, quarante et un ans, ancien élève de Polytechnique et de l'Ecole des mines, a été directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse pendant deux ans, avant de devenir, de 1968 à 1972, chargé de mission auprès du président Pompidou. En 1973, il fut nommé directeur de la prévention des nuisances au ministère de l'environnement.)

Compétent, méthodique, persévérant, disposant d'appuis politiques non négligeables (il est le suppléant de M. Maurice Lemaire, député R.P.R. des Vosges), M. Saglio est devenu un « Monsieur auto-édition » particulièrement efficace. C'est à son service — et à l'action des six agences de l'eau dont il a la tutelle — que l'on doit, entre autres, l'amélioration de la qualité des rivières, ainsi que la multiplication des contrats et programmes de branches passés avec les industriels.]

## Ile-de-France

### LE PROLONGEMENT DE LA LIGNE DE MÉTRO N° 13

#### La station Châtillon est déplacée



La R.A.T.P. vient de modifier le projet de prolongement de la ligne n° 13 (Saint-Denis-Basilique - Châtillon-Montrouge) dans les Hauts-de-Seine, en direction de Vélizy.

La nouvelle ligne n° 13 a été créée en novembre 1976 par la jonction des anciennes lignes n° 13 et 14; elle doit être prolongée au nord vers Saint-Denis, au sud vers Vélizy. Or, si ces deux projets ne sont pas encore programmés, le prolongement jusqu'à Châtillon avec deux stations nouvelles (Bagneux-Voie des Saisses et Châtillon) était considéré comme « engagé » par la Régie.

La décision de commencer les travaux était néanmoins suspendue à la « définition des projets d'urbanisme de Châtillon ».

La station qui portait ce nom devait desservir un grand centre intercommunal où l'on devait

trouver 100 000 mètres carrés de bureaux, 5 000 logements et 20 000 mètres carrés de commerces. Ce projet, trop ambitieux, a finalement dû être abandonné et la R.A.T.P. a modifié ses projets en conséquence. La ligne sera plus longue d'un kilomètre environ; la station Bagneux-Voie des Saisses sera déplacée afin de mieux desservir les centres de Bagneux et de Châtillon et prenant le nom de ces deux communes sera construite au-dessus du carrefour de Chartres, à Châtillon.

La ligne sera ensuite prolongée d'un kilomètre en direction de Clamart et se terminera par une seconde station : Clamart-Châtillon, située au-dessus de la RN 306.

Le coût total du projet est estimé à 215 millions de francs, dont 60 ont déjà été affectés par la Régie. En 1978, la R.A.T.P. devra mener une enquête d'utilité publique et une étude d'impact. Les travaux (qui seront financés à 40 % par la Régie, à 30 % par l'Etat et à 30 % par la région) ne pourront commencer qu'en 1980. Ils devraient être terminés en 1982.

Reste à savoir si le conseil régional d'Ile de France inscrira — et à quelles conditions — sa participation dans ses prochains budgets.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

## Languedoc-Roussillon

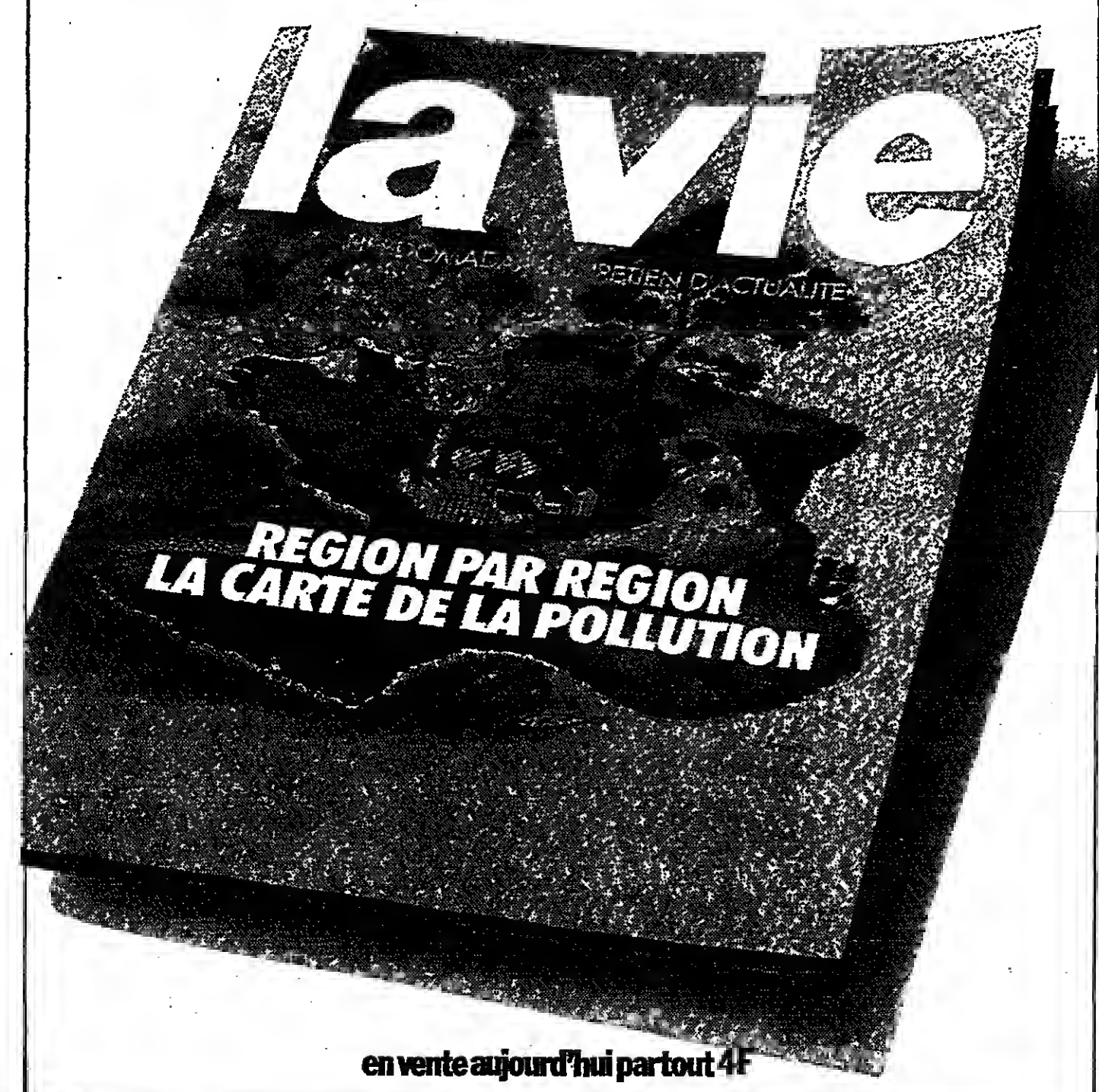
### UNE CHARTE CULTURELLE POUR L'AVEYRON

La charte culturelle du département de l'Aveyron a été signée le mercredi 15 février dans les locaux du ministère de la culture et de l'environnement. Selon ce document, l'Etat versera dès cette année une somme de 100 000 francs destinée à la restauration de l'ancienne maison d'arrêt d'Espalion et de la filature de Salles-la-Sourde; ces bâtiments abriteront des expositions d'art traditionnel. Les travaux prévus pour d'autres monuments historiques du département seront financés à 50 % par des subventions nationales. Enfin, une semaine culturelle de l'Aveyron sera organisée au mois de juillet 1978.

• **Paris au secours des oiseaux**.

Le service des parcs et jardins de la Ville de Paris et la Ligue de protection des oiseaux viennent de mettre en place deux cent cinquante mangeoires dans les squares de la capitale. Motivé : les passereaux sont particulièrement affectés par les rigueurs de l'hiver. On estime qu'il leur faudra jusqu'à 1 500 kg de graines pour tenir jusqu'au printemps. La Ligue lance un appel pour aider à financer cette opération. La Ligue de protection des oiseaux (L.P.O., 29, rue du Mont-Valérien, 92210 Saint-Cloud.)

## Français, qui pollue votre région?



en vente aujourd'hui partout 4F

Le cuir c'est Hermès.  
L'ordinateur conversationnel c'est Prime.

**PRIME**

9-11 rue Benoît Malon  
92150 Suresnes - Tél.: 772.91.92.

Le rasoir c'est Gillette.  
L'ordinateur conversationnel c'est Prime.

**PRIME**

9-11 rue Benoît Malon  
92150 Suresnes - Tél.: 772.91.92.

Le verre c'est Saint-Gobain.  
L'ordinateur conversationnel c'est Prime.

**PRIME**

9-11 rue Benoît Malon  
92150 Suresnes - Tél.: 772.91.92.

## Le commerce franco-chinois

### apparences et la réalité

Le commerce franco-chinois est en pleine expansion. Les échanges entre la France et la Chine ont augmenté de 20 % en 1977 par rapport à 1976. Cette croissance s'explique par une diversification des échanges, notamment dans le domaine des biens d'équipement et des produits industriels. Cependant, la balance commerciale reste défavorable à la France, ce qui pose des problèmes de politique commerciale.

Le commerce franco-chinois est en pleine expansion. Les échanges entre la France et la Chine ont augmenté de 20 % en 1977 par rapport à 1976. Cette croissance s'explique par une diversification des échanges, notamment dans le domaine des biens d'équipement et des produits industriels. Cependant, la balance commerciale reste défavorable à la France, ce qui pose des problèmes de politique commerciale.

Le commerce franco-chinois est en pleine expansion. Les échanges entre la France et la Chine ont augmenté de 20 % en 1977 par rapport à 1976. Cette croissance s'explique par une diversification des échanges, notamment dans le domaine des biens d'équipement et des produits industriels. Cependant, la balance commerciale reste défavorable à la France, ce qui pose des problèmes de politique commerciale.

Le commerce franco-chinois est en pleine expansion. Les échanges entre la France et la Chine ont augmenté de 20 % en 1977 par rapport à 1976. Cette croissance s'explique par une diversification des échanges, notamment dans le domaine des biens d'équipement et des produits industriels. Cependant, la balance commerciale reste défavorable à la France, ce qui pose des problèmes de politique commerciale.

## ARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEV

	1977	1978	1979	1980
France	110	115	120	125
Allemagne	105	110	115	120
Italie	100	105	110	115
Grèce	95	100	105	110
Portugal	90	95	100	105
Espagne	85	90	95	100
Irlande	80	85	90	95
Belgique	75	80	85	90
Pays-Bas	70	75	80	85
Luxembourg	65	70	75	80
Autriche	60	65	70	75
Suède	55	60	65	70
Finlande	50	55	60	65
Danemark	45	50	55	60
Norvège	40	45	50	55
Suisse	35	40	45	50
Israël	30	35	40	45
Arabie Saoudite	25	30	35	40
Indonésie	20	25	30	35
Malaisie	15	20	25	30
Singapour	10	15	20	25
Thaïlande	5	10	15	20
Vietnam	0	5	10	15

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	1977	1978	1979	1980
France	110	115	120	125
Allemagne	105	110	115	120
Italie	100	105	110	115
Grèce	95	100	105	110
Portugal	90	95	100	105
Espagne	85	90	95	100
Irlande	80	85	90	95
Belgique	75	80	85	90
Pays-Bas	70	75	80	85
Luxembourg	65	70	75	80
Autriche	60	65	70	75
Suède	55	60	65	70
Finlande	50	55	60	65
Danemark	45	50	55	60
Norvège	40	45	50	55
Suisse	35	40	45	50
Israël	30	35	40	45
Arabie Saoudite	25	30	35	40
Indonésie	20	25	30	35
Malaisie	15	20	25	30
Singapour	10	15	20	25
Thaïlande	5	10	15	20
Vietnam	0	5	10	15

Le conseil régional de l'Aveyron a adopté le nouveau logo de la région. Le logo est composé de trois lettres stylisées « AVE » dans un cercle. Ce nouveau logo sera utilisé sur tous les documents officiels de la région à partir de mai 1978.

Le conseil régional de l'Aveyron a adopté le nouveau logo de la région. Le logo est composé de trois lettres stylisées « AVE » dans un cercle. Ce nouveau logo sera utilisé sur tous les documents officiels de la région à partir de mai 1978.

Le conseil régional de l'Aveyron a adopté le nouveau logo de la région. Le logo est composé de trois lettres stylisées « AVE » dans un cercle. Ce nouveau logo sera utilisé sur tous les documents officiels de la région à partir de mai 1978.

Le conseil régional de l'Aveyron a adopté le nouveau logo de la région. Le logo est composé de trois lettres stylisées « AVE » dans un cercle. Ce nouveau logo sera utilisé sur tous les documents officiels de la région à partir de mai 1978.

Le conseil régional de l'Aveyron a adopté le nouveau logo de la région. Le logo est composé de trois lettres stylisées « AVE » dans un cercle. Ce nouveau logo sera utilisé sur tous les documents officiels de la région à partir de mai 1978.



# économie

ÉTRANGER

APRÈS LA DÉGRADATION DE LA BALANCE ANGLAISE EN JANVIER

## «Achetez britannique», conseille le gouvernement aux milieux d'affaires

De notre correspondant

Londres. — Les milieux officiels britanniques sont préoccupés par la brusque dégradation de la balance des paiements courants qui a accusé en janvier — après cinq mois d'excédents — un déficit de 179 millions de livres, soit environ 1,7 milliard de francs (voir nos éditions d'hier).

Ce revirement de tendance crée beaucoup de perplexité dans la mesure où les facteurs « passagers » (pétrole de la mer du Nord, frets aérien et naval, commerce des pierres précieuses) devaient affecter cette fois favorablement

la balance des paiements. L'ajustement saisonnier tenant compte des vacances de fin d'année, des mauvaises conditions générales du commerce mondial, l'accroissement exceptionnel (17 %) des importations alimentaires — en anticipation de la dévaluation de la livre verte — l'augmentation de 27 % des importations de produits chimiques, ne peuvent entièrement expliquer la mauvaise performance commerciale de janvier. « Le pire est peut-être encore à venir », estime-t-on dans les milieux officiels où l'on note que les effets de l'appréciation de la livre (1) ne se feront sentir que plus tard dans l'année.

### Importations

Dans les milieux industriels, on considère que la baisse des exportations justifie les craintes maintes fois exprimées par la fédération patronale du C.I.T. que la réévaluation de la livre affecte sensiblement la compétitivité des produits britanniques. D'autre part, les statistiques de fin de mois de l'annuaire à court terme attendu de la réévaluation, c'est-à-dire une augmentation en valeur des exportations avant leur baisse en volume.

La hausse des importations (1) En novembre 1976, la livre valait 1,63 dollar. En janvier 1977, elle était à 1,68 dollar, puis à 1,71 en février, à 1,82 en décembre. Elle est maintenant à 1,94 dollar (+ 19,5 % en un an).

préoccupent encore davantage, dans la mesure où elle est intervenue avant l'accroissement prévu des dépenses de consommation des ménages. La reconstitution des stocks, l'achat de matières premières (en hausse de 7 %) et de produits semi-finis, l'achat de biens d'équipement auxquels l'industrie a procédé en anticipant l'augmentation de la demande, ne peuvent faire oublier la tendance de fond qui est à la croissance de volume des produits manufacturés (+ 13 % entre 1976 et 1977) et des biens de consommation achetés à l'étranger.

En définitive, on craint à Whitehall que l'augmentation des dépenses de consommation conduise à une hausse rapide des importations, alors que le volume des exportations s'accroît moins rapidement que prévu. Dans ce contexte, M. Callaghan a jugé nécessaire de demander aux exportateurs de faire de nouveaux efforts et aux importateurs d'« acheter britannique » dans toute la mesure du possible.

Malgré tout, les milieux officiels gardent un optimisme pour le long terme, estimant que la balance des paiements sera excédentaire de 1,5 milliard de livres à l'automne 1978. A court terme, les dernières statistiques ne peuvent que renforcer M. Healey, chancelier de l'Échiquier, dans sa détermination de résister aux pressions des syndicats. Ceux-ci demandent une augmentation sensible du pouvoir d'achat,

recommandant une « injection » de 4 milliards de livres dans l'économie, alors que M. Healey n'envisage pas d'aller au-delà d'un maximum de 2 milliards.

HENRI PIERRE.

## LA DETTE EXTÉRIÈRE DU PORTUGAL REPRÉSENTE PRÈS DE 28 % DU PRODUIT NATIONAL

« Le gouvernement portugais cherchera à maintenir l'équilibre politique de dépréciation graduelle de l'escudo en tenant compte des différences de taux d'inflation au Portugal et chez nos principaux partenaires commerciaux aussi bien que de l'évolution dans le temps de la situation des réserves d'or et de devises », a déclaré à la fin de la semaine dernière M. Vítor Constâncio. Le nouveau ministre de l'économie et des finances paraît aussi écarter une brutale dépréciation de la monnaie portugaise dont la valeur — flottante mais contrôlée par les autorités monétaires — continuera à perdre 0,5 % à 1 % chaque mois. La dette extérieure du Portugal atteint 4,5 milliards de dollars, a précisé M. Constâncio, ce qui représente 27,7 % du produit national. La réduction du déficit de la balance des paiements (1,3 milliard de dollars) « devra s'accompagner de sacrifices », a conclu le ministre.

France

Le Monde

### Le commerce franco-chinois

## Les apparences et la réalité

1977 a été une année catastrophique pour les échanges franco-chinois. Ou quatrième rang fin 1976, la France a régressé au quinzième. Cette phrase est revenue sans cesse dans la presse tout au long du voyage de Li Chihang, ministre du Commerce extérieur, en France, en décembre 1977, comme pendant celui de Raymond Barre en Chine, en janvier. C'est un fait statistiquement, mais non sur le terrain des contacts. Il y a toujours un décalage entre les prises de commandes et les livraisons. La durée varie suivant le bien concerné, la dévaliation étant évidemment plus grand en ce qui concerne les biens d'équipement que les biens de consommation. Ce premier poste représente 95 % des exportations françaises vers la Chine. Il y a, en l'occurrence, un ou deux ans d'écart.

Si l'année 1977 est mauvaise statistiquement, cela signifie qu'en 1976 et en 1978 les contacts en vue d'éventuelles négociations se sont espacés. La baisse des échanges, disent les Chinois, est due à la « bande des quatre ». Ce groupe préconise un développement plus lent, mais chinois, un recours moins grand à la technologie étrangère.

Depuis juillet 1977, avec la conférence sur le commerce extérieur à Pékin et le retour de M. Teng Hsiao-ping, le positionnement a changé sur la base des principes suivants : il faut accélérer le développement économique ; il existe un patrimoine de connaissance technique de l'humanité, il n'y a pas de raison que la Chine n'y accède pas.

Depuis 1977, les contacts et les missions dans les deux sens se sont développés. Des contrats ont été signés (électronique, machine-outil...). Ceux qui vont régulièrement en Chine et qui suivent les affaires au jour le jour notent une reprise, bien

qu'elle ne soit pas encore perceptible dans les chiffres. Elle se manifestera en 1978.

Ce qui pourrait reprendre cette année — mais ne serait comptabilisé qu'en 1979 ou en 1980 — ce sont les achats d'usines complètes. La France a présenté plusieurs offres. Celles-ci sont discutées ou vont l'être. Les premiers de 1974 (notamment pendant la grande exposition française à Pékin). On les croyait enterrées. Elles pourraient resurgir. Elles concernent principalement l'énergie (centrales de différents types) et la pétrochimie (produits chimiques de base, engrais, fibres synthétiques). D'autres demandes sont nouvelles ou plutôt concernent les mêmes secteurs en s'appuyant sur des techniques plus nouvelles. Plusieurs explications peuvent être données aux retards constatés.

• Le plan quinquennal qui couvre la période 1976-1980 a dû être revu. Ce sera un plan intérimaire 1978-1980 dont les grands objectifs devraient être mis au point fin 1977 (les plans chinois sont toujours confidentiels). D'autre part, la première série d'usines achetées en 1973-1974 commence à peine à fonctionner. Il paraît logique d'attendre leur entrée en service définitive avant de se lancer dans une deuxième série d'achats massifs.

• Enfin, le paiement des usines achetées pendant que M. Teng Hsiao-ping était pour la première fois vice-premier ministre, avait entamé les réserves de la Banque de Chine. Celle-ci semble maintenant reconstruite et se situe aux environs de 3 milliards de dollars.

On peut supposer que ces différents problèmes étant résolus, on verra en 1978 se poursuivre la reprise des échanges franco-chinois de 1977.

MARTINE FRANCE, chargée de cours à Paris-TVI.

### E MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ Bas + Haut	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —
U.S.	4,8250 4,8300	+ 110 + 180	+ 230 + 320	+ 730 + 880
£	4,3240 4,3261	+ 53 + 150	+ 210 + 300	+ 630 + 730
(100)	2,0000 2,0100	+ 90 + 140	+ 200 + 250	+ 630 + 730
DM	2,3225 2,3230	+ 110 + 180	+ 250 + 320	+ 850 + 980
DM	2,1600 2,1601	+ 110 + 180	+ 170 + 230	+ 600 + 700
(100)	14,5200 14,5200	+ 350 + 600	+ 750 + 1050	+ 2530 + 2530
DM	2,5760 2,5768	+ 170 + 230	+ 400 + 470	+ 1220 + 1350
(100)	2,6350 2,6352	+ 110 + 180	+ 250 + 320	+ 850 + 980
DM	2,3250 2,3252	+ 180 + 320	+ 420 + 550	+ 1150 + 1410

### TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/12/76	5/1/77	5/1/77	5/1/77	5/1/77	5/1/77	5/1/77	5/1/77
	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16
DM	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16
(100)	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16
DM	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16
(100)	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16
DM	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16
(100)	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16

Vous donnez ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises, tels qu'ils étaient indiqués en fin de journée par une grande banque de la place.

Manufrance. — Le conseil d'administration de Manufrance, créé le 14 février 1977, a été annoncé le mardi 14 février aux représentants du personnel des établissements Caillard, une entreprise du Havre spécialisée dans la réparation navale. Pour protester contre ce projet, les ouvriers de Caillard ont symboliquement occupé les locaux de leur entreprise durant la réunion du comité d'établissement.

Cent dix-sept licenciements aux établissements Caillard au Havre. — Un projet de

la Sécurité Routière vous informe

## 20 000 VIES SAUVEES EN CINQ ANS

De 1972 à 1977, le nombre annuel des tués sur les routes françaises a été ramené de 17 000 à 13 000 environ. De nombreuses vies ont donc été épargnées.

Si les pouvoirs publics n'avaient pas engagé une politique vigoureuse de sécurité routière, l'écroulement aurait sans doute continué. En cinq ans, 20 000 vies humaines ont été sauvées et 30 milliards de francs économisés pour le pays.

Ces résultats sont largement dus à deux mesures qui ont demandé la coopération des usagers de la route et qui ont fait la preuve de leur efficacité :

- les limitations de vitesse
- l'obligation de la ceinture de sécurité.

### UN PETIT CLIC VAUT MIEUX QU'UN GRAND CHOC

La France a été le premier pays d'Europe à rendre obligatoire l'utilisation de la ceinture de sécurité : depuis juillet 1973 pour la circulation sur route ; depuis janvier 1975 pour la circulation en agglomération — de 22 h à 6 h du matin — et sur les voies rapides en ville.

Les ceintures sont de plus en plus pratiques. Aujourd'hui les ceintures à enrouleur équipent la plupart des voitures neuves.

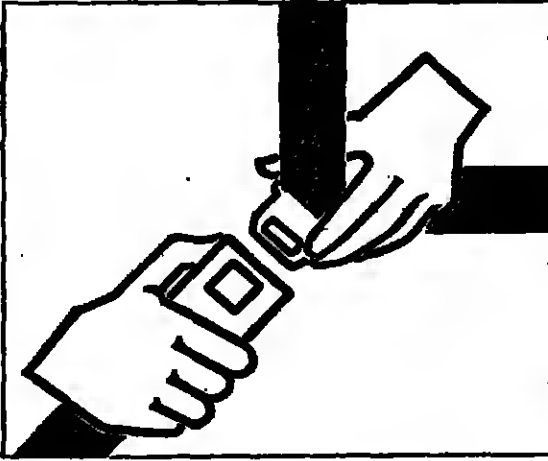
### POURQUOI LA CEINTURE DE SECURITE ?

Sur plus de 120 000 accidents analysés, il est apparu que le risque d'accident mortel était divisé par plus de deux pour ceux qui utilisaient la ceinture de sécurité. Pourquoi ?

- parce qu'à 80 km/h en cas de choc brutal, les occupants d'une voiture, non ceinturés, sont projetés en avant par une force de 40 à 50 fois supérieure à leur poids. Seule la ceinture de sécurité peut absorber cette énergie ;
- parce qu'à moins de 90 km/h, l'accident est très rarement mortel avec une ceinture de sécurité.

20 000 VIES SAUVEES EN 5 ANS. CONTINUONS

Notre prochain communiqué : les limitations de vitesse



France  
lancement Châtillon est dépla

guider  
mission

Le cair d'est Henc  
L'ordinateur conversationnel  
c'est Prime

PRIME  
911 - 1000000  
1000000 - 1000000

Le savoir c'est Gilet  
L'ordinateur conversationnel  
c'est Prime

PRIME  
911 - 1000000  
1000000 - 1000000

Le savoir c'est Gilet  
L'ordinateur conversationnel  
c'est Prime

PRIME  
911 - 1000000  
1000000 - 1000000

ABU DHABI  
BAHREIN DUBAI  
DOHA MUSCAT

سكنا من الاجل

GULF AIR

le cinq étoiles du transport aérien.

(1) 261.61.20, (1) 776.41.52.



## SOCIAL

### La grève à la Sécurité sociale est surtout suivie à Paris, à Lyon et à Toulouse

A l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C., une grève de trois jours — du 15 au 17 février inclus — est partiellement et inégalement observée dans les caisses de sécurité sociale pour appuyer les revendications des techniciens (150 000 sur 160 000 employés). L'ordre de grève concerne les seuls techniciens, qui réclament une qualification et une rémunération supérieures, bien que la C.F.D.T., seule, ait appelé tous les employés à cesser le travail.

Selon l'Union nationale des caisses de sécurité sociale (UNANSS), organisme paritaire chargé de la gestion du personnel, 15 % seulement des employés étaient en grève, mercredi 15 février : mais le taux des grévistes, chez les seuls techniciens, variait de 0 à 3 % dans l'Est et en Normandie jusqu'à 30 % à Paris et

#### Séquestration d'un président F.O.

Ce conflit a éclaté à la caisse d'allocation familiale de la région parisienne et depuis deux semaines les techniciens occupent le centre informatique. Des incidents de son produits mardi dernier : des cadres ainsi que le président, M. Jean Brissot (F.O.), et le vice-président, M. Maurice Paris (C.N.P.F.), ont été bloqués, cinq heures, dans leurs bureaux. Le C.N.P.F., dans un communiqué, dénonce cette « séquestration » et ces « procédés intolérables ».

### Une nouvelle dénonciation par la C.G.T. des milices patronales

Dans la nuit du 5 juin 1977, à Reims, un commando armé des ouvriers en grève aux Verrières mécaniques champenoises. M. Pierre Maître, un syndicaliste de la C.G.T., est mortellement blessé d'un coup de carabine. Son meurtrier, Leconte appartenait à la C.G.T. C'est autour de ce thème qu'est né le livre *« Les milices patronales »* paru chez Côté. L'enquête présentée mardi 14 février à la presse par son auteur, M. Marcel Caille, secrétaire de la C.G.T.

Après les *« Triangles du patronat »* et *« Henri Rolin, militant chez Simco-Chrysler, veillé donc, tout aussi explosif et bourré de noms, d'accusations précises, le troisième volet de cette trilogie qui entend dénoncer les milices patronales en révélatrice, à l'instar de la *« Lettre à Caille, les véritables raisons et les principaux responsables de l'escalade de la violence et de la mise en cause de la liberté en France »*.*

M. Caille n'y va pas par quatre chemins. Selon lui, Côté est une « dépositaire national » qui organise cette violence et qui est constitué « d'une véritable armée clandestine forte de plusieurs centaines de milliers d'organisés en groupes d'intervention à partir de chacun des établissements de la firme automobile ». Les liaisons seraient assurées « par des communications radio à longue distance entre les différents établissements » ; une surveillance est ainsi exercée sur les travailleurs, les syndicats et les partis de gauche dans les régions où se trouve Côté.

Que devient la C.F.T.-C.S.I. dans tout cela ? C'est elle qui servirait tout à la fois de couverture, de camouflage et de moyen à la mise en place d'une « armée clandestine ». Selon M. Caille, « les faits dont ces hommes se sont rendus coupables » sont tels que

un Expert vous dit : Votez utile

BRILLANT 1 carat

Blanc Extra Pur 10<sup>x</sup> certifié

16-2-78, 45.000 F net t.t.c.

JEAN TOUR depuis 100 ans

12 av. Victor-Hugo 92015 553 8671

(Publicité)

### Royaume Hachémite de Jordanie SOCIÉTÉ DES EAUX

#### Projet d'approvisionnement en eau de la région d'Akaba

#### Préqualification des entrepreneurs

La Société des Eaux invite les entrepreneurs de Génie Civil expérimentés à soumettre les formulaires d'inscription pour la pré-qualification des soumissionnaires en vue d'un contrat de travaux faisant partie du projet sus-mentionné.

Ce contrat de travaux comportera les rubriques de travaux suivantes :

1. Bâtiment d'une centrale électrique de 3 MW, bâtiment administratif, logement, sites de puits et routes ;
2. Réservoir en ciment ;
3. Canalisation principale d'envoie de 92 km de long et de 450 à 800 mm de diamètre ;
4. Canalisation de collecte sur les champs de puits représentant une longueur totale de 23 km, de 250 à 700 mm de diamètre ;
5. Lignes aériennes de transport d'électricité de 11 KV d'une longueur totale de 23 km.

Les soumissionnaires seront appelés à la fin mai 1978 et le contrat devra être entièrement réalisé en juin 1980.

Le gouvernement de Jordanie négocie un emprunt auprès du Fonds Arabe pour le Développement Social et Economique ; seuls seront retenus les soumissionnaires acceptables par les dirigeants de ce Fonds.

Les entrepreneurs doivent réclamer les formulaires d'inscription aux adresses suivantes :

soit : The Director General The Water Supply Corporation P.O. Box 9912, Amman, Jordanie

soit : The Consulting Engineers, Howard Humphreys Ltd., Essex House, Kings Road, Reading, RG1 3BT, Angleterre

et les imprimés remis doivent être retournés aux ingénieurs-Conseils le 1er avril 1978 au plus tard.

Le Directeur Général Société des Eaux (Water Supply Corporation) Jordanie.

## AFFAIRES

En 1977

### Le groupe Rhône-Poulenc a obtenu de meilleurs résultats

Malgré un environnement défavorable et de multiples difficultés, le groupe Rhône-Poulenc est parvenu en 1977 à dégager des résultats moins mauvais que ceux de l'année précédente.

D'après les premières estimations fournies par son vice-président directeur général, M. Jean Gandois, le 15 février, son chiffre d'affaires consolidé sera de 23,5 milliards de francs en 1977, marquant ainsi la structure comparable, une progression de 10 % d'une année sur l'autre, dont 4 % en volume, alors que la plupart des grands groupes allemands ont enregistré une croissance à peu près nulle.

Faillit plus remarquable : 1977 pourrait être marqué par un retour à l'équilibre des comptes. M. Gandois, en effet, le résultat consolidé, avant déduction des impôts évalués à une centaine de millions de francs, devrait se situer autour de 200 millions de francs (contre une perte de 364 millions de francs en 1976).

Le drapeau du président Gandois ne pousse pas pour autant, jugeant le résultat encore très insuffisant dans la mesure où il a été obtenu en grande partie grâce aux plus-values de cession réalisées l'an passé par la vente de la participation dans l'IVL-Laboratoire (280 millions de francs en 1976).

En outre, deux points noirs subsistent : les textiles et les polymères, deux divisions très déficitaires, surtout la première (780 millions de francs en 1976). Les progrès sont néanmoins manifestes puisque le résultat net d'exploitation avant frais financiers passe de 1 963 à 1 200 millions de francs, cette amélioration étant largement imputable aux économies d'énergie et aux gains

de productivité. A moyen terme, le groupe entend poursuivre ses efforts dans trois directions : élargissement des activités « hémériques » (il s'agit essentiellement des textiles chimiques dont le plan de restructuration a été annoncé avant Noël) ; consolidation des points forts de la grande chimie (malgré les risques, M. Gandois parle sur les engrais et table sur une « coordination » entre les grands producteurs européens R.A.S.P., I.C.I. et « par exemple » C.F.P.), développement des secteurs à forte valeur ajoutée, principalement celui de la santé. Son budget recherche va être porté, en 1978, de moins de 300 millions de francs à plus de 350 millions (soit 300 millions pour la France). Un Institut de biopharmacie sera créé, qui co-ordonnera les efforts de Rhône-Poulenc et de la Pharmaceutique américaine. Pour ce faire, il vient de renforcer de 4,8 % sa participation dans la firme chimique Marton-Norwich en acquérant huit cent mille actions émises à son intention au prix unitaire de 31 collers. Rhône-Poulenc détient ainsi 10,5 % du capital de Marton-Norwich et compte, dans un proche avenir, porter cette participation à 20,5 %.

Cette opération devrait permettre un groupe français de commercialiser ses médicaments aux Etats-Unis, à l'exception de la division de la corrélation de la Federal Drug Administration, Rhône-Poulenc avait déjà tenté, en 1964, de lancer ses produits pharmaceutiques aux Etats-Unis, mais sans succès. Le groupe avait acquis 49 % de l'IVL Laboratories et s'était vu refuser l'autorisation de commercialisation des produits Rhône-Poulenc contre-Ataque et le groupe français avait renoncé à l'autonomie et à la participation pour 50 millions de dollars.

L'an dernier, Marton-Norwich a réalisé un chiffre d'affaires supérieur à 600 millions de dollars tout un peu plus de 29 % se rapportent à son activité pharmaceutique.

### LA COMMISSION DE BRUXELLES A RECU LES DIRIGEANTS DES FIRMES AUTOMOBILES EUROPÉENNES

Le Comité des constructeurs du Marché commun (C.M.C.), qui regroupe les représentants des firmes automobiles européennes, a reçu mardi 14 février M. Etienne Davignon, commissaire européen chargé des affaires industrielles. Les constructeurs ont remis à la commission un document qui, dans la perspective des négociations menées au sein du GATT, résume les perspectives de concurrence internationale (notamment japonaise et américaine) dans le secteur automobile.

Il propose un certain nombre d'actions communes en matière notamment de réglementation technique, de politique économique et de recherche visant à renforcer les échanges de savoir-faire entre les constructeurs européens pour lutter contre cette concurrence.

Les dirigeants des groupes automobiles ont également souhaité que les clauses de sauvegarde admises par le GATT deviennent sélectives.

### BRITISH LEYLAND VA FERMER UNE DE SES USINES

La direction de British Leyland, premier constructeur automobile britannique nationalisé, a annoncé la fermeture prochaine de son usine de Speke, près de Liverpool, et la suppression de trois mille emplois. L'usine qui construisait les modèles TR-7, est paralysée depuis seize semaines par une grève.

La fermeture de cette usine, qui ne fonctionnait qu'à 50 % de ses capacités, était envisagée de longue date, a précisé la direction du groupe, la grève n'a fait que accélérer la décision. La production des TR-7 sera transférée dans les Midlands.

### TRANSPORTS

● Transports routiers : mauvaise volonté britannique. — La Commission européenne envisage des poursuites contre la Grande-Bretagne et l'Irlande, si elles n'introduisent pas de tachygraphes sur leurs camions. Les ministres des transports des Neuf avaient décidé, en 1974, l'installation d'un appareil de contrôle (tachygraphe) mesurant les heures de travail des conducteurs de camions, dans le but de limiter le temps de travail.

La Commission a décidé d'accorder un délai de deux mois au Royaume-Uni avant de le traduire devant les tribunaux de la Cour de justice européenne de Luxembourg.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Le chiffre d'affaires des sociétés contrôlées (1), du groupe de la Compagnie générale d'électricité s'élève en 1977, après élimination des ventes internes, à 18 300 millions de francs hors taxes (20 838 millions de francs T.T.C.), en augmentation de 15 % par rapport au montant comparé de l'exercice précédent (15 909 millions de francs).

	1976	1977	Variation 1977/76 en %
Entreprise électrique	2 433	2 777	+ 14
Entreprise de ingénierie	2 384	4 138	+ 73
Télécommunications et électronique	4 393	5 039	+ 15
Câbles	1 425	1 850	+ 30
Accumulateurs et piles	1 253	1 315	+ 5
Matériaux	673	772	+ 15
Grand public	544	521	- 4
Autres activités	1 500	1 427	- 5
Total	15 909	18 300	+ 15

Le chiffre d'affaires des sociétés affiliées au groupe de la C.G.E. (principalement Alsthom-Atlantique, C.T. Hespérel-Bail et leurs filiales) s'élève à 14 374 millions de francs hors taxes, en augmentation de 14,5 % par rapport au montant comparé de l'exercice précédent (12 543 millions de francs).

Pour l'ensemble du groupe, le total des chiffres d'affaires des sociétés contrôlées et des sociétés affiliées s'élève ainsi en 1977 à 32 673 millions de francs hors taxes, ce qui est en augmentation de 14,8 % par rapport au montant comparé de l'exercice précédent (28 454 millions de francs).

(1) Sociétés de la C.G.E. et du groupe contrôlé 50 % ou plus du capi-

### FRANCE ÉPARGNE (Sicav)

PARIBAS 30-09-77 31-12-77

ACTIF NET

Répartition :

— Act. françaises : 18,8 18,8

— Act. étrangères : 29,1 31,8

— Obligations françaises : 2,7 2,9

— Autres : 31,6 32,9

— Oblig. étrang. : 6,9 5,4

— Liquidités : 11,9 9

Nombre d'actions en circulation : 208 196 214 538

Vol. de l'action (F) : 145,52 154,94

FRANCE CROISSANCE (Sicav)

PARIBAS 30-09-77 31-12-77

ACTIF NET

Répartition :

— Act. françaises : 18,8 18,8

— Act. étrangères : 29,1 31,8

— Oblig. françaises : 2,7 2,9

— Autres : 31,6 32,9

— Oblig. étrang. : 6,9 5,4

— Liquidités : 11,9 9

Nombre d'actions en circulation : 194 995 194 099

Vol. de l'action (F) : 153,85 162,45

### SÉLECTION CROISSANCE (Sicav)

PARIBAS 30-09-77 31-12-77

ACTIF NET

Répartition :

— Act. françaises : 18,8 18,8

— Act. étrangères : 29,1 31,8

— Oblig. françaises : 2,7 2,9

— Autres : 31,6 32,9

— Oblig. étrang. : 6,9 5,4

— Liquidités : 11,9 9

Nombre d'actions en circulation : 100 100

Vol. de l'action (F) : 153,85 162,45

### SIMCO

Le montant des loyers émis par la société au cours des quatre trimestres de l'année 1977 s'élève à 88 250 144 F contre 84 002 493 F pour les quatre trimestres de l'année 1976.

Ce montant ne tient pas compte des sommes à recevoir au titre de la garantie en raison du blocage des loyers pour les quatre trimestres estimée à 2 820 600 F environ.

### BURROUGHS

Pour le quatrième trimestre 1977 le chiffre d'affaires s'est élevé à 679 134 000 F, soit une progression de 15 % par rapport au quatrième trimestre 1976.

Pour l'année 1977, le chiffre d'affaires s'est élevé à 2 126 882 000 F, soit une augmentation de 10 % par rapport à l'année 1976 (1 901 849 000 F).

Le bénéfice de l'année 1977 est passé à 215 180 000 F, soit une progression de 10 % par rapport à l'année 1976.

### PIERREFFITE - AUBY

Lors de sa séance du 13 février 1978, le conseil d'administration de la société Pierreffite-Auby a procédé à un premier examen des résultats comptables de l'exercice clos le 31 décembre 1977.

En effet, les chiffres démontrent qu'il y a eu une nette amélioration, le bénéfice net de l'exercice sera de 1 804 500 F.

Le conseil a décidé de proposer à la prochaine assemblée des actionnaires qui se tiendra le 21 juin 1978, la répartition de l'excédent de l'exercice 1977 formant avec l'impôt de 3 F déjà payé au Trésor (avoir fiscal) un revenu global de 9 F.

Cette distribution absorbera une somme de 20 249 000 F et le report à nouveau sera maintenu à son niveau antérieur de 18 800 000 F environ.

### IRAN AIR

Only Sud

PARIS-TEHERAN. SANS ESCALE

BOEING 747 SP : Mardi-Samedi 9 h 15

BOEING 747 : Vendredi 15 h 45

BOEING 707 : Lundi 15 h 45

## LES MARCHÉS

### PARIS LONDRE

Le marché des actions a été marqué par une certaine stabilité, les cours ont évolué dans une fourchette étroite. Les valeurs étrangères ont progressé, notamment les actions américaines.

Les obligations ont également progressé, les rendements sont restés attractifs. Les devises ont été stables, le franc a conservé sa position.

Les matières premières ont connu une certaine volatilité, les prix ont varié en fonction des nouvelles du Moyen-Orient.

Les produits agricoles ont progressé, les prix ont été favorables. Les métaux ont également progressé, les cours ont été soutenus.

Les valeurs immobilières ont progressé, les prix ont été soutenus. Les assurances ont également progressé, les cotisations ont été stables.

Les services ont progressé, les prix ont été soutenus. Les transports ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les industries ont progressé, les prix ont été soutenus. Les constructions ont également progressé, les coûts ont été stables.

Les commerces ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services aux entreprises ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les professions ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services sociaux ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les administrations ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services publics ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les entreprises ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services privés ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les particuliers ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services personnels ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les familles ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services familiaux ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les groupes ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services de groupe ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les associations ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services d'association ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les syndicats ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services syndicaux ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les unions ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services d'union ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les fédérations ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services de fédération ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les confédérations ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services de confédération ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les organismes ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services d'organisme ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les institutions ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services d'institution ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les établissements ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services d'établissement ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les entreprises ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services d'entreprise ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les sociétés ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services de société ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les groupements ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services de groupement ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les associations ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services d'association ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les unions ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services d'union ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les fédérations ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services de fédération ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les confédérations ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services de confédération ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les organismes ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services d'organisme ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les institutions ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services d'institution ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les établissements ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services d'établissement ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les entreprises ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services d'entreprise ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les sociétés ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services de société ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les groupements ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services de groupement ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les associations ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services d'association ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les unions ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services d'union ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les fédérations ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services de fédération ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les confédérations ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services de confédération ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les organismes ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services d'organisme ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les institutions ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services d'institution ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les établissements ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services d'établissement ont également progressé, les tarifs ont été stables.

Les entreprises ont progressé, les prix ont été soutenus. Les services d'entreprise ont également progressé, les tarifs ont été stables.



سكنا من الاجل

# LES MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS 15 FÉVRIER

**Encore bien orienté**  
Les valeurs françaises sont restées bien orientées ce mercredi. La Bourse de Paris, l'indicateur national enregistré une nouvelle progression de 0,5 % environ.  
Aucun compartiment n'est resté à l'écart du mouvement de hausse, qui a surtout favorisé les pétroles, le matériel électrique et les valeurs dites « nationales ». En revanche, des ventes, essentiellement d'origine étrangère, ont continué de peser sur le cours de Michelin.  
Les meilleures performances de la séance ont été réalisées par pétroles B.P., P. de la Vallée et P. de la Vallée. L'indice C.A.C. 40 a gagné 0,5 % et l'indice des valeurs étrangères a gagné 0,3 %.

Les violentes critiques faites par le parti communiste et la majorité sur le chiffre du programme socialiste ont contribué à déstabiliser l'atmosphère au Palais National. A tort ou à raison, les milieux financiers estiment que ce chiffre n'est pas de nature à favoriser une victoire de l'opposition aux élections. La nouvelle attaque portée dans la matinée contre le franc, cependant tempérée la satisfaction des investisseurs, et les investisseurs institutionnels ont dû procéder à et à, à des interventions de soutien.  
Aux valeurs étrangères, les américains ont été nouveaux favoris, en raison avec la baisse du dollar et celle de Wall Street, tandis que les mines d'or se sont généralement redressées.  
Sur le marché de l'or, le 100 a gagné 110 F (29 200 F) à ses gains précédents et le napoléon est passé à 299,80 F. Le volume des transactions a un peu diminué à 6,52 millions de francs contre 11,07 millions de francs.

## LONDRES

Les valeurs étrangères ont été favorisées par la baisse du dollar et celle de Wall Street, tandis que les mines d'or se sont généralement redressées.

VALEURS	COURS	DERNIER
100	102	102
100	102	102

## NEW-YORK

**Nouveau repli**  
La séance d'aujourd'hui a été marquée par un repli sur les valeurs étrangères, en raison de la baisse du dollar et de celle de Wall Street. Les valeurs américaines ont été favorisées par la baisse du dollar et de celle de Wall Street, tandis que les mines d'or se sont généralement redressées.

## COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen)	246 37	246 37
-------------------	--------	--------

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**NOUVELLES DES SOCIÉTÉS**  
A.T.T. - Relevement du dividende triennal payable le 1er avril prochain, qui passe de 0,5 à 1,15 dollar l'action.  
SOCIÉTÉ DU LITTÉRAIRE - Bénéfice net record pour 1977 : 401,6 millions de dollars contre 263,8 millions pour 1976. Le chiffre d'affaires a été de 2,1 milliards de dollars (+ 20 %).  
THOMSON - BRANDY - Chiffre d'affaires consolidé pour 1977 : 13,600 millions de francs contre 12,700 millions de francs pour 1976. Le bénéfice net a été de 1,671 millions de francs (+ 10 %).  
NORSE HYDRO - Pour la première semaine de l'exercice 1977-1978, le chiffre d'affaires a été de 2,1 milliards de francs contre 1,9 milliards de francs pour la même période de 1976. Le bénéfice net a été de 215 millions de francs (+ 10 %).  
J.A.R.G.E. - L'amélioration des résultats pour 1977 a permis de reprendre la distribution d'un dividende suspendu depuis 1973. Le dividende global a été de 1,05 F contre 0,15 F.

## INDICES QUOTIDIENS

Indice C.A.C. 40	14 146	14 146
Valeurs françaises	93,3	94,5
Valeurs étrangères	102,4	102,3
Indice général	96,1	96,3
Taux du marché monétaire	13 1/2 %	13 1/2 %

## BOURSE DE PARIS - 15 FÉVRIER - COMPTANT

VALEURS	% de nom.	% de coupon	Cours	DERNIER
3 %	34	1 134	100 50	100 50
5 %	35	1 256	100 50	100 50
5 % 1970-1980	148	0 205	100 50	100 50
5 % 1980-1985	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 1975-1980	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 1980-1985	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 1985-1990	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 1990-1995	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 1995-2000	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2000-2005	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2005-2010	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2010-2015	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2015-2020	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2020-2025	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2025-2030	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2030-2035	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2035-2040	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2040-2045	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2045-2050	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2050-2055	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2055-2060	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2060-2065	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2065-2070	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2070-2075	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2075-2080	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2080-2085	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2085-2090	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2090-2095	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2095-2100	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2100-2105	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2105-2110	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2110-2115	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2115-2120	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2120-2125	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2125-2130	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2130-2135	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2135-2140	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2140-2145	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2145-2150	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2150-2155	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2155-2160	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2160-2165	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2165-2170	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2170-2175	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2175-2180	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2180-2185	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2185-2190	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2190-2195	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2195-2200	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2200-2205	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2205-2210	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2210-2215	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2215-2220	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2220-2225	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2225-2230	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2230-2235	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2235-2240	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2240-2245	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2245-2250	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2250-2255	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2255-2260	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2260-2265	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2265-2270	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2270-2275	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2275-2280	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2280-2285	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2285-2290	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2290-2295	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2295-2300	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2300-2305	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2305-2310	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2310-2315	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2315-2320	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2320-2325	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2325-2330	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2330-2335	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2335-2340	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2340-2345	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2345-2350	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2350-2355	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2355-2360	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2360-2365	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2365-2370	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2370-2375	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2375-2380	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2380-2385	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2385-2390	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2390-2395	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2395-2400	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2400-2405	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2405-2410	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2410-2415	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2415-2420	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2420-2425	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2425-2430	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2430-2435	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2435-2440	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2440-2445	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2445-2450	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2450-2455	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2455-2460	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2460-2465	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2465-2470	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2470-2475	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2475-2480	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2480-2485	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2485-2490	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2490-2495	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2495-2500	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2500-2505	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2505-2510	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2510-2515	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2515-2520	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2520-2525	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2525-2530	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2530-2535	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2535-2540	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2540-2545	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2545-2550	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2550-2555	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2555-2560	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2560-2565	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2565-2570	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2570-2575	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2575-2580	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2580-2585	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2585-2590	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2590-2595	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2595-2600	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2600-2605	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2605-2610	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2610-2615	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2615-2620	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2620-2625	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2625-2630	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2630-2635	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2635-2640	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2640-2645	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2645-2650	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2650-2655	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2655-2660	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2660-2665	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2665-2670	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2670-2675	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2675-2680	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2680-2685	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2685-2690	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2690-2695	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2695-2700	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2700-2705	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2705-2710	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2710-2715	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2715-2720	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2720-2725	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2725-2730	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2730-2735	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2735-2740	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2740-2745	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2745-2750	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2750-2755	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2755-2760	148	0 205	100 50	100 50
4 1/4 % 2760-2765	148	0 205	100 50	10



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES — FEMMES : « Ne pas se tromper d'adversaire », par Maurice T. Maschino; « Revue des revues », par Yves Florenne.
3. ÉTRANGER — La guerre de l'Ogaden. — La Mauritanie prise en piège (III), par D. Junqua.
4. EUROPE — CHYPRE : les propositions d'Ankara tendent à assurer l'indépendance économique de l'État fédéré turc.
5. ASIE
6. AMÉRIQUES
6. DIPLOMATIE — La conférence de Belgrade.
- 7 à 10. POLITIQUE — LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES : la candidature de M. de Harcourt à Neully. — EN ÎLE-DE-FRANCE (II). — SEINE-SAINT-DENIS : le P.C. souverain.
12. SOCIÉTÉ — Les associations contre Mlle Guemenn. — « L'obéissance », par Casamayor.

**LE MONDE DES LIVRES**  
PAGES 13 à 20

**LE PEULLETON** de Bertrand Poirot-Delpech; « Sabotier le roi ».

**HISTOIRE** : l'odyssée de Jacques Baudouin.

**LETTERES ÉTRANGÈRES** : Vasiliou et la diaspora grecque.

**POÉSIE** : Jean-Marie Goulet dans l'art.

**PHILOSOPHIE** : Vladimir Jankélévitch, professeur de dénuement.

**ESSAIS** : L'éros selon Schopenhauer et Hockenheim.

21. ÉDUCATION — L'aide à l'enseignement privé et le scrutin du 12 mars.
- 22 à 25. ARTS ET SPECTACLES — MUSÉES : pour l'archéologie industrielle.
30. RÉGIONS — ENVIRONNEMENT : les décisions du comité interministériel.
- 31-32. ÉCONOMIE

**LIRE ÉGALEMENT**

**RADIO-TELEVISION** (25) : Annouciations (26 à 28) : Aujourd'hui (29) : Bulletin d'enseignement (30) : Carat (31) : « Journal officiel » (32) : L'été national et Loto (33) : Météorologie (34) : Mots croisés (35) : Bourne (36).

● **Attentats en Corse.** — Deux attentats à l'explosif ont été commis, pendant la nuit du mercredi 15 au jeudi 16 février, à Ajaccio. Ils ont causé des dégâts peu importants. Le premier, vers 1 h 30, était dirigé contre les locaux de la C.F.D.T. situés dans l'ensemble immobilier des Jardins de l'Empereur. Le second visait les bureaux de la société de construction S.C.G.T.M. qui a pour président, M. Toussaint Luciani, candidat du M.R.G. dans la circonscription de Sartène.

**du 1<sup>er</sup> au 18 février**  
offre spéciale  
d'avant-saison  
**NICOLL**  
COSTUME SUR MESURES  
formule industrielle  
**990 F**  
avec gilet 1150 F  
NICOLL LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT MASCULIN  
29, RUE TRONCHET/PARIS 8<sup>e</sup>

**Investissement immobilier**  
**oca** : 227.04.30  
45, rue de Courcelles - 75008 Paris

A B C D E F G

## LE PROJET DE LIVRAISON D'AVIONS AMÉRICAINS A DES PAYS ARABES

### Jérusalem et Washington s'appliquent à minimiser leur différend

Après l'appel lancé mercredi 15 février devant la Knesset par le premier ministre israélien, M. Menachem Begin, au président Carter pour lui demander de revenir sur sa décision de vendre des avions perfectionnés à l'Égypte et à l'Arabie Saoudite (nos dernières éditions du 16 février), le porte-parole du département d'État a affirmé mercredi soir à Washington qu'il n'y avait pas de crise dans les relations entre les États-Unis et Israël, même si les deux pays ont des divergences d'opinion. Le porte-parole a ajouté que les États-Unis se félicitaient de l'acceptation par le premier ministre israélien de la suggestion américaine concernant la date de sa visite aux États-Unis initialement prévue pour avril, elle aura lieu fin février ou début mars. Le porte-parole officiel a ajouté : « Il ne s'agit pas d'une visite de crise. A notre avis, elle n'a aucun rapport avec la déci-

### Au Liban

#### DEUX SOLDATS SYRIENS TUÉS À BEYROUTH

(De notre correspondant.)

Beyrouth. — Deux soldats syriens ont été tués et un troisième a été blessé mercredi après-midi 15 février, au cours d'un nouvel incident survenu dans le secteur conservateur chrétien de Beyrouth, à Furn-el-Chebak, au lendemain du vote de la loi instaurant un tribunal militaire mixte libano-syrien pour juger les responsables des affrontements de la semaine dernière.

Chaque partie a rejeté sur l'autre la responsabilité du déclenchement des tirs, mais tout le monde s'est employé à limiter les conséquences de l'incident : les chefs de la droite chrétienne, qui se sont tout de suite rendus sur les lieux, ont délivré le soldat syrien qui avait été emmené par leurs partisans, et ont déclaré qu'ils coopéreraient avec les autorités pour faire arrêter les responsables. La Force arabe de dissuasion (FAD) avait fixé un ultimatum à mercredi 18 heures pour la livraison des coupables, puis l'a renoué à jeudi. — L. G.

### A Milan

#### UN DIRIGEANT D'ALFA ROMEO VICTIME D'UN ATTENTAT

Milan (A.F.P.). — M. Domenico Segale, cinquante-cinq ans, chef du personnel des usines automobiles Alfa Romeo, dont le siège est à Milan, a été blessé de plusieurs balles aux jambes dans la matinée du 15 février. Un commando de plusieurs hommes armés, visage caché, a bloqué sa voiture un peu après 8 heures, en pleine ville, et a aussitôt ouvert le feu, malgré la présence de nombreux passants. Un garçon de seize ans a également été légèrement blessé.

Le numéro du « Monde », daté 16 février 1978 a été tiré à 543 788 exemplaires.

## Au Tchad

### LE FROLINAT ANNONCE LA PRISE D'UNE LOCALITÉ

Le Front de libération du Tchad a annoncé, mercredi 15 février, dans un communiqué publié à Paris, la prise, par ses combattants, de Fada, localité située à 900 kilomètres au nord-est de N'Djamena. Le bilan « provisoire » de la bataille serait de quarante-sept tués et de cinq cents prisonniers du côté des forces régulières tchadiennes, et de dix tués et treize blessés dans les rangs des guérilleros.

Selon le Frolinat, la ville de Faya-Largeau, capitale du BET (Borkou-Ennedi-Tibesti) est encerclée par deux mille maquisards et son aéroport aurait été rendu inutilisable. La chute de la ville ne serait plus qu'une question de jours.

Dans un discours prononcé lundi pour l'ouverture des travaux de la trentième session du Comité de coordination pour la libération de l'Afrique, le colonel Kadhafi, chef de l'État libyen, a « démenti catégoriquement » à Tripoli les supputations impu- toniales à l'égard du rôle du Front de libération du Tchad.

Le problème que connaît ce pays est strictement intérieur et ne regarde que les Tchadiens, a-t-il ajouté.

Les parents de M. Christian Masse, le jeune Français enlevé dans la région du lac Tchad le 18 janvier, viennent de recevoir une lettre du fils, datée du 21 janvier. Elle leur est parvenue par le canal de l'ambassade de France à Lagos, au Nigeria (nos dernières éditions du 16 février).

Ce message ne fait aucune allusion à un quelconque ultimatum. Selon les représentants du Frolinat à Paris, le jeune Français est un ressortissant suisse, M. André Kummerling, aurait été capturé en territoire nigérian, pa. une « bande de brigands » et serait retenu en otage à Malfrini, au Nigeria.

### Le dollar recommence à s'affaiblir

Après un répit de quelques semaines, le dollar a recommencé à s'affaiblir sur les marchés des changes. Son mouvement de baisse, amorcé mardi 14 février au lendemain de l'échec de la mission de M. Blumenthal, secrétaire au Trésor américain, qui réclamait une relance de l'économie sous l'impact de quelques « mauvaises nouvelles » supplémentaires : prolongation de la

### En Belgique

#### LES TROIS MEURTRES DE SŒUR GODFRIDA

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Pour ne plus être dérangés pendant la nuit par les visiteurs quelle qu'elle soit, l'infirmerie en chef de la clinique catholique de Wetteren (près de Gand) a supprimé au moins trois de ses patients en leur injectant des doses massives d'insuline : sœur Godfrida, quarante-quatre ans, a évoué trois meurtres commis pendant le premier semestre de 1977, mais, sept autres décès survenus dans la clinique demeurant inexpliqués, le parquet a donné l'ordre de procéder à plusieurs autopsies.

### A Marseille

#### DES COLLEURS D'AFFICHES DU MOUVEMENT DES DÉMOCRATES TROUVÉS EN POSSESSION D'ARMES.

Trois colleurs d'affiches opérant pour le compte de M. Henri Roche, candidat du Mouvement des démocrates dans la 7<sup>e</sup> circonscription de Marseille, ont été interpellés par une patrouille de police, mardi soir 14 février, alors qu'ils se trouvaient dans un bar du boulevard Garibaldi (4<sup>e</sup> arr.). Cette interpellation est intervenue après que les policiers eurent été alertés par le bruit de plusieurs coups de feu dont on ignore à la fois la raison et la provenance. Procédant à des contrôles, les policiers devaient constater que l'un des colleurs d'affiches avait en sa possession un fusil de calibre 12, fusil qui n'avait pas servi récemment.

### Le colonel Kadhafi appelle la population de la Réunion à créer un « mouvement de libération »

Dans un discours prononcé le lundi 13 février à Tripoli, devant le comité de décolonisation de l'Organisation de l'Unité africaine, et diffusé par l'agence libyenne Jana, le colonel Kadhafi, chef de l'État libyen, a appelé la population de la Réunion à se soulever contre le colonialisme. Il a dénoncé la présence coloniale et réclame qu'il faut combattre par les armes au Zimbabwe, en Namibie, en Afrique du Sud et à l'Île de la Réunion.

Le colonel a couronné la conclusion de son discours au département de l'océan indien, sans jamais espionner d'être condamné à la France. « Quant à nos frères de la Réunion, a-t-il affirmé, nous les appelons à réagir et à s'unir pour prendre exemple sur les autres mouvements de libération existant en Afrique contre le colonialisme. Nous ne reprochons rien à nos frères réunionnais, qui sont victimes d'une situation politique et sociale injuste par le colonialisme, mais nous les appelons à s'affranchir et à former un mouvement de libération qui serait à même de combattre le colonialisme, en leur promettant toute notre aide.

Ce jeudi 16 février, M. Giscard d'Estaing reçoit les lettres de créance du nouvel ambassadeur libyen, M. Ashour Garguam.

**PROTOTYPE**  
le nouveau magasin de sport

**Des tenues de ski que vous  
serez les premiers à porter.**

diffusion skimer

65, rue Saint-Honoré 75001 Paris, tél. 236.78.38  
(près des Halles)

**L'ÉTÉ PASSÉ L'HIVER AU BYBLOS**  
phone: (94) 97.00.04 / tél: 470.235 à S<sup>t</sup> TROPEZ

**“Si vous voulez encore faire  
un excellent achat diamants  
je vous conseille de ne pas trop tarder.”**

**MP** Paris  
8, place de la Madeleine  
138, rue La Fayette  
86, rue de Rivoli

GRATUIT CATALOGUE COULEUR Tél. : 260.31.44

Le Directeur  
Kervin

“CRÉDIT DIAMANT” 6 MOIS sans frais  
après acceptation du dossier et comptant légal

**Le dollar recommence  
à s'affaiblir**

Après un répit de quelques semaines, le dollar a recommencé à s'affaiblir sur les marchés des changes. Son mouvement de baisse, amorcé mardi 14 février au lendemain de l'échec de la mission de M. Blumenthal, secrétaire au Trésor américain, qui réclamait une relance de l'économie sous l'impact de quelques « mauvaises nouvelles » supplémentaires : prolongation de la

**En marge de l'enlèvement  
du magistrat lyonnais Noël Datz.**

M. Michel Lamouret, trente-trois ans, seule personne détentée ou parquée au terme des opérations de police déclenchées après le rapt a été condamné, mercredi 15 février, par le tribunal correctionnel de Lyon, en audience de quarante-cinq jours de prison pour détention d'armes.

Les policiers, au cours d'une perquisition à son domicile, avaient trouvé une carabine de type 44-Magnum, arme de quatrième catégorie que M. Michel Lamouret n'avait pas déclarée. M. Michel Lamouret est une des trois personnes dont le nom avait été avancé à propos du meurtre du juge Renaud, sans preuve policière réelle ni événement conséquence judiciaire, ainsi que l'a rappelé à l'audience son avocat, M<sup>re</sup> Joannès Ambre.

**“Si vous voulez encore faire  
un excellent achat diamants  
je vous conseille de ne pas trop tarder.”**

**MP** Paris  
8, place de la Madeleine  
138, rue La Fayette  
86, rue de Rivoli

GRATUIT CATALOGUE COULEUR Tél. : 260.31.44

Le Directeur  
Kervin

“CRÉDIT DIAMANT” 6 MOIS sans frais  
après acceptation du dossier et comptant légal

Important déficit  
de la balance commerciale  
française  
en janvier

**Les Basques  
L'Autonomie**

**Les Espagnols**

Une réunion de la Commission de l'Union européenne...

La Commission de l'Union européenne...

La Commission de l'Union européenne...

La Commission de l'Union européenne...

La Commission de l'Union européenne...

La Commission de l'Union européenne...